

**PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER:** Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dr.; Tunisie, 525 m.; Allemagne, 1,80 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 9 kr.; Espagne, 120 pes.; G.-B., 55 p.; Grèce, 120 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 10 kr.; Pays-Bas, 2 g.; Portugal, 110 esc.; Sénégal, 336 F CFA; Suède, 11 on.; Suisse, 1,00 l.; USA, 1,25 \$; ZONE NEWER COAST, 1,50 \$.



مركز الاعلام

# Etranger

## TCHAD

### La Libye utiliserait du napalm et des gaz toxiques dans le Tibesti

L'offensive des troupes libyennes qui, le 11 décembre dernier, étaient descendues du sud de la Libye et d'Aouza pour tenter de réduire la résistance des maquisards tchadiens des FAP (Forces armées populaires) de M. Goukouni Oueddei, retranchés dans le Tibesti, a semblé-t-il, changée de nature. Les combats terrestres n'ayant pas permis aux forces du colonel Kadafi - du moins était-ce encore vrai lundi 22 décembre - de l'emporter face aux éléments des FAP, qui tiennent notamment les localités de Bardat, Zouar et Wour, Tripoli se livre depuis quarante-huit heures à un bombardement aérien intensif de ces trois localités, utilisant selon le haut-commandement des FANT (Forces armées nationales tchadiennes) du napalm et des gaz toxiques.

Lundi matin, les forces libyennes ont lancé une nouvelle attaque contre Zouar, une localité qui a une grande importance stratégique, dans la mesure où elle commande la piste menant du sud de la Libye à Faya-Largeau. Si les Libyens ne parviennent pas à investir Zouar, à terme leur garnison de Faya risque d'être asphyxiée, faute de pouvoir être ravitaillée. M. Kadafi, directeur du cabinet de M. Goukouni Oueddei, qui est actuellement à Paris, nous a indiqué lundi que l'issue des combats dans cette localité déterminera celle de la « bataille du Tibesti ». Les FAP lancent ainsi un « pressant appel à tous les pays amis du Tchad, et en particulier à la France (...) pour apporter un soutien actif aux patriotes qui défendent leur pays avec des moyens dérisoires ». Les partisans de M. Goukouni Oueddei insistent notamment sur le fait que les dix tonnes de matériel parachuté par l'armée de l'air française, dans la nuit du 16 au 17 décembre, ne permettront pas à leurs troupes de résister plus de quelques jours. Ces livraisons, qui étaient surtout composées de carburant, incluaient des missiles anti-chars Milan. Ceux-ci sont efficaces contre les chars lourds libyens, mais ne peuvent pas grand-chose contre « l'escadron de douze MIG et de six hélicoptères MI-24 »

qui, selon M. Kadafi, bombardent depuis deux jours Zouar et Wour.

Il semble d'autre part que la colonne de l'armée libyenne de trois cent cinquante hommes, et de cinquante-cinq véhicules qui avait quitté N'Djamena au début de la semaine dernière n'ait pas encore atteint le Tibesti. De source occidentale, on indiquait lundi qu'elle avait cependant déjà franchi le seizième parallèle. A partir de cette limite et surtout aux abords du Tibesti, cette colonne, qui progresse en terrain découvert, va être extrêmement vulnérable aux attaques éventuelles de l'aviation libyenne. N'Djamena a, en outre, catégoriquement démenti la présence d'éléments des FANT dans le Tibesti, soulignant à ce sujet : « Il y a deux mille hommes (des FAP) qui savent se défendre dans le Tibesti contre les attaques libyennes ». M. Moumine Togot, secrétaire d'Etat à la présidence de la République, a ajouté qu'« il n'y a pas de distinction à faire » entre les combattants tchadiens, puisque « tous les Tchadiens sont unis » face à l'agression libyenne. A cette volonté de N'Djamena de ne pas faire de distinction entre ses troupes et les maquisards du Tibesti, répond une inquiétude des partisans de M. Goukouni Oueddei qui craignent d'être « récupérés » par le gouvernement de M. Hissène Habré. Même si cette préoccupation passe au second plan face à l'urgence de la situation militaire, les aspects politiques inter-tchadiens n'ont pas disparu pour autant : les FAP soulignent qu'ils sont seuls à résister aux Libyens dans le Tibesti (en réalité des éléments des FANT sont présents à Bardat), et N'Djamena commence à préparer les lendemains d'une éventuelle victoire dans le Tibesti en parlant du combat « des Tchadiens ».

#### Menaces de Tripoli

Sur le plan diplomatique, Tripoli a adressé une menace lundi à la France et aux Etats-Unis qui « s'ingèrent militairement au Tchad » en recherchant des « com-

missiles faciles au prix de la misère et de la souffrance du peuple tchadien », soulignant que « la sécurité et la frontière sud [de la Libye] sont ainsi menacées [par Paris et Washington] ». « La Libye, a précisé Radio-Tripoli, relèvera ce défi en faisant usage de toute sa force ». Selon la radio de N'Djamena, le colonel Kadafi exerce actuellement des « tortures morales et physiques » sur M. Goukouni Oueddei, afin que celui-ci demande à ses troupes de déposer les armes et de se rendre aux « forces d'occupation » (libyennes). Cette information est partiellement confirmée de source proche des FAP : les Libyens ont effectivement installé un émetteur à l'hôpital, où est toujours détenu le président de l'ex-GUNT, mais ce dernier a refusé de lancer cet appel, et il n'est pas soumis à des « tortures ».

A N'Djamena, un avion gros porteur américain de type Galaxy, en provenance des Etats-Unis, a atterri lundi en amenant une partie de l'aide militaire d'urgence de 15 millions de dollars qui a été octroyée au Tchad par Washington. Des armes (notamment des missiles anti-chars TOW), des munitions et divers matériels faisaient partie de cette première cargaison.

Devant l'escalade des affrontements, la France pour sa part se contente de réaffirmer sa position. M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, qui était lundi au Caire, a souligné que la politique française au Tchad était « très claire », ajoutant : « Nous avons un dispositif militaire sérieux au Tchad (...) qui a pour mission, au cas où les troupes libyennes franchiraient le seizième parallèle, d'intervenir à la suite d'une demande du gouvernement tchadien légitime de M. Hissène Habré, pour l'aider ». Soulignant que la France « tente d'éviter toute aventure militaire parallèle », M. Raimond a aussi indiqué qu'il n'y avait « en aucun cas conjonction entre la politique américaine et la politique française au Tchad ».

L. Z.

#### Aux termes d'un accord resté secret

### Des équipages français d'hélicoptères militaires peuvent participer à des opérations

Des équipages français d'hélicoptères militaires peuvent participer à des opérations au Tchad, selon les termes d'un accord entre les deux pays qui est demeuré secret à ce jour.

La France et le Tchad sont liés, depuis le 6 mars 1976, par un accord de coopération militaire technique qui a été ratifié par le Parlement français et publié au Journal officiel du 30 avril 1978. Ce texte remplace un ancien accord de défense de 1960 et fixe notamment le concours en personnels militaires français à l'armée tchadienne, la formation en France des personnels tchadiens, les facilités d'essais et de transit accordées à la France et le soutien logistique de la France aux forces armées tchadiennes. En ce sens, cet accord ressemble à la série des accords du même type conclus par la France avec de nombreux autres Etats africains depuis l'indépendance.

Cependant, l'accord du 6 mars 1978 a été complété avec le Tchad par la signature de deux autres textes plus précis.

Le premier texte est une annexe à l'accord de coopération militaire technique, qui a été signée le 19 juin 1976 et qui régle la participation française au fonctionnement de l'hôpital militaire de N'Djamena, en particulier le personnel d'assistance, les équipements sanitaires et la fourniture de médicaments.

Le second texte est une convention signée le 30 avril 1978, du temps où le général Félix Malloum était le chef de l'Etat tchadien et le président du Conseil supérieur militaire à N'Djamena. Ce texte n'a pas été publié au Journal officiel en France et il se rapporte à l'emploi d'équipages militaires français d'hélicoptères. L'article 2 de cette convention secrète précise que « les équipages militaires français

d'hélicoptères peuvent, sur autorisation du gouvernement français, participer à des missions à caractère opérationnel, en territoire tchadien exclusivement ».

Equipés de missiles anti-chars HOT et de canons-mitrailleurs, les hélicoptères modernes, du modèle Gazelle par exemple en France, sont des outils d'attaque des blindés adverses. D'autres hélicoptères, comme le Puma, peuvent acheminer des hommes de troupes, des matériels (comme des mortiers), du carburant ou des munitions dans des opérations d'accompagnement des Gazelle.

La convention du 30 avril 1978, on doit le noter, n'est pas en concordance avec l'accord de coopération militaire technique de mars 1976 qui spécifie, lui, que les militaires français ne peuvent en aucun cas participer directement à l'exécution d'opérations de guerre, ni de maintien de l'ordre et de la légalité.

Si, donc, les accords de coopération militaire franco-tchadiens sont dans l'ensemble conformes à la plupart des accords du même type passés avec d'autres Etats africains, il demeure une exception (l'emploi des équipages d'hélicoptères) qui introduit l'éventualité d'une participation de militaires français aux opérations. Depuis 1978, l'absence d'un accord de défense n'a pas empêché la France de participer à des opérations.

Des missiles ouest-allemands pour la Libye. - Le gouvernement du chancelier Helmut Kohl a demandé au parquet, lundi 22 décembre, de mener une enquête rapide sur les informations selon lesquelles des ingénieurs ouest-allemands ont illégalement fabriqué des missiles pour la Libye et les ont essayés dans le Tibesti.

Selon l'hebdomadaire Stern, une équipe, recrutée par un ingénieur expert en missiles et ancien de la firme électronique Siemens, aurait expérimenté dans le Tibesti ces missiles d'une portée de 500 kilomètres. Les résultats des essais auraient été transmis par les ordinateurs de divers instituts de recherche ouest-allemands. Le marché se serait déroulé sous le couvert d'un programme d'échanges techniques intitulé « Projet Trissalat » et aurait eu pour partenaire libyen Salah Farkas, beau-frère du colonel Kadafi. (AFP.)

## Le conflit frontalier entre le Mali et le Burkina-Faso

### Jugement de Salomon à la Cour de La Haye

#### LA HAYE

de notre envoyé spécial

A première vue, le jugement que la Cour internationale de justice de La Haye a rendu, le 22 décembre, dans le conflit frontalier opposant le Mali au Burkina-Faso, au sujet de la portion de territoire dite bande de l'Agacher, ressemble à un jugement de Salomon, satisfaisant les deux parties. Ainsi, M. Emmett Ouedraogo, le ministre de la sécurité et de l'administration territoriale du

judiciairement très intéressant », indiquait pour l'essentiel l'ancien ministre français de la coopération. Du côté malien aussi, les satisfactions étaient de rigueur : « Nous ne disons pas que nous avons gagné », avouait M. Abderrahmane Maiga, ministre de l'administration territoriale, mais que la justice a fait droit. Il nous apparaît maintenant de veiller au strict respect de cet arrêt.

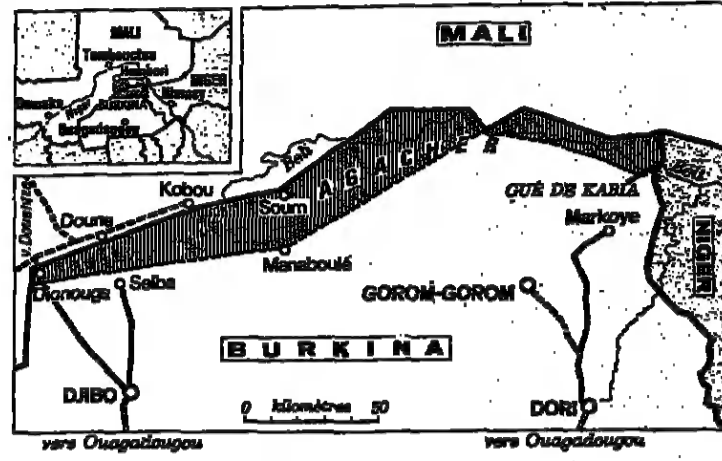
Symbole de cette unanimité retrouvée : l'accueil que les mini-

stres de six jours avait éclaté le 25 décembre 1985, faisant une soixantaine de morts. Au contraire, avec un souci du détail poussé à l'extrême, la chambre de la Cour de La Haye, qui était présidée par le diplomate algérien Mohammed Boudjaoui, a très précisément tracé une nouvelle frontière entre les deux pays, allant même jusqu'à couper en deux plusieurs mares ou points d'eau.

Grossièrement, on peut dire que la Cour a « donné » la région de l'Ouest au Mali et celle du Nord - le Bel - au Burkina-Faso. Cette répartition pourrait cependant - et c'est sans doute pour cette raison que les sources malaises semblaient plus spontanées que celles de leurs homologues burkinabes - être plus favorable au Mali, car les populations vivant dans l'Ouest sont sédentaires, contrairement à celles du Nord qui sont nomades.

En outre, c'est dans l'Ouest que se sont déroulés les principaux combats. Point d'ancrage du jugement : l'indivisibilité des frontières héritées de la colonisation, qui est une des bases de la charte de l'OUA (Organisation de l'unité africaine). Se fondant à la fois sur les textes législatifs et réglementaires et sur les documents de l'administration française ou sur les cartes géographiques de cette époque (relevés de l'Institut géographique national, IGN), sans oublier le comportement des anciennes autorités administratives, la Cour a pu ainsi délimiter le nouveau tracé de la frontière, dont la démarcation sera effectuée sous le contrôle de trois experts indépendants.

JOSÉ-ALAIN FIALON.



Burkina-Faso, déclarait : « Désormais, un document juridique fixe notre frontière. Il faut tourner la page. L'espérance que cela sera définitive ». Satisfait aussi, M. Jean-François Cot, qui assistait en tant que conseiller la République burkinabise : « Le jugement est équitable, et il est

tres malien et burkinabise se sont donné à l'issue du jugement. Celui-ci, il est vrai, ne tranche pas dans le vif en donnant entièrement raison à l'un ou à l'autre pays, qui tous deux réclamaient cette bande de territoire s'étendant, au Burkina-Faso, de Dori à Koudougou, et pour laquelle une

## MAROC

### 1,3 milliard de francs d'aide française pour l'exercice 1986-1987

Marrakech (AFP). - Le Maroc et la France ont signé lundi 22 décembre à Marrakech des protocoles financiers aux termes desquels Rabat bénéficiera pour l'exercice 1986-1987 d'une aide française d'un montant de 1,3 milliard de francs (le Monde du 20 décembre).

Paraphés par le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur, et son homologue marocain, M. Mohamed Berrada, ces documents prévoient une aide de 550 millions de francs pour l'amélioration de la balance des paiements marocains et une autre de 750 millions de francs pour le financement de projets d'équipement intéressant l'infrastructure portuaire, des barrages et des matériels d'exploitation pour l'Office chérifien des phosphates et des réseaux de distribution d'électricité.

Au cours de la cérémonie de signature, les deux ministres se sont félicités des liens de coopération franco-marocaine englobant presque tous les domaines.

Après avoir souhaité voir la France acheter plus de phosphates marocains en raison de la « baisse sensible » des dernières années, du tonnage des exportations vers la France, M. Berrada a affirmé que Rabat venait de prendre des mesures en faveur des ressortissants français dont les avoirs sont bloqués au Maroc.

Libération de quatre détenus politiques. - Quatre détenus politiques, parmi les plus importants dirigeants du mouvement

clandestin Ilal-Amam (marxiste-léniniste), ont été graciés par le roi Hassan II et remis en liberté le 19 décembre, a-t-on appris de source informée à Rabat.

Incarcérés à Kenitra, ils avaient été condamnés en 1977 à des peines allant de 22 à 32 ans de prison pour crimes à la sûreté intérieure de l'Etat et troubles de l'ordre public. Il s'agit de MM. Frikat Abdelhass (professeur), Larach Aziz, Louharni Mohamed et Mechbal Mohamed (étudiants).

D'autre part, cinq détenus de la prison civile de Rabat annoncent avoir commencé « une grève de la faim limitée » pour faire respecter « leurs droits de visite, d'information, de soins médicaux et de promenade », conforme à la condition de prisonniers politiques qu'ils revendiquent. (AFP.)

## CENTRAFRIQUE

### Rejet d'une demande d'ajournement du procès de Bokassa

Bangui. - La cour criminelle de Bangui a rejeté lundi 22 décembre une demande d'ajournement du procès de Jean-Bédel Bokassa déposée la semaine dernière par les avocats de l'ex-empereur, qui invoquaient son mauvais état de santé. Les débats seront seulement suspendus le jour de Noël.

Un arrêt ministériel va être pris pour prolonger la session ordinaire de la cour, qui devait s'achever le 27 décembre. En effet, on dit maintenant que le procès pourrait durer plusieurs mois en raison de la longueur des débats et du grand nombre de témoins appelés à déposer. Les deux avocats français de l'accusé, M<sup>rs</sup> Francis Spitzner et Francis Gibault, ont indiqué que, malgré le refus d'ajournement, ils quitteraient Bangui ce mardi et n'y reviendraient qu'en janvier. (AFP.)

**NATA MINOR**

**Lettre au voyageur**

« Lettre au voyageur » est un de ces livres rares, poétiques, miraculeux, qui fleurissent parfois dans la lettre craquelée des époques stériles.

Catherine David, *Le Nouvel Observateur*

**des femmes**

1986

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09  
Tél : MONDIPAR 650572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaines, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1981), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Éditions, MM. André Fontaines, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak  
Rédacteur en chef : Daniel Verdet  
Correspondant en chef : Claude Sala.

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75421 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE**  
354 F / 672 F / 954 F / 1 200 F

**TOUTS PAYS ÉTRANGERS**  
PAR VOIE NORMALE  
687 F / 1 357 F / 1 932 F / 2 530 F

**ÉTRANGER (par messagerie)**  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F / 762 F / 1 089 F / 1 380 F

**IL - SUISSE, TUNISIE**  
584 F / 928 F / 1 404 F / 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Changements d'adresse, déficits, provisions : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à votre correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les sous-projets en capital de l'impression.

**Le Monde**  
**TELEMATIQUE**  
Composé 38-15 - Tape LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

**Le Monde**  
**PUBLICITE**

5, rue de Monthenay, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71  
Télécopieur : MONDIPUB 206 136 F

Le Monde USPS 768-910 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde c/o Speedpress, 45-45 38 St. Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpress, U.S.A. P.O. Box, 45-45 38 St. Street, L.I.C., N.Y. 11104.



# Europe

## YUGOSLAVIE : la fronde des intellectuels L'Académie des sciences de Serbie dénonce les méthodes « staliniennes »

BELGRADE  
de notre correspondant

Le différend entre le régime et l'Académie des sciences et des arts de Serbie a pris récemment la forme d'un conflit sans précédent en Yougoslavie. L'Académie avait créé à l'automne une commission chargée de proposer des solutions pour sortir le pays de la crise dans laquelle il se débat (le Monde du 25 octobre). Les travaux étaient menés à huis clos par une trentaine d'académiciens. Or, en septembre, un quotidien de Belgrade a mis le feu aux poudres en publiant des extraits d'un document dans lequel l'Académie affirmait qu'il y avait « une crise dans les bureaux et qu'il ne continue pas le résultat de son travail. Une vive polémique s'est développée.

Le pouvoir avait demandé à l'Académie de rejeter ou de valider le « plan de réforme révolutionnaire », de dissoudre le comité qui l'avait élaboré et de démettre son vice-président, Antunio Isakovic. L'Académie a refusé catégoriquement d'obtempérer. Début décembre, le journal a publié d'importantes déclarations de l'Académie des sciences de Serbie, dans lesquelles elle affirmait vouloir contrôler la vie culturelle et étouffer la liberté de création selon des méthodes archaïques.

Le 18 décembre, lors d'une assemblée générale extraordinaire, les membres de l'Académie, par un vote à bulletin secret, ont confirmé dans leurs fonctions le président Dusan Kanazir (par 101 voix contre 8 et 6 bulletins nuls) et le vice-président Isakovic (par 85 voix contre 18 et 9 bulletins nuls). Le grand majorité des académiciens, même les membres du Parti communiste, ont donc refusé de se désolidariser de ses dirigeants.

Avant de passer au scrutin, l'assemblée a entendu une vingtaine d'interventions dont quatre seulement ont manifesté certaines réserves à l'égard de l'activité de l'Académie. Tous les autres, sans même leur nom, ont affirmé que le texte du mémorandum n'était pas achevé, qu'on avait eu recours à un « procédé staliniens » pour le sortir de l'Académie afin de compromettre, pour des raisons politiques, la plus prestigieuse institution culturelle du pays au profit des forces qui « veulent à tout prix maintenir leur

domination ». La plupart des orateurs ont insisté sur le devoir des intellectuels d'assumer leurs responsabilités dans une Yougoslavie « tombée au bas de l'échelle de la civilisation et du développement européens ».

### Des idées à la démocratie

La salle, archicomble, a écouté avec émotion de véritables orateurs à la démocratie et aux droits de l'homme. Le grand écrivain Dobrica Cosic — dont les œuvres commencent un énorme succès — a stigmatisé un régime politique qui présente le « mensonge comme la vérité et la soumission des citoyens comme une vertu ». Il a appelé les académiciens à ne pas se taire devant la crise économique, politique et morale du pays.

L'historien Vladimir Dedijer, dont les livres ont apporté maintes révélations sur certains événements sanglants de la guerre en Yougoslavie et sur la biographie de Tito, s'est indigné du comportement de ceux qui ont tenté de présenter l'Académie comme une « succursale de la CIA » et quelques-uns de ses membres comme des « voyous ». Il a affirmé que M. Vrhovac, représentant de la Croatie dans la direction collégiale de l'Etat est l'un des principaux responsables de la campagne menée contre l'Académie. M. Dedijer a demandé la formation d'une commission pour faire la lumière sur les circonstances dans lesquelles le texte incriminé est sorti de l'Académie, en ajoutant qu'il était prêt à dire devant cette commission ce qu'il savait à ce sujet.

Le vice-président Isakovic, particulièrement visé par les critiques officielles, a expliqué qu'il avait refusé de démissionner parce que ce geste aurait été une « capitulation » devant ceux qui s'imaginent pouvoir exercer un « chantage contre tout un chacun ». M. Mica Popovic, fonctionnaire aux affaires étrangères, attaché dans les milieux artistiques français, a lui aussi estimé que l'Académie devait résister à toutes les pressions.

Cette réunion est le sujet de toutes les conversations. Son vote, aussi concluant qu'il soit, est loin cependant de mettre un terme au conflit.

PAUL YANKOVITCH

## URSS : le retour à Moscou d'Andreï Sakharov et la justice en question

### A l'aube, l'arrivée du train de Gorki...

MOSCOU  
De notre correspondant

Vieilles et amères mais semblables à lui-même avec son sourire d'enfant et ses propos réfléchis prononcés d'une voix douce, tel est apparu, ce matin 23 décembre à l'aube, Andreï Sakharov sur le quai d'une gare de Moscou. Très pâle, enveloppé dans un châle, Elena Bonner était à ses côtés. Le couple avait voyagé toute la nuit par le train pour venir de Gorki, une ville située à un peu moins de 400 kilomètres.

Aucun officiel n'était sur le quai, où n'attendaient qu'un groupe d'amis, dont certains très émus. Andreï Sakharov et Elena Bonner ont été aussitôt pris sous les feux des projecteurs de télévision (y compris une équipe soviétique) et entourés d'une masse mouvante de journalistes qui les ont accompagnés jusqu'à la sortie de la gare. Aucun policier en uniforme n'était visible.

Sakharov a répondu pendant vingt minutes à toutes les questions sans cesser de sourire, malgré la houleuse. Il a dit que sa santé était correcte mais qu'il se sentait inquiet pour celle de sa femme, laquelle n'a pratiquement pas prononcé un mot. Que venait-il faire ? Travailler à l'Académie des sciences, mais il ne sait pas exactement à quel point. Peut-être dans le domaine de la recherche spatiale ou de la fusion thermonucléaire contrôlée. En attendant, il participera bientôt à un séminaire de physique théorique organisé par l'Académie.

Enigme ? Cette question ne se pose pas pour le moment. Il ne sait d'ailleurs pas s'il en aura le droit. Ses impressions ? « C'est merveilleux d'être de retour à Moscou. » A-t-il rencontré M. Gorbatchev ? « Je n'ai pas reçu d'invitation et je n'étais pas sûr d'en avoir beaucoup de chance à lui dire... »

Que pense-t-il de la politique menée par ce dernier ? « Je suis très intéressé par tout ce qui se passe actuellement dans le

pays », répond-il. Visiblement, Sakharov passe ses nuits. Il raconte comment on a installé en pleine nuit une ligne téléphonique dans leur appartement de Gorki. M. Gorbatchev les a appelés le lendemain, il y a donc exactement une semaine. Il leur a annoncé qu'ils pouvaient rentrer à Moscou.

« J'étais reconnaissant, mais en même temps mes sentiments étaient mitigés parce que cela coïncidait avec cette tragédie, la mort de Martchenko », explique-t-il. Le dissident Anatoli Martchenko est mort en prison le 6 décembre, après une longue grève de la faim. Sakharov a demandé à M. Gorbatchev : « Après Martchenko, cela va être le tour de qui de mourir ? Il est inacceptable dans un pays comme le nôtre qu'il y ait des gens qu'on emprisonne et qui souffrent à cause de leurs opinions. »

Ce qu'il souhaite par-dessus tout ? « La liberté pour chacun. » Quel message veut-il faire parvenir à l'extérieur ? D'abord remercier ceux qui se sont dévoués sans compter pour sa libération.

L'homme paraît aussi calme qu'indomptable. Ses déclarations sur l'Afghanistan lui avaient valu son assignation à résidence à Gorki sans aucun jugement, il y a près de sept ans. Il continue pourtant de penser et de dire que « l'Afghanistan, c'est l'Androïd malade » de la politique étrangère soviétique.

Des voyageurs demandent qui est ce personnage important sous les projecteurs. On leur répond. Certains connaissent son nom, d'autres pas. Andreï Sakharov et Elena Bonner frissonnent par monter dans la petite Agoud d'un de leurs amis, le peintre Boris Bizer, qui les emmène non sans mal jusqu'à l'appartement de deux pièces qu'ils ont conservé pendant toutes ces années sur le boulevard circulaire de Moscou.

DOMINIQUE DHOMBRES

### Le témoignage d'Irina Ratouchinskaya

### « Le froid, la crasse et la faim »

LONDRES  
de notre correspondant

« Au camp de travail de Mordovie, les conditions de vie imposées aux prisonniers politiques font qu'elles survivent, mais tout juste. Et qu'elles meurent, une fois libérées », a raconté, le 22 décembre à Londres, Irina Ratouchinskaya, au cours de sa première conférence de presse à l'Ouest, deux mois après sa libération.

« La règle est de ne pas donner de coups. C'est superflu. Ils comptent de manière plus raffinée sur le froid, la crasse et la faim extrêmes, se souvient la poète russe, née de trente-deux ans. A mon arrivée en prison, j'étais une jeune femme en parfaite santé. Après trois ans, j'étais persuadée que je me sentais pas vivante. »

Condamnée pour « agitation contre l'Etat » à sept ans de camp de travail et cinq ans d'exil intérieur en septembre 1982, Irina Ratouchinskaya, qui affiche sa foi chrétienne, a séjourné quatre ans en Mordovie avant d'être subitement relâchée, en octobre.

La jeune femme au visage émacié d'adolescente évoque son calvaire d'une voix posée, tantôt en russe, tantôt dans un anglais hésitant : les barreaux de sa cellule, les feuilles de plastique en guise de vitres ne sau-

raient arrêter la morsure du froid, par moins 37 °C. L'isolement dans les cellules individuelles, la nourriture servie un jour sur deux. De la soupe aux choux, invariablement. Elle raconte aussi le réveil à 6 heures, pour une journée de travail de onze à douze heures, passée à coudre des gants.

Mais il y avait pire encore que les souffrances, les vexations, les humiliations et l'interception du courrier. Le pire, rapporte Irina Ratouchinskaya, était les menaces, régulières : « Ils disaient qu'ils feraient exécuter mon mari si je ne renonçais pas à mes idées et à mes écrits. »

En URSS, elle a acquis la célébrité avec un poème, « Non, je n'ai pas peur ». En Mordovie, elle en a composé cent cinquante autres, en cachette. Elle les a gravés sur du savon, à l'aide d'une allumette, puis dans sa mémoire, avant d'effacer la surface du savon en se lavant les mains.

Avant de quitter l'URSS jeudi dernier, Irina Ratouchinskaya a écrit une lettre à M. Gorbatchev, l'exhortant à libérer d'autres dissidents. C'est un homme « plus intelligent et plus réaliste que ses prédécesseurs », dit-elle. A l'expiration de son visa touristique de trois mois, en mars prochain, elle n'entend toutefois pas renoncer son pays.

(Interim.)

## Un sévère réquisitoire du... président de la Cour suprême

Moscou (Reuters). — Le système juridique soviétique comporte de nombreuses insuffisances, indique un rapport officiel selon lequel, dans certains cas, des innocents ont pu être condamnés à mort.

Présenté récemment lors d'une séance plénière de la Cour suprême, ce rapport est repris dans ses grandes lignes par la dernière édition de la *Literaturnaya Gazeta*. La réunion de la Cour suprême faisait suite au vote d'une résolution par le comité central pronant une révision du système juridique afin de mieux faire la part des choses entre la lutte contre le crime et le devoir de l'Etat de protéger les droits des citoyens.

L'un des exemples les plus fréquents cités dans le rapport, donné par le vice-président de la Cour suprême Evgeny Smolentsev, concerne quatorze habitants de la ville de Vitebsk, en Biélorussie, qui ont été condamnés à « des peines extrêmement lourdes » pour des délits qu'ils n'avaient pas commis.

La *Literaturnaya Gazeta* ne donne pas de précisions supplémentaires, mais cette expression peut désigner la peine de mort.

« On peut imaginer ce qui s'est passé pendant l'enquête, au cours de laquelle les confessions ont littéralement été arrachées aux innocents, pulvérisés sous les quatorze coups de la machine à écrire, écrit le journal.

Il ajoute que, si les enquêteurs coupables d'une telle erreur à la justice ont été punis, aucun des juges ayant rendu le verdict ou refusé de l'innocenter en appel n'ont été inquiétés. Le président de la Cour suprême Vladimir Terebilov a

accusé ces magistrats d'être « dénués de tout principe et corrompus ».

L'hebdomadaire mentionne encore le cas d'un innocent condamné à mort en Lettonie, sans spécifier si la peine a été appliquée.

Le rapport affirme que si le nombre de condamnations à des peines de prison est en voie de diminution, les peines « exorbitantes » sont encore très fréquentes. C'est notamment le cas d'un habitant d'Orlov qui a été condamné à dix-huit mois de prison pour avoir volé des bœufs de concombres à sa belle-mère, ou d'un autre condamné à deux ans de détention pour n'avoir pas rendu une paire de lunettes de soleil empruntée.

Mais l'article, signé par Arkady Vaksberg, déplore le fait que la campagne en faveur de la transparence menée par M. Mikhaïl Gorbatchev n'ait pas jusqu'à permis la publication de toutes les affaires citées lors du plénum de la Cour suprême.

En exposant les tares de la justice, le journal explique que beaucoup d'enquêteurs manquent d'expérience, ont un niveau intellectuel insuffisant et que les juges et les jurés leur font une confiance aveugle ou sont soumis aux pressions politiques du parti, certains allant même jusqu'à téléphoner aux responsables locaux pour demander des instructions.

● ITALIE : Rectificatif. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 23 décembre, M. Filippi, le nouveau maire de Milan, n'est pas le gendre de M. Craxi, mais son beau-frère.

## Proche-Orient

### Succès de l'OLP à Tunis

## La Ligue arabe crée un comité de huit membres chargé d'obtenir un cessez-le-feu dans la « guerre des camps »

TUNIS  
de notre correspondant

Le chef de la direction des affaires politiques de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, avait tout lieu de se montrer satisfait et de parler de « grand succès » au terme de la réunion du conseil ministériel de la Ligue arabe, qui s'est tenue lundi 22 décembre, à Tunis. Alors que, sur le terrain, les combats entre Palestiniens et milices chérites ont repris lundi autour des camps de Beyrouth, la demande palestinienne de formation d'un comité arabe chargé d'obtenir un cessez-le-feu « immédiat et total », qui n'avait pu être

satisfaite voici deux semaines (le Monde du 11 décembre), a cette fois-ci été acceptée, avec toutefois les réserves du Liban et de la Syrie.

Préside par le chef de la diplomatie algérienne, M. Ahmed Taleb Ibrahimi, le comité comprend le secrétaire général de la Ligue arabe et les ministres des affaires étrangères de Jordanie, des Emirats arabes unis, de Tunisie, du Koweït, de Mauritanie et du Yémen du Nord. Outre le cessez-le-feu, il devra s'employer à la levée du blocus des camps de réfugiés palestiniens et à l'évacuation des blessés, à l'acheminement de secours, de vivres et de médicaments vers ces camps, et au retour des expulsés et des prisonniers dans leur foyer. Il est prévu qu'il rendra compte de sa mission,

qu'il doit entamer « immédiatement », le 14 janvier lors d'une nouvelle réunion du conseil de la Ligue. Si le succès palestinien est incontestable sur le plan politique, il n'est pas évident qu'il puisse se traduire aussi sur le terrain.

Un déplacement du comité à Beyrouth étant exclu pour le moment, c'est à partir de Damas qu'il devra accomplir sa tâche. Sa première démarche va consister à être reçu par les dirigeants syriens et surtout à obtenir leur coopération. Or celle-ci ne paraît pas lui être acquiescente d'emblée. En effet, le représentant syrien au conseil, M. Hatem Unein, haut fonctionnaire des affaires étrangères, s'est montré des plus réticents en faisant comprendre que la constitution d'un comité n'était pas, à l'origine, l'objet des délibérations

qui auraient dû seulement être consacrées à la guerre des camps. Il a aussi rejeté la responsabilité de la poursuite des combats « sur une certaine partie (les Palestiniens fidèles à M. Yasser Arafat) qui, au lieu de faire face à l'ennemi commun, cherche à laisser ouvert ce abcès ».

Quoi qu'il en soit, même si cette fois-ci la Ligue arabe a pu sauver les apparences en dépassant le stade des vœux pieux, la partie est loin d'être jouée. Et c'est probablement pour cette raison que l'Arabie saoudite, prudente, a refusé de s'engager directement dans l'entreprise en prétextant la possession de démarches diplomatiques qu'elle a engagées de son côté depuis le début du mois.

MICHEL DEURÉ

### ISRAËL : la divulgation de secrets nucléaires

## Mordechai Vanunu affirme avoir été enlevé à Rome le 30 septembre

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

En levant la main à l'adresse des journalistes, à l'entrée du tribunal de Jérusalem, Mordechai Vanunu — le technicien qui fit scandale, il y a trois mois, en vendant sa *Sunday Times* les secrets nucléaires d'Israël — a relancé l'affaire qui porte son nom. Il a peut-être aussi déclenché un incident diplomatique entre Jérusalem et Rome.

La soirée est lieu, dimanche 21 décembre, quelques secondes avant que Vanunu ne pénètre sous bonne escorte dans la salle d'audience où il répond régulièrement à huis clos de l'inculpation d'espionnage. Parvenant à tromper la vigilance des policiers, il plaqua la paume de sa main contre la vitre du « panier à salade » face aux témoins.

Comme les photographes devaient plus tard le découvrir en développant leurs films, Vanunu avait écrit sur sa main cinq lignes en anglais et en style télégraphique.

Pendant l'audience, on nettoiera la main de l'inculpé. En quittant le tribunal, il tenta à nouveau de faire passer son message à l'intention des journalistes, mais il fut juste le temps de crier « Rome ! » avant qu'un policier ne lui mette la main sur la bouche.

Ce message où l'inculpé parle de lui à la troisième personne est le suivant : « Mordechai Vanunu a été enlevé à Rome (Italie) le 30 septembre 1986 à 21 heures. Il est arrivé à Rome sur le vol British Airways 504. » Une nouvelle fois, les Israéliens ont été les derniers à connaître ces détails divulgués lundi après-midi par le quotidien londonien *Evening Standard*. La censure militaire, décidément mal inspirée dans cette affaire, en avait interdit la publication. Les journaux israéliens parent néanmoins faire paraître à la une de grandes photos de Vanunu montrant la paume de sa main, totalement noire par le censure. Ce dernier a finalement levé son intercession.

Selon l'*Evening Standard*, Vanunu a bien été enlevé, comme on

l'avait dit initialement, dans un piège tendu par une certaine Cindy, une employée du Mossad, qui l'accompagna de Londres à Rome. Le technicien nucléaire aurait fait la fin du voyage encadré par les agents des services de sécurité israéliens. Ce nouvel épisode rocambolesque de l'affaire Vanunu risque d'envenimer les relations entre l'Etat juif et l'Italie. L'ambassadeur italien à Tel-Aviv a déclaré lundi que, « si Vanunu avait bien été enlevé de manière violente à Rome, la loi de son pays avait été violée ».

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a démenti avoir reçu d'Italie une demande d'explication. Lorsque le rumeur courut, le mois dernier, que Vanunu aurait été enlevé de force sur le sol britannique, l'affaire donna lieu à des débats diplomatiques entre Londres et Jérusalem. Israël donna alors l'assurance à Londres qu'aucune loi britannique n'avait été violée.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

### La guerre du Golfe

### Bassorah sévèrement bombardée

A la suite des vagues successives de missiles irakiens menés dimanche et lundi 22 décembre, de la mort de cent trois personnes dans les quartiers de Bakhtarab, et à l'annonce que de nombreux quartiers de la ville irakienne de Bassorah avaient été bombardés.

Selon l'agence de presse iranienne IRNA, les bombardements de l'Irak ne s'arrêteront pas avant que ce pays ne mette fin « à ses actes agressifs ». L'agence a également précisé que des zones résidentielles de l'islamabad-Gharb, dans le nord-ouest de l'Irak, ont été bombardées, lundi, et qu'un grand nombre de civils avaient été tués.

Le ministre des affaires étrangères iraniens, M. Ali Akbar Velayati, a envoyé un message au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, lui demandant de faire cesser de toute urgence « ces crimes barbares » irakiens, et de punir ce pays pour « ses violations flagrantes des lois internationales ».

Pour sa part, l'état-major irakien a déclaré avoir mené une dizaine d'opérations dans la journée de lundi contre des objectifs exclusivement militaires, notamment dans la région d'Islamabad. — (AFP, Reuters.)

Louis  
Puisseux

Crépuscule  
des atomes

Le mal nucléaire  
français

Hachette



صوتنا من الامم

## Amériques

ARGENTINE : face aux militaires et aux syndicalistes

### M. Alfonsín à la recherche d'un difficile « consensus démocratique »

Le Sénat argentin a approuvé, lundi 22 décembre, le projet de loi visant à mettre fin aux procédures judiciaires contre les militaires coupables de violations des droits de l'homme durant la dictature. Très controversée, l'adoption de ce projet intervient alors que le président Alfonsín, entré en fonctions en décembre 1983, vient d'accomplir la première moitié de son mandat.

BUENOS-AIRES  
de notre correspondant

Main de fer dans un gant de velours, M. Alfonsín a suivi, dans ses relations avec l'armée et l'opposition, dans ses orientations économiques, la voie la plus difficile mais, à ses yeux, la « seule possible ».

Les responsables de la dictature ont été jugés. Et, par des civils. Presque un sacrilège. Dans un pays où l'armée était une institution politique. La Cour fédérale de justice de Buenos-Aires a condamné les chefs des juntas et leurs principaux collaborateurs pour « atteinte aux droits de l'homme ». Certains à la réclusion perpétuelle.

Si l'armée n'a pas réagi au-delà de la grogne, c'est d'abord qu'elle n'en avait pas les moyens. Elle ne s'est pas remise du fiasco de son dernier gouvernement. Les Argentins — pourtant réputés pour avoir la mémoire courte — n'ont oublié ni le désastre économique que les généraux ont laissé derrière eux, ni leur déroute dans la guerre des Malouines, ni l'horreur de la « sale

guerre » avec ses dix mille morts ou « disparus ». Or, en Argentine, aucun coup d'Etat ne s'est jamais fait contre l'avis de la population.

C'est aussi parce que M. Alfonsín, bien que théoriquement libre de faire ce qu'il voulait, a choisi de la réhabilitation pour la faire rentrer une fois pour toutes dans ses casernes.

Dans ce dessein, il a présenté le 5 décembre au Congrès un projet de loi qualifié par la presse locale de « point final », qui vise à limiter dans le temps la possibilité de porter plainte contre tous ceux suspectés d'avoir participé à la répression illégale sous la dictature. Le Sénat a approuvé, lundi 22 décembre, ce projet.

Comme en écho au président, l'armée — par la voix du chef de l'état-major conjoint, le général Teodoro Waldner — a fait pour la première fois une autocritique publique, affirmant « renoncer pour toujours à participer au pouvoir autrement que pour servir le gouvernement constitutionnel ».

Les victimes de la répression comme les défenseurs des droits de l'homme n'y croient pas et craignent la « trahison ». Certains ont même réclamé l'expulsion du président Alfonsín de l'Assemblée permanente des droits de l'homme (APDH), dont il est membre fondateur. « Il est impossible que le promoteur du projet de « point final », le responsable d'une politique qui a permis à 99 % des auteurs du génocide de rester en liberté, appartienne à une organisation qui se réclame des droits de l'homme », ont-ils affirmé.

Dialogue ouvert  
avec la CGT

C'est avec eux maintenant que M. Alfonsín devra compter s'il veut faire aboutir son grand projet de réconciliation nationale.

Au nom de cette réconciliation nationale, il a appelé tous les partis politiques à un « consensus démocratique » et à oublier les luttes so-

taires du passé. S'il n'y est pas parvenu, il a néanmoins réussi, grâce à sa popularité personnelle, à maintenir un dialogue ouvert, notamment avec le grand parti d'opposition, le Parti Justicialista (péroniste) et son « bras » syndical, la CGT (Confédération générale du travail). Ils ont, certes, protesté contre le plan austral de redressement économique qu'ils jugeaient « récessionniste », mais ni les critiques, ni les grèves, ni le mécontentement social né de l'austérité n'ont remis en question l'application du plan.

Incapables de formuler d'autres propositions concrètes pour assainir une économie malade, les péronistes ont préféré ne pas prendre la responsabilité d'un nouveau chaos. La réussite de la première partie du plan (réduction d'un taux d'inflation qui dépassait les 1000 % annuels à

environ 80 % cette année) y est certainement pour quelque chose.

La deuxième phase du plan est plus aléatoire. La relance de l'économie se fait attendre. M. Alfonsín compte d'abord, en lançant un plan de réforme de l'administration centrale et du secteur public, dégager des ressources d'investissement. Les exportations, perturbées à la fois par la baisse des cours mondiaux des matières premières et les positions imposées par le service de la dette extérieure, ne peuvent financer la réactivation économique. Les capitaux privés, toujours tournés vers la spéculation, n'y participent pas davantage. Quant aux capitaux étrangers, ils se font toujours attendre en dépit de la bourse « image » dont le président joint à l'étranger, de sa stabilité et de ses efforts pour ne pas spolier les créanciers du pays.

CATHERINE DERIVERY.

### Une lettre de M. Didier Motchane

A la suite de la publication dans le Monde du 7-8 décembre du Bulletin de l'étranger intitulé « Point final en Argentine », M. Didier Motchane, secrétaire du Parti socialiste, nous a adressé une lettre dont nous donnons ci-dessous des extraits :

Le remplacement de la dictature militaire par un gouvernement constitutionnel est justement associé, dans l'opinion publique européenne, à l'action du président Alfonsín (...).

Mais doit-on pour cela passer sous silence le fait que les conditions dans lesquelles interviendrait actuellement les mesures de prescription envisagées (...) apparaissent nécessairement comme une marque de faiblesse humaine de la démocratie et comme le résultat d'un rapport de forces désastreux entre le gouvernement constitutionnel et l'armée ?

Il faut savoir en effet, que, si la mise en jugement des membres de la junte militaire (sauf ceux de la dernière) et leur condamnation restent

un fait sans précédent en Amérique latine, les forces armées devaient nécessairement passer par pertes et profits un commandement totalement discrédité par la guerre des Malouines et que ce prix payé pour le désastre politique, économique et militaire est aussi celui de l'impunité et de l'impérissabilité d'un appel et d'un appel militaire qui restent aujourd'hui ceux d'hier.

Dans ces conditions, les mesures de prescription envisagées par le gouvernement risquent fort d'apparaître pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire un déni de justice. Depuis le remplacement de la junte militaire, en 1983, par un gouvernement constitutionnel, aucun acte de vengeance de la part d'un des victimes de la dictature, n'a été constaté en Argentine. C'est une marque de maturité civique peut-être, en tout cas de confiance ou d'attente à l'égard de la démocratie. Est-ce le renforcement, ou lui faire perdre de la confiance, que de jouer avec cette confiance-là ?

## Asie

CHINE

### Le mouvement de contestation semble s'essouffler à Shanghai

Shanghai. — Les autorités ont mis, lundi 22 décembre, le holà à l'agitation étudiante en faveur d'une démocratisation du régime à Shanghai. Un déploiement important de policiers sur les lieux des manifestations des trois jours précédents (le Monde du 23 décembre) et de multiples déclarations officielles destinées à refroidir le feu de contestation paraissent avoir réduit notablement l'ampleur du mouvement.

Des centaines de policiers tentaient de canaliser une manifestation d'environ deux mille ouvriers devant le siège du comité du Parti communiste pour la municipalité de Shanghai, tandis qu'une autre manifestation, d'importance équivalente, se tenait sur la place du Peuple. En fin d'après-midi, quelque deux cents étudiants ont parcouru les rues porteurs de banderoles réclamant la démocratie, mais ont été rapidement dispersés par la police.

Des messages diffusés par haut-parleurs demandaient à la population de respecter l'ordre public en soulignant que toute manifestation, aux termes de la loi, devait être autorisée par la police. De grandes affiches, apparues lundi matin sur

les murs de la ville, mettaient en garde les Shanghaïens contre la présence dans les rangs des manifestants, d'éléments « infiltrés » décidés à semer des troubles. Dans un campus universitaire, on pouvait voir une affiche reproduisant une déclaration du maire de Shanghai, M. Jiang Zemin, selon qui deux femmes auraient été agressées et des véhicules renversés durant la grande manifestation de dimanche.

A l'université des communications, où l'agitation avait pris naissance la semaine dernière, l'appel au boycott des cours lancé par les meneurs étudiants semblait peu suivi. Des étudiants ont affirmé que la police avait arrêté environ deux cents des leurs, mais les autorités n'ont fait état d'aucune interpellation. Tout montrant, lundi, que le mouvement s'essouffait devant la fermeté nouvelle manifestée par les autorités, mais des étudiants ont déclaré à des journalistes occidentaux qu'ils prévoyaient une reprise de la contestation d'ici quelques jours. On apprendait également le même jour que l'agitation avait atteint en fin de semaine la ville de Canton (Sud) après plusieurs autres villes de Chine. — (AFP, Reuters.)

## A TRAVERS LE MONDE

Pologne

### Le pape souhaite se rendre à Gdansk

Varsovie. — Le chef de l'Etat et du parti polonais, le général Jaruzelski, et le cardinal-primat de Pologne, Mgr Józef Glemp, se sont rencontrés en tête à tête lundi 22 décembre à Varsovie, a annoncé l'agence de presse PAP. Selon l'Agence les deux interlocuteurs sont tombés d'accord pour inviter le pape Jean-Paul II en Pologne, et ils lui adresseront chacun une invitation. Cette troisième visite du souverain pontife dans son pays natal, où il a déjà séjourné en 1979 et en 1983, doit se situer en juin

1987. Jean-Paul II, rappelle-t-on, insiste pour se rendre à Gdansk, berceau du syndicat dissous Solidarité, qu'il a pu visiter lors de ses deux précédents voyages.

Le général Jaruzelski doit, pour sa part, se rendre en Italie le mois prochain, et l'on s'attend qu'il soit reçu par le pape lors de son séjour à Rome. Selon un communiqué publié après l'entrevue de lundi : « Il a été souligné qu'un climat approprié doit être créé dans les relations de l'Eglise et de l'Etat, de manière que la visite [du souverain pontife] soit bénéfique aux fidèles polonais. L'accélération du travail sur le statut légal de l'Eglise catholique dans la République populaire de Pologne a été jugée utile ». — (AFP, Reuters.)

INDE

### Le Sud atteint par les violences intercommunautaires

NEW-DELHI  
de notre correspondant

Tamil Nadu, Karnataka, Maharashtra, et maintenant Goa. Après le Nord et le Nord-Est, où les problèmes de coexistence ethnique, religieuse ou linguistique sont loin d'être résolus (Pendjab, Cachemire, Bengale, Assam, Tripura, etc.), c'est le sud de l'Inde qui connaît à son tour une forte poussée de violence. Le dernier en date de ces affrontements a fait six morts en quarante-huit heures à Goa, ancienne enclave portugaise, plus connue jusqu'ici pour la beauté de ses plages que pour le fanatisme de ses populations.

Depuis deux jours cependant, l'armée patrouille le territoire et trois compagnies supplémentaires de forces paramilitaires sont arrivées lundi soir au renfort. Objectif : empêcher les manifestants de continuer à paralyser la circulation, à effrayer les touristes, à détruire les lignes téléphoniques, à incendier les bâtiments publics et privés, et surtout à s'entre-tuer.

La querelle à Goa est linguistique mi-religieuse. Elle met aux prises les adeptes du kumbhail — un dialecte local, l'un des deux mille de l'Inde — et ceux du marathi, entre langue dont les usagers sont majoritaires dans l'Etat voisin du Maharashtra (capitale Bombay). Que les deux idiomes soient indistinctement parlés et compris par l'immense majorité d'une population qui par ailleurs a largement recouru à l'anglais pour s'éduquer, n'a apparemment pas la moindre importance. Le fait est que dans l'esprit populaire, le bengali est associé aux Goudas « de souche » et aux tribus (31 % de la population), et le marathi aux « nouveaux venus », hindoustani pour la plupart (65 %).

Ces derniers souhaitent que leur langue soit considérée, avec le kumbhail, comme l'une des deux langues officielles du territoire : les autres refusent, sous prétexte que l'adoption du marathi pourrait un jour faciliter l'absorption de leur région par le Maharashtra voisin (1). Du

coup, ils exigent en outre l'accession rapide du territoire fédéral de Goa (37 000 kilomètres carrés, une situation d'habitant), au statut plus autonome d'Etat à part entière. Après tout, font-ils valoir, M. Rajiv Gandhi ne vient-il pas de transformer en Etats deux territoires (le Mizoram et l'Arundachal-Pradesh) moins peuplés encore, et beaucoup moins prospères ?

Au Tamil Nadu, à la pointe sud de l'Inde, un Etat de 50 millions d'habitants ethniquement homogène, les affrontements qui ont lieu périodiquement depuis un mois sont d'ordre linguistique et politique. L'ancien parti majoritaire, le DMK, utilise la violence, mais on suppose, de New-Delhi d'imposer l'Inde dans la région pour s'en prendre au gouvernement local.

Vingt mille militants  
arrêtés

Début décembre, à la suite de manifestations violentes, près de vingt mille militants farouchement opposés à l'hindi (la langue tamoule domine le Tamil Nadu) ont été arrêtés, y compris le président du parti ; la semaine dernière, trois militants se sont immolés par le feu pour obtenir la libération de leur chef, accusé avec plusieurs de ses délégués d'avoir pratiqué, en public, l'auto-défense de l'article 17 de la Constitution indienne, qui prévoit que « la langue officielle de l'Union fédérale est l'hindi ». Dix députés DMK, sur les deux cent vingt et un de l'Assemblée régionale, ont été expulsés de la Chambre locale et leur mandat annulé. Une mesure sans précédent qui fait craindre de nouvelles violences.

PATRICE CLAUDE.

(1) Une dizaine de personnes ont été tuées en juin dernier à Belgam, une ville du Karnataka située non loin de la frontière du Maharashtra, dominé par la langue marathi. Les partisans de cette langue, minoritaires au Karnataka, dominé par la langue kannada, réclament l'intégration de Belgam à l'Etat voisin.

ÉTATS-UNIS

### M. Reagan est-il un président trop âgé ?

Washington (AFP). — L'âge et la mémoire du président Reagan préoccupent de plus en plus la presse américaine, qui se demande si le scandale des ventes secrètes d'armes à l'Iran ne s'explique pas aussi par ces deux facteurs. A soixante-quinze ans, M. Reagan est le président le plus âgé de l'histoire des Etats-Unis.

Jusqu'à présent, l'âge du chef de l'exécutif n'a eu que quelques très rares occasions d'être fait problème, pas plus que sa propension à mélanger les faits ou à confondre les événements. Cela était souvent attribué à sa capacité à ne pas se noyer dans les détails et à déléguer son autorité.

La question n'avait été que brièvement abordée durant la dernière campagne présidentielle de 1984 après une performance confuse lors d'un débat télévisé avec son adversaire démocrate, M. Walter Mondale. Dans un second débat, M. Reagan avait affirmé, en souriant, qu'il ne voulait pas tirer avantage de la jeunesse et de l'insouciance de son adversaire, et le débat avait été clos.

Dénégations successives

Aujourd'hui, après la conclusion du sommet américano-soviétique de Reykjavik, l'embroglio des ventes d'armes à l'Iran et du détournement de fonds en faveur des « contras » nicaraguayens ramène l'attention sur les méthodes de travail et la personnalité de M. Reagan.

Lundi 22 décembre, dans le Washington Post, Lou Cannon, un journaliste qui suit M. Reagan depuis l'époque où il était gouverneur de Californie, déclarait le président comme un esprit « simple », « compétent » et « cordé ». Il y a une semaine, il avait déjà écrit que « les proches de M. Reagan se demandaient si le président, à soixante-quinze ans, avait la vitalité ou la compréhension

si nécessaire pour faire face à la plus grave crise de sa présidence ».

La Maison Blanche a démenti que l'âge de M. Reagan pose un problème, et son porte-parole, M. Spokes, a affirmé, lundi, que « ceux qui travaillent quotidiennement avec le président savent qu'à soixante-quinze ans, il peut encore en remontrer à ceux qui sont dix, vingt ou trente ans plus jeunes ».

Cette relance du débat survient alors qu'un début du mois de janvier, peu avant son anniversaire, soixante-septième, M. Reagan va être à nouveau hospitalisé pour subir une intervention à la prostate. Or un représentant démocrate de Californie, M. George Brown, se faisant apparemment l'écho de propos tenus devant la commission des affaires de renseignement de la Chambre, vient d'affirmer que M. Reagan était peut-être sous traitement, à la suite d'une précédente opération, lorsqu'il a approuvé en août 1985 la fourniture par Israël d'armes à l'Iran.

Le porte-parole de la Maison Blanche a affirmé, lundi, que M. Reagan « n'avait pas reçu de traitement » et a rappelé que son opération au col de l'estomac s'était déroulée en juillet 1985, un mois avant que, selon certains, il ait approuvé cette initiative.

Jusqu'à présent, les Américains, même lorsqu'ils n'approuvaient pas sa politique, appréciaient la personnalité de leur président, ses joies apparentes, son optimisme, sa vitalité et sa confiance en soi. Le scandale iranien pourrait avoir changé cette image : son ours diminue, il se fait plus vite et pose encore moins de questions qu'avant. L'affirmation, dimanche, le Washington Post, qui ajoutait, en citant un ami de M. Reagan : « Il a toujours été très président. Je ne pense pas que cela l'amuse encore ».

CANADA : coup dur pour les francophones

### La Cour d'appel du Québec autorise l'affichage bilingue dans la province

MONTREAL  
de notre correspondant

Les défenseurs du français au Québec ont subi lundi 22 décembre une grave défaite devant les tribunaux. Dans un jugement très attendu, la Cour d'appel de Montréal, la plus haute tribune du Québec, a déclaré inconstitutionnel l'article 58 de la Charte de la langue française (loi 101) qui fait du français la seule langue autorisée dans l'affichage commercial.

Les cinq magistrats de la Cour ont prononcé un jugement unanime dans cette affaire. Ils ont estimé que l'article 58 contrevient aux dispositions de la Charte qui garantissent la liberté d'expression en matière de publicité. De plus, ajoutent-ils, « il n'y a aucune mesure raisonnable entre l'objectif poursuivi et les moyens utilisés ».

L'objectif du gouvernement québécois, dirigé par les nationalistes du Parti québécois, avait été, grâce à une législation coercitive (la loi 101, adoptée en 1977), de donner au Québec un « visage français » et de permettre à la société québécoise de « vivre en français ». Les juges ont finalement donné raison à ceux qui — les anglophones, les immigrants non francophones et la minorité agissante au sein du Parti libéral au pouvoir depuis un an — s'opposent farouchement à la loi 101 depuis près de dix ans et, dans certains cas, la défient ouvertement.

La Cour d'appel déboute cependant les trois commerçants qui souhaitaient revenir au « bon vieux temps » des années 60 (oubliant que c'était aussi l'époque des émeutes et des opérations terroristes menées par le Front de libération du Québec) lorsqu'il était possible d'afficher uniquement en anglais. Les juges estiment, au contraire, que la place du français doit être « prédominante » dans l'affichage.

Un dernier  
recours

La guérilla judiciaire, qui a déjà obligé le gouvernement à modifier plusieurs articles de la loi 101 au cours des dernières années, n'est pas nécessairement terminée, puisque la Cour suprême siègeant à Ottawa peut être encore saisie du dossier à la demande du gouvernement, ce

qui reporterait la décision finale à deux ou trois ans. Il s'est cependant avéré improbable que l'actuel premier ministre, M. Robert Bourassa, fasse une telle démarche. Depuis son élection, en décembre 1985, il est, en effet, plutôt prononcé en faveur d'un accomplissement de la loi.

En fait, le débat va se poursuivre sur le terrain politique. Depuis quelques semaines déjà, les défenseurs du français s'étaient mobilisés en prévision du jugement de la Cour d'appel et pour protester contre l'inaction du gouvernement face aux violations systématiques de la loi 101 par un nombre, chaque jour plus grand, de commerçants.

Le chef de l'opposition (Parti québécois), M. Pierre-Marc Johnson, a lancé une mise en garde au premier ministre : « Nous ne lâserons pas M. Bourassa si il refuse de faire un jugement. Si les élus du peuple ont encore quelque chose à dire dans cette société, l'Assemblée nationale doit se réunir pour adopter une loi stipulant qu'il a préséance sur les tribunaux en matière de langue ». Ce sont les élus qui font les lois, pas les juges ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

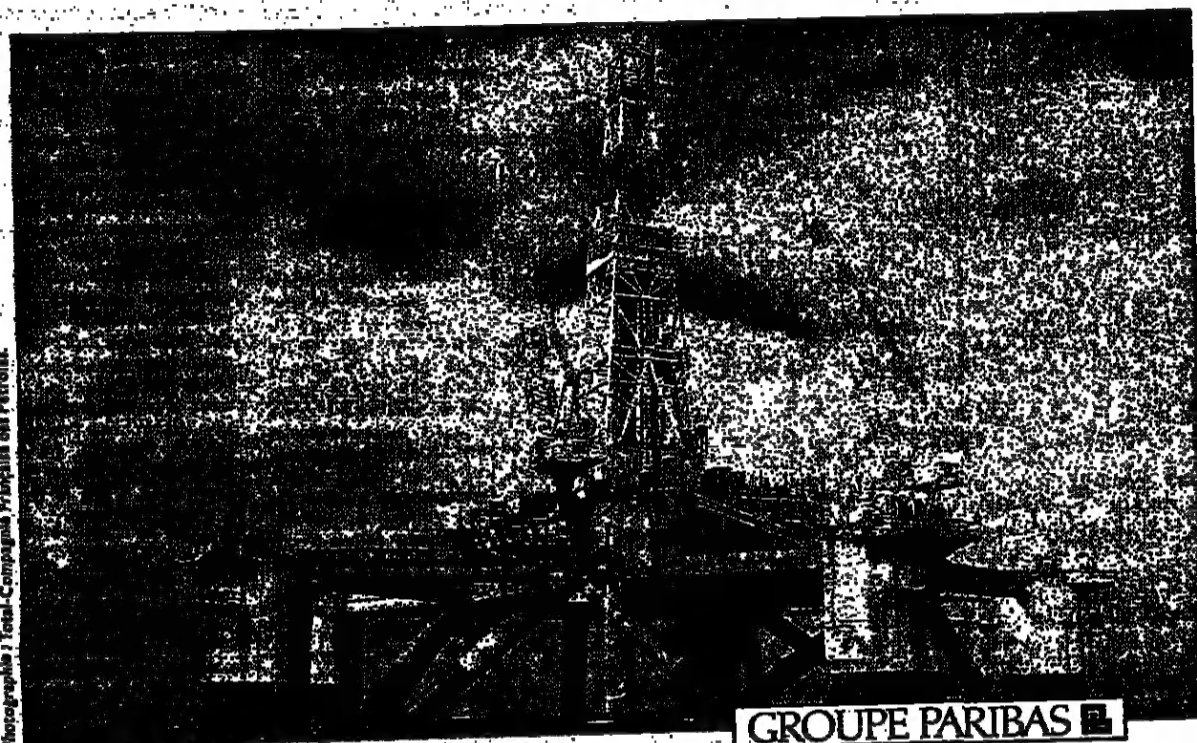
### Où se trouve le fils du président du Parlement iranien ?

Les autorités d'Ottawa ont indiqué, le 22 décembre, que les services de police du pays n'avaient trouvé aucune trace de l'entrée légale au Canada de M. Mehdi Bahrami, fils aîné du président du Parlement iranien, M. Rafsanjani. L'hebdomadaire britannique The Observer avait affirmé, dimanche, que M. Bahrami avait quitté son domicile bruxellois le 15 novembre pour se rendre à Toronto : « après avoir reçu au moins 6 millions de dollars pour son rôle dans l'irangate ». Il aurait été en contact avec M. Ghorbanifar, homme d'affaires et agent secret iranien, dont le nom a été prononcé dans cette affaire. — (AFP.)



**Madame, Monsieur,**  
**Voici quelques annonces que nous aurions pu faire**  
**si nous aimions la publicité.**

**PARIBAS**  
**FAIT JAILLIR LE PETROLE FRANÇAIS**  
**EN MER DU NORD**



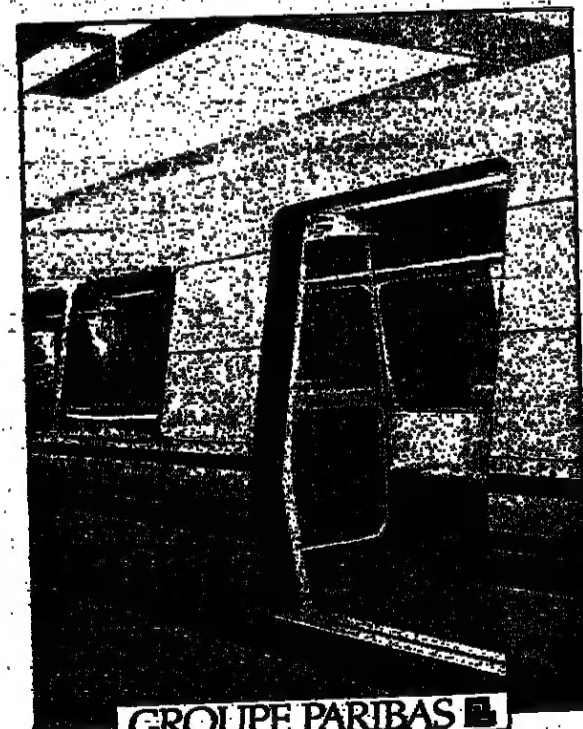
**GROUPE PARIBAS**

**PARIBAS**  
**SORT LES AUTOROUTES**  
**FRANÇAISES DU TUNNEL**



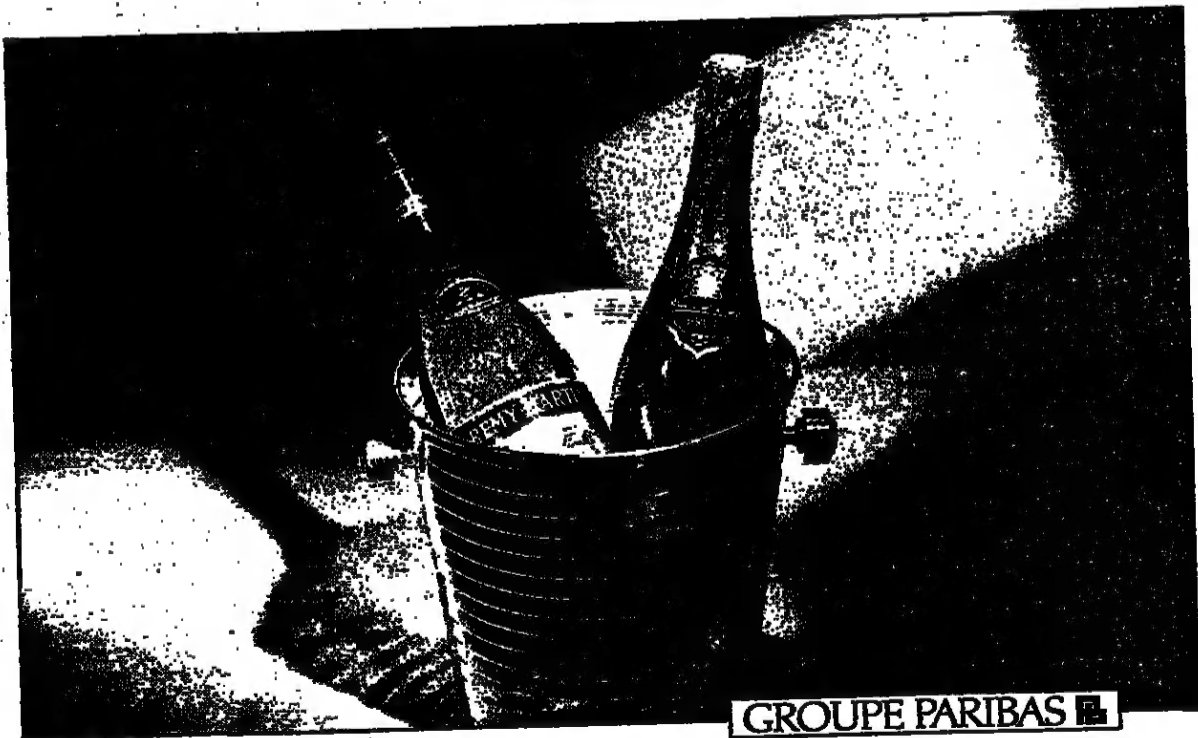
**GROUPE PARIBAS**

**PARIBAS**  
**CONDUIT LE METRO FRANÇAIS**  
**JUSQU'A CARACAS**



**GROUPE PARIBAS**

**PARIBAS**  
**ET**  
**LE COCKTAIL CHARLES HEIDSIECK-REMY MARTIN**



**GROUPE PARIBAS**

**Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Paribas.**

**GROUPE PARIBAS**

Téléphonez au (1) 46.24.11.11 ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris.



# Politique

## La fin de la session parlementaire

### Les sénateurs ont perdu leurs marques

Habitudes à perdre, réflexes à trouver ou à retrouver, une image à se donner : les sénateurs, qu'ils soient de droite ou de gauche, auront appris ces derniers mois que leur tâche englobait ce triple effort.

Abondamment célébrés par les vainqueurs du 16 mars — M. Jacques Chirac en tête — pour le rôle qu'ils avaient tenu dans l'opposition à la gauche et à M. Mitterrand, les sénateurs RPR et UDF ont éprouvé et éprouvent encore quelque peine à se reformer dans le moule de la deuxième chambre, qui lui est dévolu par la Constitution. Les épisodes qui tout l'été ont marqué la discussion du projet Léotard sur l'audiovisuel n'étaient pas seulement le fait de la gauche ; une partie de la majorité sénatoriale avait elle aussi entraîné les pieds.

Aussi, opposante pendant cinq ans, il lui fallait perdre l'habitude d'être un contre-pouvoir politique dans la mécanique institutionnelle puisque, en phase avec le gouvernement et la majorité de l'Assemblée nationale, il lui revenait d'apporter sa pierre à l'édifice législatif sans en bouleverser l'architecture générale. Plus même, le gouvernement, au point de vue de l'équilibre de sa marge de manœuvre au Palais-Bourbon, est peu enclin à satisfaire les demandes sénatoriales.

Sur nombre de projets, l'une et l'autre des composantes de la majorité se sont contentées de « ne pas gêner » le gouvernement en retirant purement et simplement leurs amendements ou en faisant taire ses déclarations au nom de la « solidarité majoritaire ». C'est un centriste majoritaire, M. Jean Chazot, qui a défendu de voter contre le texte anti-concentration dans la presse, préférant ne pas participer au vote. C'est un radical comme M. Michel Durafour qui s'abstenait sur les diverses mesures d'ordre social assénées de l'amendement Séguin. C'est enfin un RPR comme M. Maurice Schuman qui fait de même sur le budget 1987.

Ces états d'âme particuliers additionnés auraient pu se transformer en grogne généralisée. Cela n'a été le cas que pour l'affaire de la CMRACL. Pour combler le déficit de la Caisse de retraite des agents des collectivités locales, le gouvernement prévoyait d'augmenter les cotisations des employeurs, autrement dit des collectivités locales. La levée

de boucliers a été telle que le gouvernement a dû faire un geste. Dans cette affaire, les centristes et certains RI, qui étaient les plus demandeurs, ont même été soupçonnés de « fonder un complot barbare ». Le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, y a perdu quelque peu de son prestige au Palais du Luxembourg. L'érosion de sa popularité s'est accentuée après les manifestations étudiantes au cours desquelles certains membres de la majorité ont jugé sévèrement les forces de l'ordre parce qu'elles avaient laissé faire les casseurs du quartier Latin.

#### L'union « contre »

Quant aux insatisfactions suscitées par l'emploi de certaines procédures contraignantes (comme la question préalable, utilisée pour accélérer l'adoption par voie législative des ordonnances sur les privatisations et le découpage électoral, ou encore l'amendement Séguin), elles sont restées marginales, secondaires par rapport à la nécessité de manifester un soutien sans faille à un gouvernement en butte au chef de l'Etat.

L'union « contre » est par nature plus facile à réaliser que l'union « pour » : le meilleur ciment de la majorité sénatoriale aura été son opposition au chef de l'Etat et à la gauche. Les abrogations de loi votées sous la précédente législature auront été plus faciles à faire approuver que les innovations de style privatisations de TF1 ou introduction du privé dans les établissements pénitentiaires.

A contrario, c'est avec un bel enthousiasme que la majorité sénatoriale a rétabli le secteur privé dans les établissements publics hospitaliers.

La tradition de pluralisme et de tolérance dont se vantent les sénateurs aura survécu bon an mal an. Elle aura été plutôt mise à mal lors de la désignation des titulaires de postes de responsabilité après le renouvellement sénatorial.

La gauche a vécu parfois des heures difficiles. Les communistes ont entendu siffler le vent du boulet lors du renouvellement triennal du 28 septembre, puisqu'ils se sont

retrouvés tout juste à quinze, effectif nécessaire pour constituer un groupe. Afin de compenser leur faiblesse numérique, ils ont multiplié, pour s'exprimer, les recours à la procédure. Ce comportement agaçait leurs adversaires qui ne manquaient pas de leur faire payer : par exemple, M. Charles Lederman, malgré quatre tours de scrutin, n'a toujours pas recueilli un nombre de suffrages suffisant pour être désigné juge titulaire à la Haute Cour de justice.

Les socialistes, eux aussi, cherchent leurs marques. Opposants irréductibles à la réforme de l'audiovisuel, ils avaient choisi cet été la méthode du filibustering. Tout aussi hostiles à la réforme Devaquet, ils avaient préféré alors une discussion plus classique. C'est cette tactique qu'ils ont adoptée tout au long de la session, revenant, *in fine*, à la première pour combattre l'amendement Séguin.

#### Les faillies de la majorité

La gauche en général — et les socialistes en particulier — ne peut guère que compter sur des faiblesses dans les rangs de la majorité pour donner du poids à son opposition. Quand elle se retrouve face à un RPR et une UDF unis, solidaires et convaincus, elle n'est pas en mesure de mener des batailles, fussent-elles de procédure, très longues.

Des faillies risquent-elles de se produire à droite ? La suppression de la session extraordinaire recule, estime-t-on à gauche, leur émergence jusqu'au 2 avril. Mais, ajoutent-elles, se manifesteront inévitablement à l'approche de l'élection présidentielle. N'est-ce pas cette échéance qui conduira un centriste comme M. Claude Huriet à conforter discrètement les liens entre sénateurs barbares ? Si le gouvernement n'a pas eu à souffrir des sensibilités de sa majorité, il a, en tout cas, vite compris que ses sénateurs, avant même ses députés, soulaient une trêve dans les réformes et la reprise d'un rythme normal des sessions parlementaires. Il sera toujours temps, dans trois mois, de continuer à affirmer ses différences partiales et d'adopter des démarches plus autonomes au sein des quatre groupes de la majorité.

ANNE CHAUSSEBOURG.

### Au Conseil constitutionnel

#### Les lois sur la limite d'âge de certains fonctionnaires sont conformes à la Constitution

Le Conseil constitutionnel, réuni le lundi 22 décembre, a décidé que la loi relative à la limite d'âge et aux modalités de recrutement de certains fonctionnaires civils de l'Etat n'est pas contraire à la Constitution. Cette loi lui avait été déférée le 16 décembre par les députés socialistes (Le Monde du 19 décembre) qui réclamaient l'annulation d'une partie de l'article 1<sup>er</sup> (à cause du sort particulier infligé, selon les requérants, aux présidents de sections du Conseil d'Etat et aux présidents de chambres de la Cour des Comptes) et de l'article 6.

L'article 1<sup>er</sup> de la loi prévoit que les membres du Conseil d'Etat, les magistrats de la Cour des Comptes et les membres de l'inspection générale des finances parvenus à l'âge de soixante-cinq ans — qui reste la limite d'âge normale — « sont sur leur demande maintenus en activité en surnombre » jusqu'à l'âge de soixante-huit ans « pour exercer respectivement les fonctions de conseiller d'Etat, de conseiller maître à la Cour des Comptes ou, s'ils n'ont pas atteint ce dernier grade, celles de conseiller référendaire et d'inspecteur général des finances ».

Les auteurs de la saisine, sans contester le principe, voulaient dans ces modalités d'application une atteinte au principe d'égalité et à celui de l'indépendance des juridictions.

Sur le premier point, le Conseil constitutionnel estime, au contraire, que « tous se voient reconnaître le même droit d'obtenir le maintien en activité et que « l'on ne saurait assimiler la situation des présidents de section avec des présidents de chambre, telle qu'elle résulte de la loi (...) à celle dont ils bénéficiaient avant l'arrivée du terme fixé par la loi du 13 septembre 1984 (1), des lois que pour la mise en œuvre des droits institués par la loi nouvelle, toutes les personnes concernées sont soumises aux mêmes règles ».

Quant à l'atteinte au principe de l'indépendance des juridictions, le Conseil constitutionnel observe que l'article premier de la loi « ne procède à aucune rétrogradation des présidents de section et des présidents de chambre dès lors que les intéressés conservent leur grade bien qu'ils exercent d'autres fonctions ; qu'en outre l'autorité compétente ne dispose d'aucun moyen de contrainte à leur égard, puisqu'elle est tenue de faire droit à leur demande de maintien en activité ; qu'ainsi, il n'est porté aucune atteinte à l'indépendance des juridictions ».

L'article 6 de la loi (suppression de la troisième voie d'accès à l'ENA) était, d'autre part, attaqué par les socialistes qui y voyaient une manière de « cavalier législatif » sans rapport réel avec l'objet initial du texte. Le Conseil constitutionnel juge que cet article « n'est pas sans lien avec la proposition de loi dont est issue la loi (...) : qu'en effet celle-ci visait non seulement à modifier le régime des limites d'âge de certains corps de fonctionnaires, mais également à supprimer un mode de recrutement particulier applicable à des corps d'inspection et de contrôle ».

Examinant le même jour — c'est une procédure obligatoire pour toute loi organique avant sa promulgation — le texte relatif au maintien en activité des magistrats hors hiérarchie de la cour de cassation, le Conseil constitutionnel l'a déclaré conforme à la Constitution.

(1) Soixante-cinq ans (NDLR).

■ M. André Weil-Curiel, conseiller de Paris jusqu'en 1986, a été réélu président du Rassemblement des gaullistes de progrès. (Secrétariat : 27, rue de l'Université, 75007 Paris.)

### Saisine socialiste sur le collectif budgétaire

Les députés socialistes ont, le lundi 22 décembre, déféré au Conseil constitutionnel plusieurs dispositions de la loi de finances rectificative pour 1986 (collectif budgétaire).

Ils contestent le dernier alinéa des articles 11, 12, 18 et 19 de la loi, qui ont, selon eux, « en commun de valider rétroactivement des impositions irrégulières » en disposant que « les impositions dues au titre des années antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1987 sont réputées régulières (...) sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée ».

L'application de ces dispositions aboutirait, selon les députés socialistes, à « priver les contribuables des droits qu'ils ont légitimement acquis et que la pratique de l'administration fiscale a illégalement méconnus ».

Les députés socialistes soumettent aussi à la censure du Conseil constitutionnel le reste de l'article 19 de la loi de finances rectificative pour 1986, relatif au taux de la taxe communale et intercommunale sur les fournitures d'électricité sous faible et moyenne puissance. Ils estiment que, sous couvert d'une disposition technique et générale, une partie de l'article incriminé ne concerne en réalité que la Ville de Paris, réinstaurant pour l'avenir en sa seule faveur une dérogation (au taux majoré) et valide de surcroît une illégalité passée (le prélèvement au taux majoré de 13,2 %, en 1985 et 1986, de cette taxe).

#### La table dans le bon sens

Restaurant - Salon de thé  
Vente à emporter

94, rue Philippe-de-Girard  
75018 PARIS - Tél. : 42-40.19.37

### Assemblée nationale

#### A la recherche de l'assiduité perdue

Au terme d'un débat-marathon sur les diverses mesures d'ordre social, l'Assemblée nationale a été le théâtre, le samedi 20 décembre, en début de matinée, d'une ultime péripétie qui est venue raviver la querelle sans fin sur l'assiduité intermittente ou modérée, quand elle n'est pas inexistant, de nombre de députés.

Avec une solennité qui annonce de probables suites — puisqu'il a attiré l'attention de M. Philippe Maréchal, président de séance, sur « l'importance constitutionnelle de ce qui se joue », M. Pierre Joux, président du groupe socialiste, a réclamar l'application des « décisions relatives au vote personnel ».

Malgré la surdité volontaire de M. Maréchal, et dans une confusion de fin de nuit agitée, les députés socialistes ont ensuite voté contre les diverses mesures d'ordre social d'une façon peu ordinaire. Ils ont appliqué au pied de la lettre l'article 27 (alinéa 2) de la Constitution : « le droit de vote des membres du Parlement est personnel » ; l'ordonnance de 1958 qui autorise, conformément au même article 27, les parlementaires à déléguer « exceptionnellement » leur droit de vote ainsi que les dispositions du règlement de l'Assemblée nationale qui consacrent cette exigence et en ont fait théoriquement le respect (1).

Théoriquement, car le vote personnel des députés, comme leur assiduité, est dans la réalité un leurre. Pour les petits comme pour les grands députés, dans les occasions ordinaires et, le plus souvent, dans les plus importantes, l'hémicycle est classé, quand il n'est pas à peu près vide.

#### Une solide tradition

Il n'est guère que la certitude d'être aperçus, grâce à la télévision, par la France entière et surtout dans les chaumières de leurs électeurs, qui pousse le plus grand nombre de députés à se montrer en séance, surtout lors de la séance hebdomadaire de questions orales au gouvernement retransmises chaque mercredi.

Pour le reste, même en faisant la part des occupations légitimes importantes et contraignantes qui peuvent tenir les députés éloignés de leurs pupitres (le travail en commission par exemple), l'absentéisme parlementaire est une solide tradition qu'éclaircit à peine des rappels à l'ordre ou réaffirmations périodiques de bonnes résolutions... pour un avenir hypothétique.

Grâce aux commodités du vote électronique — deux ou trois députés d'un groupe peuvent tourner en série toutes les clés de leurs amis politiques — et à l'annulation collective volontaire qui efface les exigences en principe incontournables du vote personnel et de délégation strictement limitée et chiffrée, la machine parlementaire peut donc tourner presque automatiquement (2).

Régulièrement invoqué par le président de l'Assemblée ou ses suppléants — M. Mestre a encore procédé de cette façon le 20 décembre — un accord entre les présidents de groupe approuvé par le bureau et la conférence des présidents tient en fait lieu de législation à l'irrégularité permanente et universellement acceptée des procédures de vote effectivement mises en œuvre à l'Assemblée.

Jusqu'à la récente mise en garde socialiste, seuls les députés du Front national s'étaient, au cours de la période récente, fait une obligation de dénoncer rigoureusement cet aspect du ritual parlementaire essentiellement pour parfaire leur stratégie de troubles.

#### L'implicite article 27

M. Joux, donc, a parlé. Mais peut-il se faire entendre, et par qui ? Le contre-mise en scène du 20 décembre n'était sans doute qu'un lever de rideau. Le Conseil constitutionnel sera saisi de toute façon par les socialistes à propos de la loi portant diverses mesures d'ordre social, et du châtiment législatif infligé de ce qui était à l'origine l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail. Les neuf juges du Palais-Royal pourraient bien se voir interroger par la même occasion sur l'application permanente de l'article 27 de la Constitution.

Le Conseil constitutionnel a déjà eu l'occasion d'aborder le problème sans faillir et sans étonner. En 1981, il a écarté une disposition d'une loi organique qui se proposait d'ajouter aux cas déjà prévus dans lesquels les parlementaires peuvent exceptionnellement déléguer leur droit de vote « les obligations découlant de l'exercice d'un mandat parlementaire ou d'un mandat dans les conseils des collectivités territoriales de la République ».

Le Conseil constitutionnel avait à cette occasion admis que « les cas de force majeure » viennent s'ajouter à la liste limitative déjà existante, tout en rappelant qu'il appartenait aux bureaux des assemblées, « chargés d'apprécier

les cas de force majeure », de « veiller à la stricte application » du principe imposé par l'article 27 de la Constitution. Or les bureaux ne veillent pas, c'est le moins qu'on puisse dire.

#### Un abus éternel

Huit ans plus tard, à l'occasion d'une résolution modifiant et complétant le règlement de l'Assemblée nationale, le Conseil constitutionnel approuve l'essentiel de ce texte « sous réserve (...) qu'il ne soit pas porté atteinte au principe édicté à l'article 27 de la Constitution d'après lequel le droit de vote des membres du Parlement est personnel ».

Voulez-vous que l'on n'ait jamais empêché la situation de se perpétuer, inchangée. L'énorme abus serait-il éternel ? Une disposition picturale du règlement de l'Assemblée nationale prévoit bien que « le fait d'avoir pris part à moins de deux tiers des scrutins publics intervient pendant une session, en séance publique, entraîne une retenue du tiers de l'indemnité de fonction pour une durée égale à celle de la session ; et le même déchet a pris part à moins de la moitié des scrutins, cette retenue est doublée ».

Séances peu applicables en l'urgence électorale. Ne seraient-elles pas du reste sans aucune conséquence mesurée avec l'ampleur du problème ? Car au-delà du moule contre lequel les socialistes se précipitent aujourd'hui avec une ardeur chimérique et un peu masochiste (même si sa très courte majorité pose pour le moment à la droite un problème plus aigu, c'est le soulèvement de la vie parlementaire qui est en cause).

Cette dernière, comme l'assiduité parlementaire, qu'on est en droit de signer — en l'occurrence, un syntagme — n'est pas des plus intenses, si l'on excepte le rôle de caisse de résonance largement médiatisée de la classe politique. Inductible ou passagère — on peut toujours rêver — cette situation ne prendra pas fin demain. En la peine article 27 de la Constitution, après avoir coulé au fond de l'océan des controverses, n'est pas près de refaire surface.

MICHEL KAMMAN.

(1) En principe, dans ces cas « exceptionnels », « nul ne peut recevoir délégation de plus d'un mandat », prévoit aussi l'article 27 de la Constitution.

(2) Précisons que « facilité » compréhensible (des pertes de cartes de vote préparées à l'avance et déposées par les présidents de groupe) est utilisée au Sénat.

### PROPOS ET DÉBATS

#### M. Queyranne (PS) :

le RPR est bonapartiste

M. Jean-Jack Queyranne, porte parole du Parti socialiste, a estimé, lundi 22 décembre, que le gouvernement depuis des mois répond par le mépris aux travailleurs et fait en revanche des cadeaux à certaines catégories non salariées. Il a qualifié d'abus de pouvoir la façon dont le gouvernement a fait adopter l'amendement sur l'aménagement du temps de travail et il a accusé le RPR d'avoir adopté à l'Assemblée nationale un « comportement bonapartiste et autoritaire » qui a entraîné un « basculement sans précédent du Parlement ».

#### M. Fabius :

le message est mauvais

Dans le numéro de décembre du bulletin *Solidarité moderne*, M. Fabius écrit : « Au lieu de s'interroger sur ses erreurs et d'en tirer

vraiment les leçons, le gouvernement veut croire qu'il ne s'agit que d'un problème de communication. Quelle erreur ! Un message ne passe pas quand il est mauvais. Résultat : ce gouvernement cherche, il va chercher de plus en plus à contrôler les médias. C'est le rendez-vous des prochaines semaines. Ce sera une erreur de plus. »

#### M. Séguin :

réparer l'interruption d'une procédure

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a déclaré, le lundi 22 décembre, que la méthode employée par le gouvernement, après le refus du président de la République de signer l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail, avait pour objet d'inviter le Parlement, non pas à légiférer, mais à « réparer l'interruption d'une procédure qu'il avait lui-même décidée ». En votant, en effet, la loi d'habilitation du 2 juillet dernier, le Parlement, a observé M. Séguin, avait donné mission au gouvernement de prendre un ensemble de mesures par ordonnance, mais l'attitude du président de la République a empêché que certaines de ces mesures ne soient « traduites au Journal officiel ». Le gouvernement a dû revenir devant le Parlement, qui, « à moins qu'il ait changé d'avis », n'aurait pas à « reprendre le débat », mais seulement à confirmer son précédent vote. La méthode de l'amendement sans débat n'est pas une façon de légiférer très convenable, j'en conviens, a dit M. Séguin, mais, en l'occurrence, il ne s'agit pas de légiférer.

#### Selon un sondage IFOP - « Le Matin »

#### Jugement négatif sur le bilan de M. Chirac

Le bilan de l'action du gouvernement de M. Jacques Chirac est, pour la première fois, jugé négatif, selon le sondage réalisé par l'IFOP et publié le mardi 23 décembre dans le *Matin de Paris* (1). 44 % des personnes interrogées (au lieu de 35 % en novembre) émettent un avis défavorable sur la politique du gouvernement, 41 % (au lieu de 43 %) le jugent positif. Ce sont, en particulier, les choix en matière sociale et sécuritaire qui sont les plus critiqués : 51 % des personnes sondées (au lieu de 42 % en novembre) désapprouvent la politique sociale du gouvernement, 32 % (comme le mois dernier) émettent un avis favorable. L'action dans le domaine de l'ordre public et de la sécurité obtient 48 % d'opinions négatives et 38 % d'avis favorables, alors que, le mois précédent, elle était créditée de 51 % de satisfaisants (27 % de mécontents).

Si 40 % des personnes interrogées (au lieu de 38 %) se sentent plus proches de la gauche — 37 % (au lieu de 39 %) se prononcent en faveur de la majorité UDF-RPR — les Français restent sceptiques sur les résultats de l'opposition au pouvoir : 49 % estiment qu'elle obtiendrait des résultats « identiques » à ceux obtenus par l'équipe actuelle, 22 % des résultats « moins bons », 19 % « meilleurs ».

(1) Sondage effectué du 8 au 15 décembre, auprès d'un échantillon représentatif de 896 personnes.

### Le Monde

#### LA MORT AUX TROUSSES

Jeu-frisson et dialogues en direct, la nuit sur minitel.

3615 TAPÉ LE MONDE

MOI, C'EST LA PUISSANCE

LA PUISSANCE DE L'UNION

LA PUISSANCE DE L'UNION



# Politique

## L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

### La politique foncière privilégiera « la finalité économique »

NOUMÉA  
de notre correspondant

La « normalisation » se poursuit en Nouvelle-Calédonie avec, comme dernier épisode, la mise au point d'une nouvelle politique foncière qui ne fait pas mystère de sa volonté de rompre avec les opérations de redistribution des terres engagées depuis 1979. La première réunion, jeudi 18 décembre, à Nouméa, du conseil d'administration de l'Agence de développement régional et d'aménagement foncier (ADRAF) — qui réunit le patrimoine de l'ex-office foncier — a consacré cette nouvelle orientation dont la philosophie s'affiche ouvertement « libérale ».

Enfin le temps où les ordonnances foncières adoptées par les socialistes administraient qu'« à des droits établis de type européen peuvent prévaloir des droits coutumiers d'une autre nature », et notamment que « cette reconnaissance ».

#### Une élection municipale

MARTINIQUE : Saint-Esprit (département 972)

Inscr. : 5 625 ; vot. : 4 158 ; suff. expr. : 4 095. Liste RPR conduite par M. Eric Hayot, 1 899 voix, 22 sièges ; liste UDF conduite par M. Edouard Tirault, m.s., c.g., c.r.g., 1 593 voix, 5 sièges ; liste m. g. conduite par M. Raymond Mac (div. g.), c.g., 603 voix, 2 sièges.

(En recueillant 46,97 % des suffrages, la liste RPR a remporté, dimanche 14 décembre, de près de deux points son résultat obtenu au premier tour de cette élection municipale organisée à la suite de la dissolution d'une commune de communes nouvelles de la région locale.)

Avec 14,72 % des voix, la liste Front de la gauche y a eu plus de quatre points de retard sur la liste UDF. M. Mac a pu se maintenir, en raison de l'élection municipale partielle du 13 et 20 octobre 1986, des suffrages qui s'étaient portés sur la liste de gauche, et qui avaient permis au candidat d'être élu conseiller municipal de la commune.

Le 7 décembre, les résultats étaient les suivants : Inscr. : 5 625 ; vot. : 3 951 ; suff. expr. : 3 784. Liste RPR : 1 688 ; liste UDF : 1 388 ; liste m. g. : 716. En 1983, la liste conduite par M. Raymond Mac-Thérèse (RPR) l'emporta, elle le recruta avec 1 993 voix, contre 1 493 à celle dirigée par M. Mac, sur 3 296 suffrages exprimés, 3 296 votants et 5 149 électeurs inscrits.)

#### RECOURS : élections municipales

Le mouvement du RECOURS (Rassemblement et coordination unionistes des rapatriés et autres d'outre-mer) a célébré, le samedi 20 décembre à Aix-en-Provence, son dixième anniversaire, en présence du secrétaire d'Etat aux rapatriés, M. André Santini, et du conseiller régional du premier ministre chargé des rapatriés, M. Jean Colonna. Ses dirigeants qui avaient tous été reçus la veille par M. Jacques Chirac, se sont félicités des récents arbitrages rendus par le premier ministre et de la mise en chantier des dernières mesures législatives en faveur des rapatriés qui seront examinées au printemps prochain par le Parlement. Ils ont toutefois appelé les pleins pouvoirs à une extrême vigilance en redoublant un possible dérapage de la cohabitation qui pourrait tout remettre en cause. Ils ont également encouragé leur institution à continuer à se battre pour la réhabilitation de l'œuvre française outre-mer. — (Corresp.)

«...était un devoir à l'égard de la communauté néo-calédonienne...» L'honneur est désormais à la réhabilitation des notions de « rentabilité économique » et de « propriété individuelle ». « La réforme foncière a été un échec », explique M. Denis Millard, le directeur de l'ADRAF nommé par l'administration. « Elle a engendré une stérilisation du sol, une déchéance et un exode de la population de la brousse ; il faut maintenant privilégier la finalité économique et encourager la réinstallation des jeunes éleveurs et agriculteurs ».

Voilà donc la question foncière gérée suivant des préceptes qui ont toujours été ceux du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) et par des hommes très liés au mouvement loyaliste : M. Millard est lui-même un ancien ministre du gouvernement local de M. Dick Ukeiwé, sénateur RPR, et la moitié des membres du conseil d'administration est affilié au RCPR (le reste se ventillant entre représentants de l'Etat et délégués du FLNKS).

#### De sérieux conflits en perspective

Cette politique — dont l'objectif, entre autres, est de repousser la brousse par des éléments européens — n'est pas sans risques, comme l'ont prouvé les récentes occupations de terres par les clans mélanésiens à Ponembout et Moné.

De sérieux conflits pourraient surgir, en particulier sur des propriétés ayant fait l'objet d'engagements d'attribution de la part de l'ex-office foncier, mais sans qu'aucune décision à portée juridique n'intervienne encore. Appartenance de droit à l'ADRAF mais dans les clans mélanésiens sont considérés moralement propriétaires, ces terres — représentant un stock de 12 000 hectares — constitueront un enjeu extrêmement sensible.

Le FLNKS se limite pour l'instant à des réactions purement verbales, dénonçant le « recolonisation » en cours. Il est clair cependant que les contentieux fonciers seront, le moment venu, autant d'occasions pour lui de remobiliser ses troupes.

FREDERIC BOBET.

## Les budgets régionaux

### Midi-Pyrénées : adoption des orientations dans une atmosphère houleuse

TOULOUSE  
de notre correspondant

De mémoire de journaliste, on avait rarement vu séance aussi animée au conseil régional de Midi-Pyrénées. Le vote du budget 1987 a donné lieu, vendredi 19 décembre, à une série d'incidents qui n'ont guère permis un débat serein sur les orientations budgétaires. Après l'arrivée d'une délégation d'une entreprise en difficulté, conduite par la CDT, un groupe de travailleurs-payeurs et du MODEP a bloqué les issues de la salle de réunion, afin de lire une motion que bien peu d'élus régionaux auront entendue dans son entier, tant le chaos était grand.

Les socialistes partis, un violent incident a opposé la majorité régionale à l'opposition socialiste et communiste. C'est un élu RPR du Gers, M. Jacques Brusian, qui a mis le feu aux poudres en accusant les communistes de connivence avec les travailleurs-payeurs, les socialistes ayant amené avec eux, toujours selon l'émotion, leurs bataillons cédés.

« S'étant gravement différenciés, les élus de l'opposition régionale, après avoir vainement demandé à M. Dominique Raudis, président du

conseil régional, de rappeler au règlement M. Brusian, ont préféré quitter la séance, laissant l'UDF, le RPR, le Front national mais aussi les radicaux de gauche participer seuls au scrutin.

Des orientations budgétaires ont finalement été adoptées par la majorité RPR-UDF. Les radicaux de gauche se sont abstenus ainsi que le Front national, qui estime que la pression fiscale, en progression de près de 16 %, demeure trop élevée, comme lui paraissent insuffisants les efforts de rigueur dans la gestion des deniers publics, notamment en ce qui concerne les subventions aux entreprises. Avec 1025 millions de francs, le budget de la région est cependant en progression par rapport à 1986 (894 millions de francs). Si la fiscalité augmente moins que dans les autres régions, à titre à souligner M. Dominique Raudis, Midi-Pyrénées ne devrait pas avoir recours à de nouveaux emprunts. Son budget a été construit autour de quatre axes prioritaires : la formation professionnelle, l'agriculture et plus spécialement l'hydraulique, la recherche, et enfin le tourisme.

G. V.

### Provence-Alpes-Côte d'Azur : Une victoire du Front national

NICE  
de notre correspondant régional

Le Front national avait publiquement annoncé : suite d'une limitation de l'augmentation de la pression fiscale, il ne voterait pas le budget du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, mettant du coup ses alliés UDF et RPR en minorité (1). Il n'entendait accepter qu'une augmentation de 5 %, accompagnée d'une réduction significative de l'endettement de la région. Sa menace a porté. Après de vives discussions, l'assemblée des élus a voté le budget 1987 établi sur la base d'une hausse de la fiscalité de l'ordre de 8 %, alors qu'elle devait atteindre primitivement près de 23 %.

« C'est une victoire du Front national, de ses élus régionaux et de leur sincérité », a déclaré le président du groupe du FN, le député des Bouches-du-Rhône M. Ronald Perdomo. « Le Front

national, a-t-il ajouté, a la prétention de faire de cette région un modèle et de démontrer qu'il est non seulement un allié, mais aussi une force de propositions capable de gérer aujour'hui et de gouverner demain ». Sur ce laïcisme, M. Perdomo a réclamé une « meilleure répartition des responsabilités » au profit de son parti, auquel ont pourtant échoué un poste de rapporteur général sur trois, quatre présidences de commission sur trois et neuf vice-présidences. Le président du conseil régional, M. Jean-Claude Gaudin, député (PR) des Bouches-du-Rhône, qui avait été pris par ses partisans du Front de médiation l'Assemblée de l'Académie (le Monde du 23 décembre) s'est félicité d'avoir fait adopter « un bon budget », grâce à « une bonne entente » et à « une alliance faite au grand jour ».

G. P.

#### Dans les Alpes-Maritimes

##### Crise municipale à Grasse

NICE  
de notre correspondant

Des problèmes de gestion ajoutés à des rivalités personnelles ont à l'origine d'une crise qui a éclaté au sein de la majorité UDF-RPR du conseil municipal de Grasse (Alpes-Maritimes). Onze adjoints et conseillers municipaux, dont le premier adjoint (divers droite) et conseiller général de Grasse-Nord, M. Henri Richelme, s'étant abstenus lors du vote du budget primitif de 1987, le 18 décembre, le maire (radical), conseiller régional et conseiller général de Grasse-Sud, M. Hervé de Fontmichel, a décidé en représailles de retirer leur délégation à sept d'entre eux (quatre divers droite, deux PR, un RPR).

Chef de file du groupe des contestataires, M. Richelme, ancien doyen de la faculté de médecine de Nice, avait émis de vives critiques sur le projet de budget présenté par le maire de Grasse, en dénonçant notamment l'endettement excessif de la ville et l'augmentation de la fiscalité locale directe. M. Richelme a enchaîné une démission collective de son groupe et prétend qu'il se cantonnerait dans une « attitude critique ».

De son côté, M. de Fontmichel s'est « étonné » de la position prise par M. Richelme. « Il s'agit uniquement, nous a-t-il déclaré, d'une opération de division de caractère personnel. Si M. Richelme veut être candidat à la mairie dans deux ans, il lui suffit de se présenter devant les électeurs, qui trancheront souverainement ».

G. P.

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le lundi 22 décembre, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

#### RATIFICATION DES ORDONNANCES

Le premier ministre a présenté au conseil des ministres le projet de loi portant ratification des huit ordonnances prises en application de la loi du 2 juillet 1986, autorisant le gouvernement à prendre diverses mesures d'ordre économique et social. Ce projet de loi sera déposé au Parlement avant le 31 décembre prochain, conformément aux dispo-

sitions de l'article 8 de la loi précitée.

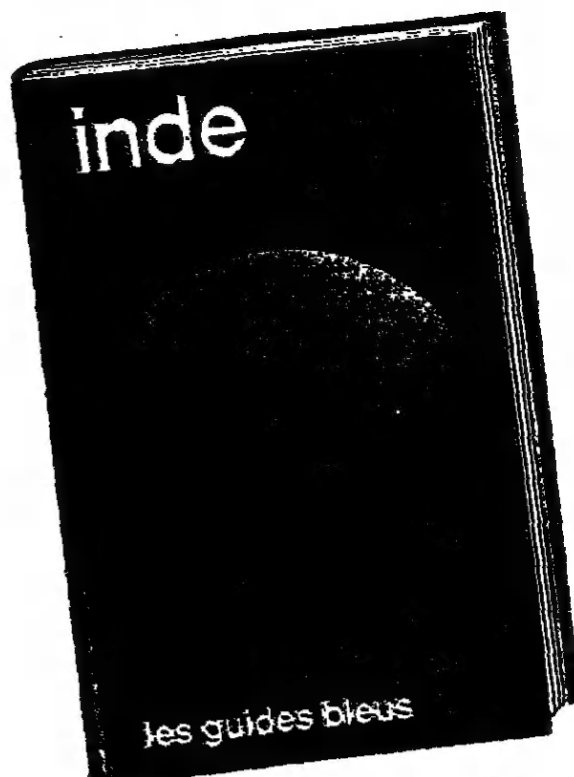
#### ● GUYANE

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur le voyage qu'il vient d'effectuer en Guyane, pour visiter les centres d'accueil installés pour recevoir les personnes qui ont fui le Surinam en raison des combats qui affectent ce pays. A l'heure actuelle, cinq mille sept cents habitants du Surinam ont rejoint la Guyane. Trois centres d'accueil ont été installés. Des moyens matériels et financiers importants ont été déployés par l'Etat pour couvrir les dépenses d'hébergement, de nourriture et de soins des populations concernées.

Le ministre a rappelé la position de neutralité et de non-ingérence de la France dans le conflit en cours et a insisté sur l'importance qu'il y a à engager rapidement des conversations avec les autorités du Surinam, pour dégager les conditions d'un retour dans leur pays des personnes déplacées dans des conditions acceptables pour tous. Si la France, conformément à sa tradition d'hospitalité, s'est efforcée de recevoir, dans les meilleures conditions possibles, les personnes ayant fui les combats, il n'est cependant pas possible, en effet, d'ignorer les graves problèmes potentiels, aussi bien économiques, sociaux que politiques, qui sont posés, pour la Guyane, par l'arrivée massive, sur son sol, de populations étrangères. L'objectif reste donc de permettre, aussi rapidement que possible, le retour de ces populations, et c'est le sens des actions entreprises actuellement par le gouvernement.

● Nomination de préfet. — Le conseil des ministres du lundi 22 décembre a nommé préfet hors cadres « pour remplir une mission de service public relevant du gouvernement », M. Michel Roussel, jusqu'alors sous-préfet hors cadres en service détaché. M. Roussel demeure chef de cabinet du premier ministre.

## le temple du savoir



nouvelle édition augmentée

Hachette Guides Bleus

### AVEC TOURISME S.N.C.F. MINI-CROISIÈRE DU NOUVEAU AN « SETE - TANGER - SETE » A BORD DU « MARRAKECH »

MERCREDI 31 DÉCEMBRE 1986  
— Rendez-vous à Sete, formalités d'embarquement et installation à bord.  
— nuit de réveillon en mer.

JEUDI 1<sup>er</sup> JANVIER 1987  
— Journée en mer en pension complète, visite organisée du navire, jeux.  
— après-midi vidéo, jeux de loto,  
— soirée animée et dansante,  
— nuit en mer.

VENDREDI 2 JANVIER 1987  
— Petit déjeuner, arrivée à Tanger,  
— excursion facultative ou journée et déjeuner libres,  
— à 17 h, retour à bord et appareillage,  
— dîner et soirée dansante,  
— nuit en mer.

SAMEDI 3 JANVIER 1987  
— Journée en mer en pension complète,  
— soirée dansante avec animation au Lido-Bar,  
— nuit en mer.

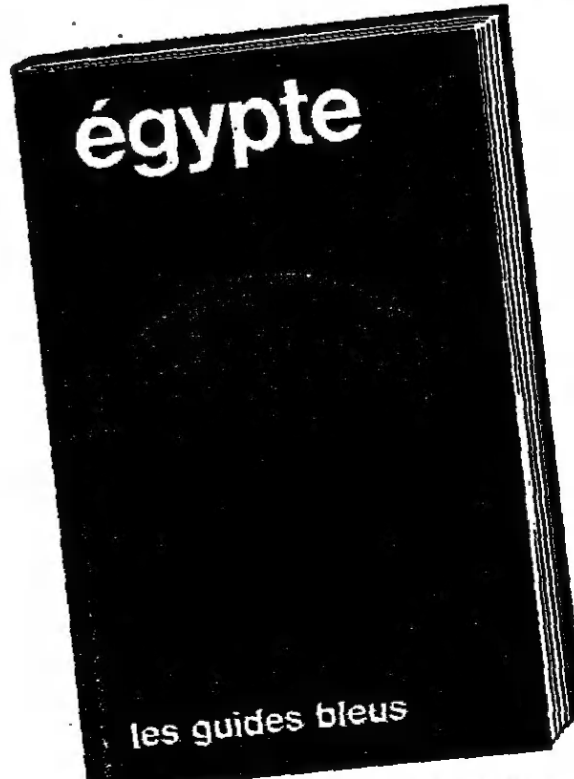
DIMANCHE 4 JANVIER 1987  
— Petit déjeuner,  
— arrivée à Sete,  
— débarquement.

PROX. PAR PERSONNE AU DÉPART DE SETE : de 1 900 F à 3 000 F selon le type de cabine choisie (pension complète, etc. aux repas).  
EXCURSION : Marrakech à Tanger : 150 F.  
CONDICTIONS TARIFAIRES spéciales pour rejoindre Sete par la route.

RENSEIGNEMENTS :  
— dans les agences de tourisme S.N.C.F.,  
— dans les gares du R.E.R.,  
— dans les gares S.N.C.F. de Paris  
— par téléphone (16) (1) 49-21-49-44.

### Fincontournable guide bleu... une "pyramide d'érudition"

Le Monde



nouvelle édition cartographie en couleurs

Hachette Guides Bleus

MOI, C'EST LA PUISSANCE!

LA PUISSANCE DE L'ÉTRANGER 3

LA LIBERTÉ DU PAYSAN ET DU TISSIER

Unité centrale 512 kg, disque dur 30 Mo, 1 lecteur 2000 kg. Ecran monochrome, clavier 102 touches. Prix 32 850 F.

47201 F

MOI, C'EST LA LIBERTÉ!

LA PUISSANCE DE L'ÉTRANGER 3

LA LIBERTÉ DU PAYSAN ET DU TISSIER

Unité centrale 512 kg, disque dur 30 Mo, 1 lecteur 2000 kg. Ecran monochrome, clavier 102 touches. Prix 32 850 F.

47201 F

Par commander c'est facile

Par téléphone au 45.61.19.43, demander l'adresse.

Par fax : 643.271 F

Par courrier chez : MESA 179, bd Haussmann, 75008 Paris

WECA

179, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Offre valable jusqu'au 31.12.86



# Société

L'instruction sur les attentats commis par les FARL

## Un rapport d'expertise accablant pour Georges Ibrahim Abdallah

Un élément nouveau vient d'être versé au dossier de Georges Ibrahim Abdallah inculpé de complicité dans les attentats d'un diplomate américain et d'un diplomate israélien respectivement en janvier et mai 1982 et dans une tentative d'assassinat contre un autre diplomate américain en mars 1984. Le 4 décembre 1986, deux experts en écriture, MM. Lanfer et Faideau, ont transmis au magistrat instructeur, M. Gilles Bouloque, les résultats d'une expertise qui pourrait se révéler accablante pour le chef des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL).

Ce rebondissement intervient alors que le dossier d'instruction transmis au parquet le 19 décembre, afin qu'il prenne ses réquisitions, est en passe d'être clos. Le juge décidera ensuite s'il prend une ordonnance de non-lieu ou s'il renvoie le chef des FARL devant la chambre d'accusation. C'est cette dernière juridiction qui devrait à son tour décider d'un éventuel renvoi devant les assises.

L'élément nouveau dont dispose aujourd'hui la justice concerne la tentative d'assassinat perpétrée le 26 mars 1984 contre M. Robert Onan Homme, consul général des États-Unis à Strasbourg. À l'époque l'attentat avait été revendiqué par les FARL mais ce n'est qu'en juillet 1986, lorsque les États-Unis après deux années de silence se portèrent partie civile contre Georges Ibrahim Abdallah, que des faits nouveaux tout apparurent. Sur la demande des avocats de la partie civile, M. Georges Kiejan et Bernard Darteville, plusieurs des pièces à conviction étaient réexaminées. C'est ainsi qu'étaient dénichés, dans

les scellés judiciaires inexploités depuis plus d'un an, plusieurs documents relatifs à la tentative d'attentat contre M. Robert Onan Homme. Ces documents publiés (cartes routières, plan de la ville de Strasbourg, déclaration d'entrée en France au nom de Mohammed El Hilali — pseudonyme usuel d'Abdallah, — billets de banque étrangers, papiers divers, etc.) avaient été trouvés en Yougoslavie en septembre 1985, abandonnés dans une voiture CX Citroën achetée par Georges Ibrahim Abdallah et Jacqueline Esber, sa compagne, en fuite.

Le 10 novembre 1986 le chef des FARL, déjà inculpé dans l'assassinat de l'attaché militaire américain à Paris Charles Ray et dans celui du diplomate israélien Yacov Barzilai, était inculpé de nouveau, cette fois dans la tentative d'assassinat contre la personne du consul américain de Strasbourg.

Sous la pression d'un chantage

L'expertise rendue par MM. Lanfer et Faideau concerne les inscriptions portées sur les divers documents trouvés dans la CX «yougoslave». Au cours des expertises, Georges Ibrahim Abdallah et Jacqueline Esber en sont bien les auteurs. C'est notamment Abdallah qui aurait porté sur le plan-guide de Strasbourg retrouvé dans la voiture diverses annotations : c'est également lui qui y aurait marqué d'une croix le domicile du consul général américain, ainsi qu'un bâtiment de la communauté juive situé rue des Francs-Bourgeois.

Pour la première fois, un lien direct serait ainsi établi entre un

acte terroriste et Georges Ibrahim Abdallah. Une découverte qui pourrait peser lourd dans la décision d'un éventuel renvoi en cour d'assises. En quelques mois, le contenu de l'affaire Abdallah a radicalement changé.

En juillet dernier, sous la pression d'un chantage aux attentats opérés par les amis d'Abdallah, le parquet s'appuyait à prendre des réquisitions de non-lieu que le juge d'instruction semblait disposé à suivre. La libération rapide du chef des FARL était alors en vue. La constitution de partie civile américaine et la reprise de l'instruction ont tout fait basculer. Et des attentats sanglants ont eu lieu à Paris en septembre.

Les perspectives sont assez différentes aujourd'hui. Quels que soient les engagements pris dans les collines, les nouvelles charges qui pèsent sur Georges Ibrahim Abdallah rendent son non-lieu difficile.

GEORGES MARION.

Au ministère de l'Intérieur

## Les familles des dix-neuf policiers tués en 1985 reçues par M. Pandraud

À la veille de Noël, M. Robert Pandraud avait tenu à accueillir, dans son appartement du ministère de l'Intérieur, les veuves et les vingt-six enfants des dix-neuf policiers morts en service commandé entre le 20 décembre 1985 et le 20 décembre 1986.

Cette rencontre a eu lieu autour d'un arbre de Noël garni de jouets et de friandises. Un goûter a été servi aux veuves et aux enfants venus notamment de la Vienne, des Bouches-du-Rhône, du Nord, du Pas-de-Calais, des Pyrénées-Orientales, de la Seine-et-Marne, de l'Indre-et-Loire, des Côtes-du-Nord, du Puy-de-Dôme et de la Dordogne. Le ministre délégué chargé de la sécurité, M. Robert Pandraud, qui est venu saluer les veuves et les enfants des policiers, leur a notamment déclaré : « Considérez le ministre de l'Intérieur comme votre maison à laquelle, si vous avez besoin, vous pourrez toujours vous adresser. »

La FASP demande l'ouverture immédiate de négociations. — La Fédération autonome des syndicats de police a demandé l'ouverture immédiate de négociations au premier ministre, à M. Pasqua et Pandraud, indique le syndicat dans un communiqué publié lundi 22 décembre. Les revendications de la FASP, « représentant l'ensemble des corps de la police nationale », portent notamment sur « la dégradation de l'image de marque de la police, les créations d'emplois et le poids du pouvoir d'achat ». Le syndicat policier affirme que, « dans l'hypothèse où elle ne sera pas entendue, la FASP appellera ses huit syndicats et l'ensemble de ses sections à se mobiliser pour l'organisation d'un grand meeting national à Paris ».

## Colloques et états généraux sur l'avenir de l'Université

Plusieurs initiatives sont annoncées pour prolonger, au premier trimestre 1987, le mouvement des étudiants de novembre par une réflexion sur les grands problèmes de l'enseignement supérieur. La conférence des présidents d'université annonce un colloque au printemps sur le thème : « Deux millions d'étudiants en l'an 2000. Pourquoi ? Comment ? ». Cette rencontre sera précédée d'une concertation au sein de chaque université « avec la participation de tous ses partenaires ».

L'UNEF-ID a annoncé une série de meetings sur le même thème et la coordination étudiante avait prévu avant sa dissolution des assemblées nationales en mars. Dans cette perspective, l'association Matière grise, qui veut regrouper les travaux réalisés pendant le mouvement dans les universités sur l'avenir de l'Université, invite les étudiants à participer à un colloque à Paris les 16 et 17 janvier.

L'opposition concernée

Les responsables politiques de l'opposition ne restent pas à l'écart de ce mouvement. Les groupes communistes de l'Assemblée nationale et du Sénat, qui avaient prévu d'organiser une rencontre nationale sur l'école et l'Université les 16 et 17 janvier, ont décidé de repousser cette manifestation au mercredi 21 janvier, pour éviter qu'elle ait lieu à la même date que celle de Matière grise.

Dans le dernier numéro de son bulletin, *Convergence*, M. Michel Rocard préconise l'organisation d'états généraux analogues à ceux qu'avait mis sur pied M. Chevènement sur la recherche, pour réfléchir

à l'amélioration du système éducatif. Et M. Pisani a été chargé par M. Jospin d'une étude sur l'éducation.

De son côté, M. Jacques Roggeot, président de l'Union nationale interuniversitaire (UNIU), rappelle dans un communiqué « que les vrais problèmes restent posés et qu'ils ne pourront être résolus au fond que par le respect des exigences imposées par la situation : existence d'universités à taille humaine, nettement plus nombreuses et plus diversifiées qu'aujourd'hui, dotées d'une réelle autonomie ; symbiose de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'exception de tous les grands pays développés, ce qui implique que les moyens de la recherche ne soient plus confisqués par des organismes centralisés et étouffants comme le CNRS et l'INSERM ».

« Ce retour aux réalités n'a rien d'impossible. Le gouvernement peut constater, devant les événements de ces derniers jours (développement méthodique de la législation dans le secteur des transports tenu par la CGT), qu'il doit faire face à une offensive politique et non à une vague de fond spontanée et insaisissable. Il sait que désormais tout recul l'affaiblirait. Il doit savoir enfin qu'il peut faire appel à la majorité des jeunes, qui a été escamotée par les médias, mais qui demeure la vraie ressource de notre pays ».

## DÉFENSE

Un nouveau « patron » des forces françaises à La Réunion. — Le général de brigade Jean Domergue a été nommé par le conseil des ministres du lundi 22 décembre, sur la proposition du ministre de la Défense, commandant supérieur des forces armées françaises dans la zone sud de l'océan Indien.

Au parquet de Paris

## La quatorzième section va mener l'instruction sur l'évasion de Pau

La quatorzième section du parquet de Paris, chargée des affaires de terrorisme et des attentats à la liberté de l'État, dirigée par le substitut Alain Marsaud, a ouvert le lundi 22 décembre une information judiciaire concernant l'évasion de la prison de Pau, le samedi 13 décembre, de deux indépendantistes basques appartenant au groupe clandestin Iparrerak.

La loi du 9 septembre 1986 donne compétence au procureur de la République, au juge d'instruction de Paris et aux juridictions parisiennes sur toute l'étendue du territoire national, dès lors que les infractions sont « en relation avec une entreprise individuelle ou collective, ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur ».

C'est en application de ce texte que l'information judiciaire a été ouverte contre les deux évadés, Marie-France Heguy et Gabriel

Moussa, pour « évasion et association de malfaiteurs ». Cette information vise également Philippe Bidaud, chef présumé d'Ipparrerak, poursuivi pour « arrestation et séquestration de personnes, infraction à la législation sur les armes et les munitions, complicité d'évasion, vols et association de malfaiteurs ».

M. Michel Légrand, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, a été chargé de mener cette information.

Dans la soirée du samedi 13 décembre, un commando avait pris en otage à son domicile le directeur de la prison, sa fille et un ami de celle-ci. Puis le directeur avait été emmené à la prison par trois faux gendarmes qui se faisaient ouvrir les portes et neutralisaient les gardiens, avant de libérer les deux militants.

M. P.

Dans la Manche

## Cinq fonctionnaires de l'équipement et deux dirigeants d'entreprise impliqués dans des malversations

Cinq fonctionnaires de l'équipement et deux dirigeants d'entreprise de la Manche, impliqués dans diverses malversations à l'occasion de la construction d'une route départementale, viennent d'être présentés au parquet de Cherbourg et inculpés de fausses déclarations en vue d'obtenir des fonds d'une collectivité locale et de faux en écriture privée de commerce et de banque.

Il s'agit de MM. Daniel Berrobi, président du conseil d'administration de la Société nouvelle entreprise Henry (SNEH), de Périers (Manche), filiale de La Rouillère Jean Lefebvre, de Pierre Martin, gérant de la SNEH, et de quatre fonctionnaires de l'équipement, MM. Michel Bancho, ingénieur d'arrondissement, Bertrand de Rostsky, ancien ingénieur subdivisaire, Jacky Lemellier, conducteur de travaux publics, et Jean-Pierre Champagnier, ingénieur, qui ont été inculpés pour avoir fourni des renseignements inexacts en vue d'obtenir un paiement indû d'une collectivité locale.

MM. Martin et Bancho ont été, en outre, inculpés de faux en écriture privée de commerce et de banque, et M. Claude Grandchamp, le détaché de l'équipement auprès de

la chambre de commerce de Cherbourg, de faux en écriture privée. Cette affaire a été découverte à la suite de la remise en dépôt, par une filiale de la société de construction de routes La Rouillère Jean Lefebvre, d'un « cadastre » comprenant notamment six ordonnances MacIntosh à la chambre de commerce et d'industrie de Cherbourg et destiné en fait à des fonctionnaires de l'équipement.

Une enquête menée par la section financière du service régional de police judiciaire de Rouen révélait que ce « cadastre » était la conséquence de malversations commises lors de la construction, par la filiale de La Rouillère Jean Lefebvre, d'une route, dont le financement était assuré pour le compte du département de la Manche par la Compagnie générale des matières métalliques (Cogema), qui possède à La Hague (Manche) le centre de traitement de déchets radioactifs.

Pour réaliser cette voie, on avait modifié les caractéristiques des agrégats, sans corriger les factures, permettant ainsi de réaliser un détournement de 112000 francs au détriment du département. L'enquête a également montré que cette opération avait été menée avec la complicité de fonctionnaires de l'équipement, maître d'œuvre de la route en question. Les sommes indûment perçues ont été remboursées au département.

L'utilisation de la station orbitale américaine

## Le Pentagone bloque les négociations entre la NASA et les Européens

Le Pentagone ne s'intéressait pas à la station spatiale américaine. Il l'avait dit et redit. Il ne lui voyait aucun usage militaire. Le département américain de la Défense vient officiellement de changer d'avis. Certes, il continue de « réitérer aucune action spécifique pour laquelle la station spatiale soit une bonne base d'opération », mais il veut se réserver la possibilité d'utiliser la station si besoin est, et, plus spécialement, d'y mener d'éventuelles études pour une défense spatiale contre les missiles. Il vient donc de demander à la NASA d'interrompre les négociations qu'elle mène avec l'Agence spatiale européenne (ESA), le Canada et le Japon, afin de vérifier, d'après la revue *Aviation Week and Space Technology*, que « les États-Unis ne vont pas s'engager dans un accord sur une gestion en commun de la station, qui interdirait d'éventuelles recherches militaires américaines à son bord ».

On savait depuis longtemps que le délai affiché par les militaires américains pour la station avait une raison bien précise : ils ne voulaient pas la financer. Maintenant que le programme est bien engagé, ils font comme tous les autres utilisateurs potentiels et considèrent que, le jour où la station existera, ils lui trouveront sans doute des emplois. La NASA le savait bien, qui a toujours répété à ses partenaires étrangers qu'il fallait réserver les droits des militaires à utiliser la station pour des recherches.

Cela étant, la démarche du Pentagone ne va pas rendre plus aisée la difficile négociation entre la NASA et l'ESA. Le principal point de friction est en effet la définition des responsabilités qui seront reconnues aux partenaires étrangers : les Américains veulent garder un maximum de contrôle ; les Européens ne veulent pas être les simples fournisseurs qu'ils furent dans le programme Spacelab.

Après des mois de piétinement, des progrès ont été récemment enregistrés (le Monde du 19 décembre). Vont-ils être remis en question ? En tout cas, les pourparlers prévus en janvier sont reportés à une date non précisée. A Bonn — la RFA est le chef de projet européen — les négociations à la station, — on confirme ce report, et on rappelle que les statuts de l'ESA limitent ses activités au domaine civil.

M. A.

## Un Conseil supérieur de sûreté nucléaire pour l'information du public

Les missions du Conseil supérieur de la sûreté nucléaire vont être prochainement élargies à l'évaluation de l'information de manière à assurer, selon le ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, M. Alain Madelin, « une plus grande transparence et une meilleure qualité de l'information diffusée aux Français sur le nucléaire ». A cette fin, la composition de ce conseil, qui fut présidé jusqu'au mois d'octobre dernier par M. Louis Néel, sera modifiée.

Six professionnels de la communication, au lieu d'un précédentement, y siègeront désormais en compagnie de scientifiques, de responsables du nucléaire, de hauts fonctionnaires, de parlementaires et de représentants des organisations syndicales pour conseiller le ministre sur toutes les questions touchant à la sûreté des installations nucléaires et à l'information. Le conseil, dont l'origine remonte à 1973, devrait d'ailleurs changer de nom et devenir le Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire.

Dans son discours annuel aux cardinaux

## Jean-Paul II réaffirme les liens spirituels entre le catholicisme et les autres religions

« La situation du monde, en cette veille de Noël, constitue un appel pressant à retrouver et à maintenir à jamais vivant l'esprit d'unité ». Dans son message annuel au collège de cardinaux et aux membres de la curie romaine, traditionnellement consacré à un tour d'horizon de la situation de l'Eglise catholique, Jean-Paul II s'en est tenu, le lundi 22 décembre, à évoquer la rencontre des représentants de deux grandes religions qu'il a présidée à Assise le 27 octobre dernier (1).

« Le fait d'avoir prié, jésuit, marché en silence, ensemble à Assise, est un signe d'unité pour tous ceux qui cherchent dans la religion les réponses aux grandes questions que se pose l'humanité », a poursuivi le pape, ajoutant : « Quelle que soit la couleur de sa peau, l'horizon historique et géographique où il vit et agit la culture dans laquelle il naît et s'exprime, il n'y a pour chaque être humain qu'un projet divin, qu'un seul commencement et une seule fin ».

Le pape a mis l'accent sur l'« harmonie » nécessaire avec les Juifs, « unis à nous par un lien spirituel », et avec les musulmans « qui reconnaissent également le Dieu créateur ». En revanche, a ajouté Jean-Paul II, la journée d'Assise n'a pas

commencé « la moindre ombre de confusion et de symétrie ».

Dans un texte publié le 8 décembre dernier, Mgr. Lefebvre et Mgr. de Castro Mayer, évêques argentins à la retraite, chefs de file des indigénistes catholiques, déclaraient que « le combat de la religion avec le magistère antérieur de l'Eglise avait été atteint par le pape avec la rencontre d'Assise et sa visite le 13 avril dernier, à la synagogue de Rome ».

Y aura-t-il un autre Assise ? Des bouddhistes japonais ont proposé qu'une nouvelle rencontre mondiale de prières et de dialogues ait lieu à Kyoto les 3 et 4 août 1987. Le lieu choisi serait le mont sacré Hiei, lieu saint du bouddhisme nippon, à l'occasion du 1200<sup>e</sup> anniversaire de la construction de son temple. Deux pèlerinages sont prévus à Hiroshima et à Nagasaki.

(1) « Pape aux hommes de bonne volonté » : nous en tirons, ce 22 décembre, toutes les citations prononcées à Assise. On lira en outre une préface de Philippe Rochot, journaliste d'Assise 2, ancien otage au Liban, qui a suivi ce « pèlerin » cette journée du 27 octobre. Le *Cristianesimo*, 123 pages, 68 F.

Les files de Maghrébins à Orly-Sud

## « Embarquement immédiat »

On ne s'en va pas bien loin : à Alger, Oran, Annaba, Constantine, mais quelle expédition ! La zone d'Orly Sud, où les Maghrébins enregistrent leurs bagages avant de s'en aller pour le pays, connaît de nouveau, avec les files de fin d'année, une animation peu commune. Hommes en djellaba, vieilles femmes à peine dévêtues, jeunes filles en jeans, se forment dans une longue file qui déborde de paquets ficelés à la hâte ou grossièrement accablés. Intermittente attente d'un « embarquement immédiat ».

Depuis deux heures la stationnement en famille dans le hall de l'aéroport. Ceux qui partent et ceux qui ne partent pas montent la garde autour de chariots bourrés de sacs en plastique et de cartons remplis à ras bord auprès des uns et des autres. Sur ces chariots, des postes de télévision, des appareils électro-ménagers, des pous, des couvertures, des boîtes de conserve, des tapis et des sacs de sacs de sacs. Une fois arrivé, on reste sur place.

Tranquille. Rien à voir avec les bandes de vacanciers bristards et déguisés qui embarquent plus loin, dans la zone réservée aux voyageurs.

Apparemment, les Maghrébins préfèrent garder leurs bagages auprès d'eux pour être sûrs de tout récupérer. Un Algérien se présente avec une valise. Elle est si lourde qu'elle risque de bloquer le tapis roulant. On ouvre. La valise est remplie de bougies pour automobiles. Un autre porte un pare-chocs de Mercedes. Un autre enfin, un moteur.

Les alertes à la bombe

Ce n'est rien à côté des cohues de juillet et d'août au moment des grands départs. Pour désengorger la zone I, on a dû construire cet été, près d'Orly-Ouest, une « égrégore » de sacs réservés aux Algériens pour les formalités d'embarquement. Entre le 23 juillet et le 4 août, quarante-sept mille personnes ont utilisé cette « égrégore ».

Pour les vacances de Noël, ils attendent sagement au chaud. Faut-il dire un vague sentiment de crainte, car le redoutent une alerte à la bombe. Elles sont fréquentes mais ce ne sont presque toujours que de fausses alertes. Et on assiste presque chaque jour au même scénario : une escouade de policiers envahit la zone I ; « Evacuez, évacuez, alerte à la bombe ! ». On s'écroule les gènes, on pousse ses lourds chariots, on se bouscule. Mais on hésite à quitter les lieux : « Baissez-vous, baissez-vous. Évitez la proximité des vitres », répète le brigadier. « Y'en a marre, c'est tous les jours comme ça ! », lance une hennéuse. On isole l'endroit suspect avec des rubans. Les artilleurs arrivent. Mais on renonce à faire sauter le paquet suspect. Ce n'est qu'un colis oublié tombé d'un chariot. Fin de l'intervention.

Et c'est à nouveau les règles sur les comptes d'enregistrement... JEAN PERRIN.

## SÉCU

EDITORIAL

LA CRISSE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ORGANISME PRIVÉ AU SERVICE DU PUBLIC

Le mouvement des étudiants de novembre a été une véritable révolution. Il a remis en question les grands problèmes de l'enseignement supérieur. La conférence des présidents d'université annonce un colloque au printemps sur le thème : « Deux millions d'étudiants en l'an 2000. Pourquoi ? Comment ? ».

De son côté, M. Jacques Roggeot, président de l'Union nationale interuniversitaire (UNIU), rappelle dans un communiqué « que les vrais problèmes restent posés et qu'ils ne pourront être résolus au fond que par le respect des exigences imposées par la situation : existence d'universités à taille humaine, nettement plus nombreuses et plus diversifiées qu'aujourd'hui, dotées d'une réelle autonomie ; symbiose de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'exception de tous les grands pays développés, ce qui implique que les moyens de la recherche ne soient plus confisqués par des organismes centralisés et étouffants comme le CNRS et l'INSERM ».

« Ce retour aux réalités n'a rien d'impossible. Le gouvernement peut constater, devant les événements de ces derniers jours (développement méthodique de la législation dans le secteur des transports tenu par la CGT), qu'il doit faire face à une offensive politique et non à une vague de fond spontanée et insaisissable. Il sait que désormais tout recul l'affaiblirait. Il doit savoir enfin qu'il peut faire appel à la majorité des jeunes, qui a été escamotée par les médias, mais qui demeure la vraie ressource de notre pays ».

Un nouveau « patron » des forces françaises à La Réunion. — Le général de brigade Jean Domergue a été nommé par le conseil des ministres du lundi 22 décembre, sur la proposition du ministre de la Défense, commandant supérieur des forces armées françaises dans la zone sud de l'océan Indien.

Dans son discours annuel aux cardinaux, Jean-Paul II réaffirme les liens spirituels entre le catholicisme et les autres religions. « La situation du monde, en cette veille de Noël, constitue un appel pressant à retrouver et à maintenir à jamais vivant l'esprit d'unité ». Dans son message annuel au collège de cardinaux et aux membres de la curie romaine, traditionnellement consacré à un tour d'horizon de la situation de l'Eglise catholique, Jean-Paul II s'en est tenu, le lundi 22 décembre, à évoquer la rencontre des représentants de deux grandes religions qu'il a présidée à Assise le 27 octobre dernier (1).

« Le fait d'avoir prié, jésuit, marché en silence, ensemble à Assise, est un signe d'unité pour tous ceux qui cherchent dans la religion les réponses aux grandes questions que se pose l'humanité », a poursuivi le pape, ajoutant : « Quelle que soit la couleur de sa peau, l'horizon historique et géographique où il vit et agit la culture dans laquelle il naît et s'exprime, il n'y a pour chaque être humain qu'un projet divin, qu'un seul commencement et une seule fin ».

Le pape a mis l'accent sur l'« harmonie » nécessaire avec les Juifs, « unis à nous par un lien spirituel », et avec les musulmans « qui reconnaissent également le Dieu créateur ». En revanche, a ajouté Jean-Paul II, la journée d'Assise n'a pas commencé « la moindre ombre de confusion et de symétrie ».

Dans un texte publié le 8 décembre dernier, Mgr. Lefebvre et Mgr. de Castro Mayer, évêques argentins à la retraite, chefs de file des indigénistes catholiques, déclaraient que « le combat de la religion avec le magistère antérieur de l'Eglise avait été atteint par le pape avec la rencontre d'Assise et sa visite le 13 avril dernier, à la synagogue de Rome ».

Y aura-t-il un autre Assise ? Des bouddhistes japonais ont proposé qu'une nouvelle rencontre mondiale de prières et de dialogues ait lieu à Kyoto les 3 et 4 août 1987. Le lieu choisi serait le mont sacré Hiei, lieu saint du bouddhisme nippon, à l'occasion du 1200<sup>e</sup> anniversaire de la construction de son temple. Deux pèlerinages sont prévus à Hiroshima et à Nagasaki.

(1) « Pape aux hommes de bonne volonté » : nous en tirons, ce 22 décembre, toutes les citations prononcées à Assise. On lira en outre une préface de Philippe Rochot, journaliste d'Assise 2, ancien otage au Liban, qui a suivi ce « pèlerin » cette journée du 27 octobre. Le *Cristianesimo*, 123 pages, 68 F.

Les files de Maghrébins à Orly-Sud. « Embarquement immédiat ». On ne s'en va pas bien loin : à Alger, Oran, Annaba, Constantine, mais quelle expédition ! La zone d'Orly Sud, où les Maghrébins enregistrent leurs bagages avant de s'en aller pour le pays, connaît de nouveau, avec les files de fin d'année, une animation peu commune.



(Publicité)

# SÉCURITÉ SOCIALE DES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER

## EDITORIAL

### LA CAISSE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER ORGANISME PRIVÉ AU SERVICE DU PUBLIC

De nombreux lecteurs se demanderont ce qu'un tel titre peut bien signifier dans ces colonnes consacrées à la Caisse des Français de l'étranger et — qui plus est — sous la signature de son directeur.

La Caisse des Français de l'étranger n'est-elle pas, au contraire, un « organisme public au service de personnes privées » : la grande famille des Français disséminés hors de l'Hexagone ?

Sans doute, mais, à y regarder de plus près, les choses ne sont pas si simples.

Car, il s'agit bien d'un service public, mais, du strict point de vue statutaire, il faut savoir que les personnels de la Caisse des Français de l'étranger ne sont pas fonctionnaires, et il faut savoir également qu'en cela ils ne se distinguent pas des personnels du régime général métropolitain.

Besoucoup ignorant en effet — jusqu'aux médias — que l'ensemble des organismes du régime de la Sécurité sociale française est, de droit, privé et que les conditions de travail et de salaire de leurs personnels sont fixées par une convention collective nationale.

Organisme privé par la situation de son personnel, la Caisse des Français de l'étranger doit être — et elle l'est — un organisme qui se rapproche du secteur privé dans son attitude à l'égard de sa gestion.

La gestion administrative, qui est celle de la caisse primaire de Seine-et-Marne a depuis longtemps fait ses preuves, qui la placent en tête au niveau national pour sa productivité et son prix de revient.

La gestion de ses prestations, ensuite, qui la distingue des autres car, agissant d'assurances volontaires, elle ne bénéficie pas de monopole et se trouve ainsi placée, en situation de concurrence commerciale avec les groupes d'assurances privés.

Il convient donc, à l'instar de toute entreprise dynamique, qu'elle manifeste une permanence une attitude agressive à l'endroit de ce qu'il faut bien appeler le « marché », et c'est la raison pour laquelle elle ne subit pas qu'un utilitaire des moyens de la concurrence : qualité du produit et qualité du service, valorisées par l'information et la publicité.

La gestion financière, enfin, où elle manifeste également une belle réussite puisque, d'une part, les excédents dégagés représentent deux bonnes années de prestations, et que, d'autre part, le produit des placements financiers effectués dépasse la totalité de ses frais de gestion : c'est dire — et il s'agit d'une situation probable — que l'intégralité des cotisations versées par ses adhérents est affectée au versement des prestations qui leur sont destinées.

A l'aube de cette année 1987, les vœux que je forme, pour ceux de nos compatriotes qui participent à l'image enviable de la France dans le monde, passent — on ne m'en voudra pas — par le succès de cette entreprise « privée » dont je souhaite qu'elle ne soit pas « privée » des moyens de mieux faire en regard à sa spécificité, qu'elle ne soit pas « privée » d'autonomie et d'initiative en raison de la dure concurrence qui l'environne, en sorte qu'elle ne soit jamais « privée » de son « public ».

SERGE BILLON.

## La Caisse des Français de l'étranger mobilisée pour améliorer encore son action

- De nouvelles mesures incitatives devraient favoriser l'adhésion de nos compatriotes à leur système de Sécurité sociale.
- Le président de la caisse intervient auprès du ministre pour que soient prises en compte rapidement les demandes des Français expatriés.
- Pour se rapprocher des usagers, la caisse ouvre un bureau d'accueil en Côte-d'Ivoire.

### L'intervention au Sénat du président Cantegrit

Lors de l'examen budgétaire pour 1987, le président Cantegrit, sénateur représentant les Français de l'étranger, est intervenu à la tribune du Sénat pour rappeler au gouvernement quels étaient les vœux essentiels des Français de l'étranger qu'il souhaite voir aboutir rapidement. Il s'est aussi félicité du dynamisme de la

Caisse des Français de l'étranger, mais en souhaitant toutefois qu'un certain nombre de textes actuellement en gestation dans les services ministériels puissent très vite voir le jour. Nous reproduisons, ci-après, des extraits de son intervention lors de la séance du vendredi 28 novembre 1986.

Monsieur le président, Monsieur le ministre, Mes chers collègues,

Permettez-moi de vous rappeler qu'une des implications majeures de la loi du 13 juillet 1984 a été de créer la Caisse des Français de l'étranger et de lui permettre de fonctionner de façon autonome.

En effet, depuis 1978, les assurances volontaires du régime expatriés étaient gérées par la Caisse des Français de l'étranger, qui était rattachée à la Caisse primaire d'assurance-maladie de Seine-et-Marne.

Désormais, la Caisse fonctionne sous la direction d'un conseil d'administration composé, pour la première fois, d'une majorité de Français de l'étranger, élus par des Français de l'étranger.

Cette participation plus active des intéressés aux décisions et leur connaissance approfondie des problèmes doivent leur permettre d'engager une action dynamique répondant aux besoins spécifiques des Français expatriés.

Je ne réjouis d'autant plus de cela que cette action devrait être facilitée, d'une part, par le professionnalisme et la qualité du personnel de la Caisse des Français de l'étranger et par le dynamisme de son équipe dirigeante, et, d'autre part, par le fait que, depuis ses débuts, la Caisse des Français de l'étranger connaît un équilibre financier positif et qu'elle est excédentaire.

Malheureusement, si toutes les conditions semblent réunies pour faire de la Caisse des Français de l'étranger le seul organisme étatique à même de proposer une couverture sociale, de source volontaire, aux Français de l'étranger, face aux caisses privées, la tutelle exercée par le ministère du budget et par le ministère des affaires sociales semble mettre un frein à son action.

Il paraît clair que cette tutelle s'applique en fonction des règles qui prévalent pour les caisses de métropole sans tenir compte du problème spécifique des Français de l'étranger ni de l'autonomie qu'elle devrait prendre en compte les réalités d'une caisse autonome, gérant un système d'assurance volontaire, et lui permettre de se doter des mêmes outils et des mêmes avantages que les caisses privées dont elle subit la concurrence.

En aucun cas, la tutelle ne doit être un facteur qui retarde ou paralyse l'action dynamique de la Caisse des Français de l'étranger.

Je voudrais vous faire part de mes interrogations quant aux décisions restant à prendre pour que la loi du 13 juillet 1984 s'applique enfin dans son intégralité.

Il s'agit de la définition des prestations supplémentaires prévues à l'article 6 de la loi et de l'application de la modulation des coti-

tions aux nouvelles catégories d'assurés.

Sur ce dernier point, vos services ont bien voulu me soumettre un projet de décret. Je souhaite seulement sa poursuite rapide afin que, dès le début de 1987, les adhérents de la Caisse des Français de l'étranger puissent bénéficier de ces nouvelles dispositions.

Dans le même temps, vos services m'ont également fait parvenir un projet de décret tendant à modifier le taux des cotisations maladie, maternité, invalidité.

Si je me réjouis de la baisse de 1 point qui sera appliquée aux salariés et aux non-salariés, je m'inquiète de la baisse de 2 points, purement et simplement, en passant à 2,4 %.

Cette hausse me paraît tout à fait excessive, d'autant qu'elle ne tient aucun compte du fait que les cotisations des Français de l'étranger sont assujetties à une double cotisation. En effet, nous sommes cotisés à 1 % sur leur retraite complémentaire et à 1 % sur leur cotisation obligatoire pour la France, mais, à l'inverse de ce qui se passe pour les retraités vivant en France, cette cotisation n'est suivie d'aucune protection maladie pendant leur résidence à l'étranger.

Les retraités français de l'étranger doivent donc, pour avoir une couverture similaire à celle accordée à leurs compatriotes, payer des cotisations allant de 3,4 % à 5,4 %, ce qui semble tout à fait injustifié et qui est ressenti comme une pénalisation par les Français de l'étranger.

Je remarque que, si ce décret parle des salariés, des non-salariés et des pensionnés, il ne dit rien des nouvelles catégories introduites par la loi du 13 juillet 1984.

Qu'en est-il des cotisations maladies dues par ces nouvelles catégories ? La baisse du taux des cotisations s'appliquera-t-elle à ces catégories ? Je le souhaite.

Enfin, le conseil d'administration de la caisse de Rubelles avait fait, à la fin de l'été, un certain nombre de propositions à vos services, concernant la définition des prestations supplémentaires.

Je m'étonne que ces propositions n'aient encore été suivies d'aucune réaction ni d'aucun projet de décret.

Nous attendons, monsieur le ministre, le projet de décret et il y a urgence à ce que cette communication soit faite rapidement, de façon que les nouvelles dispositions prennent effet au 1<sup>er</sup> janvier 1987.

Un autre sujet suscite également beaucoup d'intérêt et d'inquiétude chez nos compatriotes : il s'agit de la réouverture des délais de rachat de cotisation vieillesse de la loi du 10 juillet 1965.

Alors que, depuis le vote de cette loi, les délais de rachat ont été rouverts, sans discontinuer, ils sont clos depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1985.

Malgré les espoirs qui m'ont été donnés à la suite des diverses démarches que j'ai entreprises, je m'étonne que rien n'ait encore été fait. Cette attitude déçoit fort les Français établis à l'étranger : ils pensent que, comprenant les problèmes spécifiques auxquels ils sont confrontés : éloignement, manque d'informations, difficultés de rassembler tous les documents nécessaires à l'établissement de leurs dossiers qui entraînent bien souvent l'annulation de ce dossier, vous auriez à cœur, monsieur le ministre, de leur permettre de se constituer une retraite de source française.

Il ne s'agit pas, d'ailleurs, de leur faire un cadeau et de leur offrir une certaine retraite gratuite, mais, simplement, de leur donner la possibilité de racheter un certain nombre de trimestres de cotisation dans un temps limité.

Il est nécessaire qu'une décision de réouverture de ces délais intervienne désormais très rapidement. Beaucoup de choses en dépendent.

Je veux, également, vous alerter sur les difficultés que rencontrent les Français de l'étranger pour constituer leur dossier de rachat de cotisation.

Un certain nombre de documents leur sont demandés, dont le certificat de nationalité française, seule preuve de leur nationalité acceptée par l'administration.

Or ce certificat n'est délivré, pour les Français résidant à l'étranger, que par le tribunal de première instance de Paris. Pour des raisons d'organisation et de fonctionnement interne, ce tribunal ne peut le remettre aux intéressés qu'après un délai d'environ un an, délai qui est encore allongé du fait des transmissions postales.

Mais la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAVTS) demande que les dossiers soient complets dans les quatre mois suivant le dépôt de la demande, sous peine de rejet.

A la suite d'interventions auprès de cet organisme, certains assouplissements ont pu être obtenus, mais j'aimerais que des règles spécifiques puissent être étudiées par votre ministère en vue de faciliter la constitution des dossiers de rachat des Français à l'étranger.

Monsieur le ministre, Monsieur le secrétaire d'Etat,

La couverture sociale des Français de l'étranger doit être pour vous une préoccupation prioritaire, car il est clair que notre présence à l'étranger en dépend. Que ce soit pour l'équilibre de nos exportations, que ce soit pour le rayonnement culturel de la France, que ce soit pour une coopération bilatérale ou multilatérale, nous avons besoin de Français en résidence à l'étranger.

Veillons donc à ce que leur couverture sociale ne soit pas un élément dissuasif à leur expatriation. Il devrait en être ainsi pour leur départ, pour leur séjour à l'étranger et pour leur retour en France.

### La réponse de M. Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale

Dans la courte réponse qu'il a adressée au président Cantegrit, le secrétaire d'Etat Adrien Zeller s'est engagé à faire paraître, dans les meilleurs délais, les textes réglementaires attendus par les Français de l'étranger.

Il a par ailleurs indiqué qu'il était personnellement favorable à la réouverture du délai permettant à nos compatriotes d'effectuer des rachats de cotisations en matière d'assurance-vieillesse.

Nous reproduisons ci-après la réponse de M. Zeller lors de la séance du 28 novembre 1986.

M. Cantegrit a posé de nombreuses et importantes questions au sujet de la protection sociale des Français de l'étranger.

Je le félicite de l'action menée depuis de nombreuses années en faveur des Français de l'étranger en ce domaine. Je n'ai pas besoin de souligner tout l'intérêt que le gouvernement attache à la progression de ce dossier.

Le premier thème qu'il a évoqué a trait à l'exercice de la tutelle.

J'estime, pour ma part, qu'il convient de toute évidence de tenir compte de la particularité de la CFE, qui est soumise, comme il l'a indiqué, à la concurrence d'autres organismes. Il s'agit d'une caisse unique, gérant des assurés volontaires, et qui ne bénéficie pas, par conséquent, d'une situation similaire aux caisses primaires d'assurance-maladie.

Je m'efforcerai de faire prévaloir cette particularité chaque fois que je le pourrai. Mes services feront preuve d'une grande compréhension.

S'agissant du taux des cotisations aux assurances volontaires, j'ai transmis hier, pour signature par mes collègues, le décret portant diminution du taux de la cotisation aux assurances volontaires maladie-maternité des travailleurs salariés et non salariés expatriés.

Les taux baisseront de 1 point dans chacun des cas au 1<sup>er</sup> janvier 1987. Cette mesure témoigne, au demeurant, de l'excellente santé de ce système d'assurance volontaire.

Dans le même esprit, j'ai transmis pour signature par mes collègues le décret relatif à la modulation des cotisations en faveur des personnes visées à l'art. L-765.2 et que l'on appelle « les nouvelles catégories ».

J'attache une grande importance à la publication rapide du texte permettant aux Français salariés qui le souhaitent de bénéficier des prestations en espèces.

A cet effet, j'ai saisi M. le ministre du budget d'un projet. Je souhaite, comme vous, qu'il puisse entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1987.

Je vous prie de m'excuser de répondre un peu longuement en la matière, mais je pense que, pour les Français qui se trouvent éloignés de la France, cette question revêt une réelle importance. Le sénateur Cantegrit pourra le confirmer.

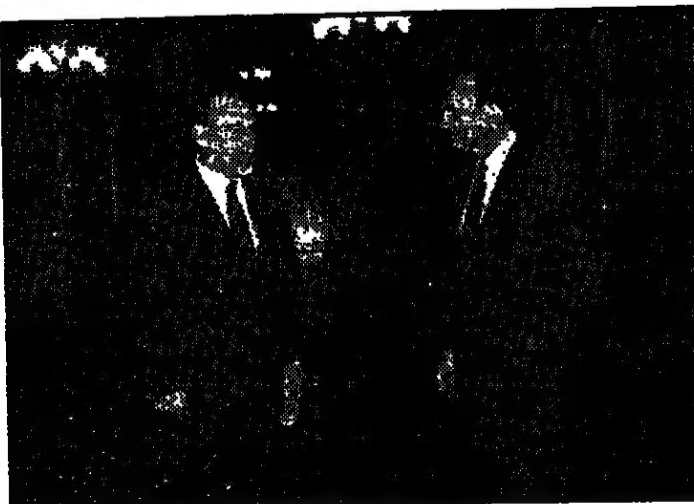
La publication du décret portant à deux le nombre des vice-présidents de la CFE est imminente puisqu'il a été signé par l'ensemble des ministres concernés.

Vous avez évoqué également le délicat problème des prestations, rendu difficile en raison, d'une part, des termes mêmes des textes applicables, et, d'autre part, des difficultés rencontrées par nos compatriotes pour transférer leurs cotisations depuis l'étranger.

A cet égard, je suis prêt à accueillir toute suggestion que pourrait faire la Caisse que vous présidez.

Quant au problème crucial du rachat des cotisations d'assurance-vieillesse, il est d'autant plus vivement ressenti que le délai de rachat est actuellement expiré depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1985. Il est vrai que cette situation pose de graves problèmes à tous ceux qui bénéficient de cette faculté et qui n'avaient pas pu l'exercer avant la date de fermeture.

Je suis sensible à cette situation, et sans pouvoir préjuger des décisions que prendra le gouvernement en la matière, je peux vous indiquer que nos services ont étudié le principe et les modalités d'une éventuelle réouverture. Un projet a été préparé. Je m'apprête à saisir de ce projet M. le ministre des finances. Je suis, pour ma part, favorable à une telle réouverture et je ne désespère pas de pouvoir le convaincre de nous suivre sur ce point.



J.-P. Cantegrit s'entretient avec M. Zeller, secrétaire d'Etat.



## Coup d'envoi pour la création d'une « antenne » de la Caisse en Côte-d'Ivoire

S'il est une idée qui tenait à cœur aux responsables de la Caisse des Français de l'étranger (direction et administrateurs), c'est bien celle qui permet de rapprocher les usagers de leur Sécurité sociale.

Ainsi, dès 1986 une antenne parisienne était ouverte dans le troisième arrondissement, permettant aux entreprises, et aux Français de passage dans la capitale, d'obtenir rapidement réponse à leurs questions et toutes informations relatives au fonctionnement de la Caisse et aux services rendus par celle-ci.

Soucieux d'améliorer encore cette qualité de service, et au moment où de nouvelles mesures vont permettre à la Caisse de se développer davantage, il a été décidé de tenter une expérience originale visant à aller plus loin encore dans cette voie de la déconcentration.

C'est ainsi que sera effectivement ouverte l'antenne ivoirienne de la Caisse des Français de l'étranger qui, en 1987, aura pour mission d'aider nos compatriotes établis dans ce pays.

Les demandes de renseignements, les adhésions, les dossiers délicats à traiter, pourront être réglés directement au plan local.

Finies les correspondances longues et coûteuses et qui, souvent, débouchent sur des incompréhensions. Finis les appels téléphoniques incertains qui permettent difficilement d'obtenir une réponse satisfaisante et immédiate.

Finis surtout le sentiment d'éloignement et l'impression pour nos compatriotes que le siège de la Caisse reste indifférent à leurs problèmes.

Bien entendu, il ne s'agit que d'une expérience, et l'essai qui est

marqué aujourd'hui méritera d'être transformé.

Cette antenne sera une réussite si les Français de Côte-d'Ivoire le veulent. C'est-à-dire s'ils utilisent ses services, s'ils augmentent le nombre d'adhésions, et s'ils aident à la faire connaître.

En contrepartie, la Caisse fera les efforts nécessaires pour que tout soit mis en œuvre afin que cette expérience ait vraiment les moyens qu'il lui faut.

Des locaux sont déjà trouvés. Une personne bénéficiera d'une formation auprès de la Caisse des Français de l'étranger et des organismes voisins (Caisse régionale, Caisse vieillesse...). Elle ouvrira, tous les jours, son bureau à toutes celles et à tous ceux qui voudront la rencontrer. Elle disposera des moyens modernes de communication pour l'aider dans sa tâche (guides, dépliants, télé-

phone, télex). Pour marquer cet événement, véritable tournant dans la vie de la Caisse, M. Christophe Pillay, directeur général adjoint, s'est rendu à Abidjan, entre le 10 et le 16 novembre, afin de régler les quelques problèmes d'intendance qui se posaient encore. L'accueil qu'il a reçu de la part de tous les Français de l'étranger, des autorités locales et

des principaux responsables économiques, permet de bien augurer de ce que sera cette expérience. Les administrateurs présents (M<sup>me</sup> Bassole et M. Monnier), les délégués au CSFE, les présidents d'associations, les collègues de la Caisse nationale de prévoyance sociale se sont tous félicités d'une telle initiative.

Déjà, non seulement le conseil d'administration et la direction mais

aussi les autres Français, établis dans d'autres pays, sur d'autres continents, se tournent vers la Côte-d'Ivoire. Ils souhaitent que cette antenne fonctionne vite et surtout qu'elle fasse des petits... C'est le vœu que nous formulons nous aussi.

CHRISTOPHE PILLAY,  
directeur général adjoint.



HILTON INTERNATIONAL ABIDJAN

01 BP 2185, ABIDJAN 01, CÔTE D'IVOIRE  
PHONE NUMBER: (225) 32.92.66/32.53.22 TELEFAX: 22636



Les présidents  
Chesnel (UFE)  
et Margueron  
(ADFE)  
à côté  
de M. Pillay  
et du  
conseil de  
France.



M. Monnier,  
administrateur,  
s'entretenant  
avec la  
direction  
de la caisse.

### BAISSE DE LA COTISATION MALADIE-MATERNITÉ :

- Pour les salariés :  
7,40 % du plafond de la Sécurité sociale au lieu de 8,40 %, soit une diminution des cotisations de 11,90 % qui représente environ 1 200 F par an.
- Pour les non-salariés :  
6,50 % du plafond de la Sécurité sociale au lieu de 7,50 %, soit une diminution des cotisations de 13,30 % qui représente environ 1 200 F par an.

### MODULATION DES COTISATIONS :

- Pour les Français n'exerçant aucune activité professionnelle :  
Comme pour les salariés et les non-salariés, en fonction de vos revenus, vous pouvez cotiser sur le plafond de la Sécurité sociale, ou sur les deux tiers du plafond si vos ressources sont inférieures à ce plafond.  
**Exemple :**  
Actuellement, si vos ressources de l'année précédente sont égales ou supérieures à 113 760 F, votre cotisation sera égale à :  
 $113\,760 \times 7,50 = 8\,532 \text{ F par an.}$   
Si vos ressources sont inférieures à 113 760 F, votre cotisation sera égale à :  
 $113\,760 \times 2/3 \times 7,50 = 5\,688 \text{ F par an,}$   
soit une diminution d'environ 2 800 F par an.

### SALARIÉS, NON-SALARIÉS, PENSIONNÉS RÉSIDANT A L'ÉTRANGER : CRÉATION D'UN FONDS D'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE

L'arrêté du 15 juin 1986 permet au Fonds d'action sanitaire et sociale de la Caisse des Français de l'étranger de fonctionner.

Les recettes de ce budget sont fixées à 0,4 % du produit des cotisations de l'assurance-maladie, de l'assurance-accident du travail et de l'assurance-vieillesse.

Le conseil d'administration peut, dans la limite des crédits dégagés, attribuer, par décisions individuelles, des prestations supplémentaires et des secours, ce qui permet une amélioration des prestations servies.

**Exemple :**

Prise en charge d'appareillages non inscrits au tarif de responsabilité des caisses, donc non remboursables au titre des prestations légales (glucomètres, appareils pour diabétiques, poussettes « buggy major » pour enfants handicapés, etc.).

### AMÉLIORATION DE LA PROTECTION SOCIALE PAR DES MESURES NOUVELLES : SALARIÉS, SUR OPTION :

- Versement d'indemnités journalières en cas d'arrêt-maladie ou maternité ;
- Droit au capital-décès ;
- Remboursement des frais occasionnés lors d'un accident de trajet entre la France et l'étranger, ainsi que le retour (pour les accidents du travail).

**FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER  
EMPLOYEURS  
QUI SOUHAITEZ  
DÉTACHER DU PERSONNEL  
A L'ÉTRANGER**

**POUR VOS PROBLÈMES  
DE SÉCURITÉ SOCIALE**

(MALADIE, MATERNITÉ, INVALIDITÉ,  
VIEILLESSE, ACCIDENT DE TRAVAIL)

**CONTACTEZ**

**Au siège  
Sécurité sociale  
Caisse des Français  
de l'étranger**

**RUBELLES**

77951 MAINCY - Cedex

Téléphone : (1) 60-68-01-62

**Au bureau d'accueil  
Sécurité sociale  
Caisse  
des Français de l'étranger  
Bâtiment  
information retraite**

175, rue du Chevaleret  
75013 PARIS



# Le Monde MEDECINE

## L'épidémie de SIDA à Kinshasa

**Le virus du SIDA empoisonne Kinshasa. Les Zaïrois, qui cherchent à oublier leur infortune dans les fêtes de la sexualité, sont pris au piège de l'épidémie.**

(Suite de la première page.)

Le SIDA, bien sûr, le poids de la méconnaissance, l'angoisse du SIDA. Une crainte diffuse, irrationnelle, morcelée. Anonyme aussi, car, pour les quatre millions de Kinsois, le mal, l'acte de toute information officielle, n'a toujours pas de nom. Des signes, donc, des soupçons, des croyances souvent enfantines. Le SIDA tout de même.

Ces derniers mois, Kin s'est remuée à l'écoute de ses explications rassurantes et de ses idées simples. « Radio-Trois » charrie désormais trop de récits de « décès inexplicables » pour garder encore l'oreille ouverte. La diarrhée, symptôme chronique de la dysenterie, intégrée à l'imaginaire zaïrois depuis que l'Afrique est l'Afrique, fait naître des craintes inédites. On se défie des filles minces qu'on avait hier parce qu'elles plaisaient aux Blancs. Les femmes redoutent de maigrir car, sans raison apparente, les hommes retrouvent du goût pour les formes enveloppées.

### Les confidences de la nuit

Des signes, des effets indolores, des questions. Les Kinsois ignorent toujours l'essentiel, à savoir, que 7 % d'entre eux, selon l'Organisation mondiale de la santé, sont vraisemblablement « porteurs sains du virus ». Les femmes, les hommes déclarés séropositifs quittent les laboratoires ou l'hôpital de Mama-Yemo sans être informés, dans la plupart des cas, de leur statut.

Mais ils sont nombreux à s'étonner de ces affichettes assurant dans les cliniques, que « les seringueurs sont stérilisés et à usage unique ». Les fonctionnaires se demandent pourquoi les membres du gouvernement profi-

lent d'un séjour à Paris pour subir le « test mystérieux » à l'hôpital Claude-Bernard.

Les « londoniennes » - prostituées des « boîtes à Blancs » - avaient pris leur congé, entre 1983 et 1984, à la première enquête épidémiologique réalisée au Zaïre. Contre une maladie ou le prix d'une nuit, certaines avaient accepté de subir un prélèvement sanguin. Résultats : 27 % sont séropositives. Elles figurent, dans leur majorité, mais ne savent pas le dire, plus pestiférées qu'avant dans la « cité noire ».

Elles créent par défi, obstinant, à la porte des hôtels, à exhiber comme une invite des préservatifs décolorés. L'une d'elles, âgée de seize ans, soulève son tee-shirt pour prouver de sa bonne santé. Toutes tentent avec maladresse de détourner les rumeurs du SIDA pour faire jouer la concurrence. « La maladie, c'est au Big Boss (une boîte), pas chez nous. Allez, venez ! » Mais entre deux plaisanteries salées, deux sourires à faire douter du SIDA, le cœur n'y est pas. Et quand, à la nuit avancée, l'une d'elles se met à parler, c'est pour faire le récit d'un décès de sept jours, celui de Fatou, leur amie disparue. On peut demander : « Tu crois que moi aussi je vais mourir ? »

Des signes, partout, dans toutes les conversations. Un infirmier raconte que ses amis refusaient de le croire lorsqu'il les mettait en garde. « Maintenant, ils reviennent discrètement le soir, chez moi, me poser des questions ».

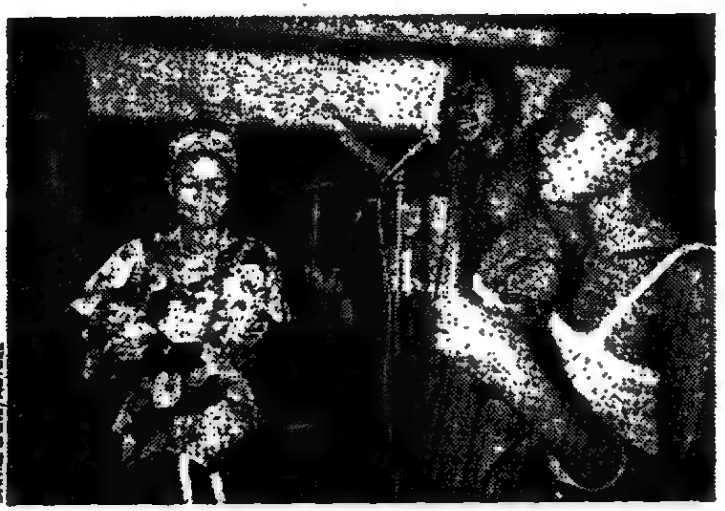
Des signes, encore - le maréchal-président Mobutu lui-même, bien involontairement, ajoute : « D'ici là, rien ne sera plus comme avant », avait déclaré le Guide à propos de tout autre chose lors du dernier remanie-

ment ministériel de septembre. Répété, chanté par des orchestres, scandé, cette phrase a pris, comme une inquiétante rengaine, la marque imprécise du SIDA.

Lentement, difficilement, en fin d'année 1986, on read sans l'avouer à l'évidence du mal. Plus rien à voir, en tout cas, avec le rejet brutal, l'éclat de rire

techniques zaïroises). Le mal avait sans doute traversé le fleuve, Salopie de fleuve.

Pendant qu'en secret le gouvernement zaïrois - le premier à réagir en Afrique - mettait sur pied, en 1984, le « projet SIDA », enquête à dominante épidémiologique confiée à des chercheurs surtout américains, sous l'égide de



« Kin », l'ignorance, retourne à son filon.

incrédule ou la vague de panique qui avait accueilli, il y a deux ans, les premières alarmes mondiales concernant le Zaïre.

Les intellectuels kinsois, voyant leur capitale désignée comme l'un des principaux foyers du virus, avaient, en 1984, crié au racisme. Le SIDA, par réaction, était en quelques jours « une saloperie transmise par les Blancs ». Français, Belges, Américains, ceux qui fréquentaient les « sidagros de la ville », se faisaient apostropher joyeusement : « Salut, Sida, ça va ? »

Puis, on parla des « parisiens », ces Zaïrois revenus de Miguel à l'Europe, musiciens, prostituées, « rois de la sape », contaminés peut-être à Paris ou à Bruxelles. On pensa bien sûr à Brazza, la ville rivale au bord du fleuve. Brazza qui fait la vie heureuse aux filles de Kin surnommées les JEE (assie-

l'OMS, - l'irrational s'empare de Kin.

### La mort, vieille compagne

La télévision explique très sérieusement que le SIDA est contenu dans des boîtes de conserve importées des pays riches. Pour rester sain, il suffit, conformément aux principes d'« authenticité » du mobutisme de « manger africain ». Il y a aussi l'histoire de cette femme venue de Brazza, de cette femme de mort, qui se présente à la porte des parcelles pour demander un verre d'eau. Des familles entières, parole de Kinsois, attrapèrent le SIDA après le départ de la jeunesse de sort. Très sérieusement encore, la télévision explique.

Alors, on décide d'en rire. On dansa la rumba, avec le musicien

Franco, l'air du « SIDA SIDA-HÉ ». Les étudiants inventèrent un nom définitif : ce mal impalpable, le « syndrome imaginaire pour décourager les amoureux ». Kin, folle d'ignorance, préféra retourner à ses fêtes. Traiter le mal par le mal, attendant, pour s'inquiéter vraiment, que « Papa Wemba », tête de file des jeunes chanteurs, chef coutumier de Matonge et grand consommateur de femmes, l'Eternel, mon-

tré les premiers signes de la maladie. « Si lui, le balseur, ne l'attrape pas, rien à craindre ». On n'est déjà moins en 1985. La peur avait déjà fait son chemin. Kin n'est plus une formidable « ville d'Églises » de sectes en tous genres. Les sorciers, les guérisseurs faisaient des affaires d'or. Kin s'est remuée au sujet de la famille. De tout façon, la mort, dans la ville, on en avait l'habitude. Les Kinsois ne s'en inquiètent pas, emportés par la grippe, la rougeole, le paludisme. Alors ? La malaria, en pleine recrudescence, ne frappe-t-elle pas plus que l'invisible SIDA ? Alors ?

Longtemps, même les diplomates européens masquèrent inconsciemment l'ampleur de l'épidémie derrière le retour, très réel, du paludisme. L'Afrique souffre de tous les maux, notait un conseiller étranger. Un de plus, un de moins... Pourquoi en faire une histoire ?

À l'évidence, on n'en fait toujours pas une histoire en 1989. Les équipes du « projet SIDA » de Mama-Yemo confirment par de nouvelles enquêtes le nombre alarmant des porteurs sains dans Kin. Les résultats sont publiés aux États-Unis. Pas au Zaïre. Le gouvernement hésite. Une campagne de prévention sous l'égide d'un comité national est prête, des dépliants déjà imprimés. L'information des Kinsois pourrait, selon l'un des responsables du comité, débuter durant les prochaines semaines. Les hôpitaux, les dispensaires, pourraient bientôt distribuer des préservatifs. Les « boîtes de sang destinées aux transfusions pourraient être enfin déscontaminées. Prochainement...

L'opinion publique, cependant, a partiellement rattrapé son retard sur ces scientifiques, politiques, et cachottiers. Le soupçon, à défaut du savoir, est partout présent dans la ville, car, comme le dit un officier supérieur : « La mort-SIDA frappe partout autour de soi ». Un seul nom parmi tant d'autres : celui du grand dramaturge Mikanza, ancien directeur du Théâtre national de Kinshasa. Sa belle-mère est morte en mai 1988 du SIDA. « C'était une femme jeune, de quarante-trois ans, dit-il. Elle vivait seule avec huit enfants à charge. Alors elle arrondissait, comme d'autres, ses fins de mois... »

### Le virus dans la danse

La belle-mère de Mikanza habitait Kikwit, une ville trop éloignée par la conquête de l'or des diamants du Kasai. « Une ville, donc, de beaucoup d'amour, de beaucoup de SIDA ». Un médecin ont informé le dramaturge de la nature du mal. Les proches l'ont déduit du silence de la gêne. Quelques voisins, « par peur des microbes », ont refusé que son cercueil, lors des obsèques, soit ouvert. Mais elle-même n'a jamais su.

Cette année, Mikanza a aussi perdu un cousin, un intellectuel, administrateur d'un conseil pédagogique. Lui aussi, officiellement, est mort dans l'ignorance. Mais, de fait, il est resté caché de longues semaines dans les locaux d'une secte. A se regarder maigrir. Les amis le dramaturge ont dû forcer la porte pour le faire transporter à l'hôpital. « Le SIDA nous inquiète d'autant plus par le silence imposé autour de

lui », dit Mikanza. Pourquoi se taire ?

Cette question, les médecins zaïrois la posent aussi. Que dire ? Kin peut supporter bien une population qui a placé dans la sexualité le moteur essentiel de sa vie. Mais modifier ses comportements physiques ? Qui pourrait en prendre la décision ?

Car Kin est une mégapole, une ville en érection, une ville qui se gonfle chaque année de milliers de Congolais, de Zambiens, d'Ougandais, de Sénégalais, de Grecs, de Libanais, de Portugais, etc., attirés par la perspective du plaisir que par l'argent. Une cité de la débrouille et de l'infidélité, la débrouille pour l'infidélité, malheureusement placée sur le chemin africain du virus (Burundi-Zambie-régions diamantifères du Zaïre) et qui, par sa mesure, sa frénésie de vie, constitue un immense groupe à haut risque.

Un grand risque, une précoce, comme principale prévention, le « retour à la tradition », version sexuelle de l'« authenticité mobutiste ». Une femme, un homme, des enfants...

Mais n'est-il déjà trop tard ? A Kin-Kiese, la plupart des enfants sont atteints.

### Mille pour un million

Selon un rapport récemment par les équipes du « projet SIDA » (1), l'incidence du SIDA à Kinshasa était de l'ordre de 550 à 1 000 cas par million d'habitants. Dans le tranche d'âge vingt-vingt-neuf ans, il y a près de trois fois plus de femmes atteintes que d'hommes. En revanche ce rapport s'inverse à partir de quarante ans, le SIDA étant à Kinshasa une maladie quasi exclusivement masculine à partir de soixante ans.

(1) Publié dans The Journal of the American Medical Association (numéro du 20 juin 1989).

« un deuxième, un troisième, un quatrième... », mais, dans la ville, on exhibe à Matonge mais qui trompent leurs partenaires en toute confiance. « Cela peut être n'importe quelle femme, dit un médecin, simple- ment obligée par la faiblesse de son salaire d'user un peu de ses charmes ». Etudiantes, employées, « londoniennes », mogando - c'est-à-dire qui ont le prix d'un retour en taxi, - dumba - prostituées de haut luxe, - Kin égrène une multitude complexe de femmes féminines ayant pour finalité amoureuse d'assurer le plaisir plus ou moins cher d'un mwanundu (grand bourgeois), d'un « chic-choc chèque » généreux, d'un universitaire ou d'un célibataire blanc. Délaissées, les mamas sortent de leur côté en compagnie de jeunes gigolos, les mwana nana (petits pousins).

Ce n'est pas du vice. Simple- ment la rencontre, heureuse hier, dramatique en ces temps de virus, du « mwanundu » bastion naturel- lement extraverti, « libéré », d'une ville-champignon qui croit avoir trouvé dans le sexe la seule alchimie de son avenir.

Kin, s'il lui fallait renoncer, prendrait sûrement très mal la chose. A preuve cette dernière histoire : un haut fonctionnaire atteint du SIDA laisse sa mort, pour tout dire, la liste de toutes les femmes mariées qu'il avait volontairement contaminées. « Tu comprends, raconte en riant une « londonienne », il voulait pas quitter seul le terrain de jeu ».

PHILIPPE BOGGIO.

## UN ENTRETIEN AVEC LE DOCTEUR JONATHAN MANN

## L'Afrique noire en danger de mort

Le docteur Jonathan Mann (Center for Disease Control d'Atlanta, États-Unis) est, depuis six mois, le directeur du programme SIDA pour l'Organisation mondiale de la santé. A ce titre, il coordonne l'ensemble des actions de l'OMS pour juguler la maladie.

GENÈVE  
de notre envoyé spécial

« Quelle est la situation en Afrique ? »

« L'épidémie touche aujourd'hui l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et certaines parties de l'Afrique australe. En Afrique de l'Ouest, on a découvert récemment un autre virus, le LAV 2, et la situation est un peu plus compliquée. Néanmoins, l'Afrique de l'Ouest est moins touchée par la maladie. Nous estimons qu'il y a aujourd'hui sur le continent entre deux millions et cinq millions de personnes infectées par le virus du SIDA. Il faut toutefois que vous sachiez que cette estimation est fondée sur les résultats d'enquêtes menées dans certaines villes, certaines campagnes, et qu'il est toujours difficile de les généraliser, de les étendre à l'ensemble des grandes populations hétérogènes de ce continent. »

« Comment pouvez-vous qualifier une telle situation ? »

« C'est très dramatique. Comprenez que, dans certaines villes, il y a 5 %, 10 % ou 15 % des personnes adultes, et apparemment bien portantes, qui sont infectées.

### Egalité des sexes

« Quand, dans un pays africain, vous perdez un médecin, un journaliste, un scientifique atteint du SIDA, vous avez perdu une ressource nationale. C'est un drame. Le SIDA fait peur en Afrique comme ailleurs. Mais il risque en outre de bouleverser les structures sociales et familiales qui sont à la base de la société africaine. »

« Pour un épidémiologiste, quelles sont les caractéristiques africaines de l'épidémie de SIDA ? »

« Une façon générale, les modes de transmission sont les mêmes en Afrique qu'ailleurs dans le monde. C'est la transmission sexuelle, la transmission par contact direct avec le sang infecté et la transmission périnatale entre mère et enfant. Il y a toutefois des différences très importantes dans tous ces domaines. Il y a en Afrique la transmission hétérosexuelle est prédominante. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a aucune transmission homo-

sexuelle. Cela explique qu'il y a une égalité entre les sexes, tant pour le nombre de cas cliniques que pour les séropositivités. Par ailleurs, il y a très peu de toxicomanes utilisant la voie intraveineuse en Afrique. Ce n'est pas l'échange des aiguilles ou des seringues non stériles qui est en cause, mais le fait qu'il y a beaucoup d'injections de médicaments faites avec du matériel qui n'est pas stérile. »

« Il y a en outre le problème aigu de la transfusion sanguine. Dans le monde occidental, il n'y a pratiquement plus de risques. En Afrique, comme il n'y a pas de dépistage dans les banques de sang, le risque est majeur. En Europe et aux États-Unis, le risque, qui était de un pour cent mille, a été considéré comme insupportable. En Afrique, il y a des régions où le risque est actuellement de un sur dix ! »

« En ce qui concerne la transmission mère-enfant, il y a peu de cas dans le monde occidental parce qu'il y a assez peu de femmes enceintes séropositives. En Afrique, dans certaines villes, 8 % à 10 % des femmes enceintes sont séropositives. C'est donc un problème beaucoup plus grave. »

« Selon vous, est-ce la somme de tous ces facteurs qui explique la progression de l'épidémie sur le continent, ou une certaine forme d'« hyper-sensibilité » évoquée par certaines observations ou par certains spécialistes de l'Afrique ? »

« L'un de nos grands problèmes, c'est le manque de renseignements fiables sur le comporte-

ment sexuel. Mais vous savez, nous avons le même problème avec le monde occidental. Le SIDA nous a permis de prendre la mesure de notre ignorance à l'égard des comportements sexuels dans l'espèce humaine. »

« On a également beaucoup parlé, pour l'Afrique, de rôle joué par les toxicomanes dans la transmission de la maladie. Qu'en est-il ? »

« Le professeur Luc Montagnier, de l'Institut Pasteur de Paris, a fait le point lors de la toute récente réunion de l'OMS à Genève. Il n'y a virologiquement pas de arguments. De plus, en termes épidémiologiques, comme l'a rappelé le professeur camerounais Lazare Kapte, il n'y a aucune preuve pour soutenir une telle hypothèse. Mais il faut toujours se souvenir que, scientifiquement, on ne peut pas prouver que quelque chose pourrait ne pas exister. »

« Quel est le rôle exact joué par les prostituées dans la transmission du SIDA en Afrique ? »

« Dans toutes les enquêtes que je connais, les prostituées ont, dans n'importe quel environnement, un niveau de séropositivité au moins trois à quatre fois plus élevé que celui trouvé dans une population comparable. Cela varie, de 27 % à Kinshasa jusqu'à près de 90 % pour les prostituées d'un niveau social très bas à Nairobi ou au Rwanda. »

JEAN-YVES NAU  
(Lire la suite page 12.)







# Culture

## MUSIQUES

« Le Château », d'André Laporte, à Bruxelles

### Les leçons de la Monnaie

Dans le palais Garnier, bruxellois entièrement rénové, la création d'un opéra d'après Kafka.

L'opéra d'après Kafka va pouvoir reprendre ses habitudes bruxelloises : fermé pour travaux pendant un an et demi, le Théâtre de la Monnaie s'est ouvert, métamorphosé, en novembre dernier. Et son directeur, Gérard Mortier, s'est bien d'y projeter une création, preuve de bonne santé morale et physique d'un établissement lyrique.

Impossible, a-t-on dit aux Parisiens, de faire un opéra moderne d'un théâtre à l'ancienne. Possible pourtant à la Monnaie, bête avant le palais Garnier, où l'on ne s'est pas contenté de changer les moquettes, de redorer les moulures et de ravailler la façade en portique néoclassique. Henri Oeschli, le directeur des services techniques, s'est incliné devant l'urgence d'une « intervention radicale » (1).

Une machinerie entièrement automatisée (mais encore maniable à la main, si besoin est) a été accochée, ainsi que le scène, à des pieux plantés dans le sol pour soulever les sections de bâtiment; l'édifice a été surélevé de 3 mètres, des salles de répétition et de rangement ont été logées dans les volumes ainsi libérés, sans que la Monnaie soit pour autant défigurée; l'effort financier a bien sûr été considérable (l'équivalent de 150 millions de francs français), et le budget, dans un pays en récession économique, plusieurs fois dépassé (le chiffre de 200% a été cité). Mais c'est aussi prouver sa vitalité, pour une institution culturelle, que de savoir forcer, pour la bonne cause, la main des argentiers; une qualité que l'on reconnaît à Rolf Liebermann, surpris de voir Gérard Mortier s'être fait connaître dans le métier.

Cette révision de tous les boulons n'a pas entraîné, dans ce Château, une débâcle de machineries compliquées. Pourtant, la réelle beauté du spectacle (mis en scène par Peter Mussbach dans des décors de Johannes Schütz), vient essentiellement de la mobilité de cadre de scène — un cube noir dont le chapeau tout entier se soulève, se fendille et bascule, comme à la terre elle-même s'ébranle — et d'éclairages transmutant l'architecture, semblables à plusieurs soleils bariolés placés.

Un grand lustre monte et descend au bout d'un fil; est-ce le plafond ou le sol qui a bougé? Une simple table, une vulgaire chaise, se transforme en objets oniriques, près de leur double, monstrueusement grand, comme dans *Alice au pays des merveilles*, qui est grand, qui est petit? Un homme au visage bûché, des villageois masqués, passent une porte sur le côté ou sont alignés derrière le cadre de scène; qui les envoie d'un autre monde? L'abstraction des volumes, l'anonymat des costumes, tout que le spectateur va droit à l'idée exprimée: métaphore d'une raison qui bascule, images d'un monde corré, décalé, désaxé.

Les « vrais » personnages sont, idéaux dans ce cadre instable, agités des gestes trop codés de la dépendance, de l'angoisse et de la cruauté. Qu'ils prononcent des phrases dont tout le poids est d'être sur le papier est un motard mal. Malheureusement, ils ne parlent, s'écourent et se voient contraints de manifester des sentiments que l'écrivain pragois — c'est bien son inquiétante étrangeté — s'est toujours efforcé d'éliminer de son écriture. La meilleure façon de retrouver Kafka — plusieurs metteurs en scène en ont déjà fait les frais — n'est évidemment pas de jouer ses textes. Moins encore de les chanter (2).

Facile de dénoncer la difficulté, sans la résoudre. André Laporte a mis en musique le texte du Château qui avait dialogué pour le théâtre Max Brod, l'ami intime de Kafka. Cette version donne une fin au roman inachevé, fait mourir l'arpenteur K., en trois actes, et lui accorde « une grâce tardive ». La mise en scène bruxelloise déjoue heureusement le piège de cette rédemption apocryphe et montre le héros bien vivant dans sa tombe, en train de rédiger une nouvelle supplique à l'intention des seigneurs du château.

Professeur au conservatoire, producteur à la radio, compositeur prolifique, André Laporte a nourri sa partition des connotations que lui a inspirées la biographie de Kafka, sa naissance, l'année même de la mort de Wagner, son intérêt pour Mahler, sa correspondance, la situation communautaire du Château et de Wozzeck. Ces savantes références passent un peu au-dessus de la tête de l'auditeur non informé; il se demande ce qui lui vaut d'abandonner d'abandonner de *Tristan et Isolde*, l'opéra surprise d'un

motif du Ring, d'une réplique de Wozzeck, et une atmosphère mahlienne bien marquée, surtout au premier acte, par des rythmes de vagues et des chansons à boire savamment développées.

L'extrême habileté de cette écriture composite est pourtant qu'elle s'approprie avec autant de naturel et de savoir-faire le vocabulaire « moderne » : mélodies de timbres, percussions variées, brèves séquences répétitives, bois de l'archet sur les cordes. Les dialogues passent, eux aussi, et avec autant de liberté, de la parole au schpœngel et de répliques haïves, comme dans Berg, à la large bouffe de la mélodie wagnérienne. Les lois du genre restent à trouver, on accepte tout à fait que le « grand opéra moderne » soit un croquet où se rejoignent, sans se heurter, les expériences instrumentales et lyriques des cent cinquante dernières années.

Dernière leçon de prof : la distribution, placée sous la direction très fine de Friedmann Leyer, réunit, y compris dans les rôles épisodiques, une grande poignée de chanteurs remarquables autour de Dale Duesing, arpenteur à la voix bouleversante, qui semble avoir chanté du Laporte de toute éternité.

ANNE REY.

\* Prochaines représentations : les 23, 26, 28 et 30 décembre.

(1) Dans une interview au *Monde de la musique*, de novembre.

(2) Mis en musique par Gottfried von Einem, le *Proces*, créé au Festival de Salzbourg en 1953, semble s'inspirer de la biographie de Kafka. Le *Colonel Redutsky* du compositeur polonais Jolana Brudnowicz, créé en 1972 à Tours, vient d'être redonné à Liège, et devrait venir prochainement à Bruxelles.

### L'Orchestre national de jazz

#### Le concert de l'adieu

Pour son concert d'adieu, l'Orchestre national de jazz 1986 a dû refuser une moitié de son public et subir une sonorisation traltesse.

Dans le Grand auditorium bondé de la Maison de la Radio régnait dimanche soir l'atmosphère des concerts mémorables (Keith Jarrett, Bill Evans, Carlisle Bley et bien d'autres). André Frœhlich, à l'initiative de cet Orchestre national de jazz, doit l'existence, ne se fait plus l'homme depuis belle lurette, comme on avait pris l'habitude du public des années 70, à sa manière bon enfant. Il tient quelques propos sibyllins dont ressort ceci : l'ONJ dirigé par François Jeammau est un très bon orchestre que ses statuts, qui sont ce qu'il y a de plus, condamne à la dissolution après un an d'activité, c'est peut-être dommage, tout le monde a

le cœur gros, sauf Antoine Hervé, le prochain chef — au fait, n'est-ce pas? Oui? Tant mieux! — mais enfin, c'est comme ça.

On comprend, après cela, que François Jeammau — qui a été publiquement ce qu'il pensait en définitive de ses statuts (1) — préfère ne rien annoncer et maintenir les moroses sans interruption, en une longue suite pour orchestre, presque constamment intéressante.

Il est vrai que cet orchestre de dix-neuf musiciens, subventionné à 50% par le ministère de la culture, est actuellement sans équivalent dans le monde. Seul lui est comparable le Vienna Art Orchestra, qui lui a d'ailleurs servi de modèle institutionnel, mais qui est une formation permanente plus réduite, dirigée par son initiateur, et dont l'Etat autrichien subventionne les tournées à l'étranger, y compris aux Etats-Unis. Ce qui lui a permis, en dix ans, de gagner une réputation internationale.

Il était naturel que l'idée d'un orchestre de jazz national naissse en Europe et s'y ancre sur la tradition des orchestres symphoniques d'Etat. Plus complexe est la question qui a voulu que le chef et les musiciens soient choisis chaque année. C'est été justifié pour un orchestre de répertoire, jouant Duke Ellington, Count Basie, Quincy Jones, etc. Mais c'est contraire à l'esprit du jazz, qui suppose la création, laquelle nécessite un minimum de continuité. Le débat reprendra certainement à l'issue de la deuxième année.

L'ONJ 1986 n'aura pas eu de chance. Venu par Jack Lang, il a été lancé, pour des raisons électorales, avant d'être prêt. L'accueil a été mitigé de la part du public, réservé du côté de la presse spécialisée, parfois franchement hostile du côté des professionnels qui contestaient les options modernistes de son premier chef.

L'orchestre a cependant réussi à vaincre les réticences par un indéniable et grandissant talent. Son concert en première partie de Miles Davis au Zénith, en novembre, a été un succès, malgré une sonorisation de hall de gare.

L'espoir était permis que, dans les bonnes conditions acoustiques d'un auditorium classique, l'ONJ fasse enfin entendre la richesse, les nuances, le relief de ses textures, telles qu'elles apparaissent en disque, avec la chaleur et le dynamisme du direct en plus. Hélas, pour d'obscures raisons, syndicales sans doute, le sonariste qui avait assuré la balance de la majorité des soixante-dix-neuf concerts donnés cette année par l'orchestre était remplacé, quoique présent, par un technicien de la radio qui devait depuis longtemps rêver de faire décoller un Airbus dans une chambre d'hôtel.

Le plaisir qu'on aurait pu prendre à suivre l'écriture nette, complexe et articulée avec énergie et précision par les sections dans la plupart des compositions a été compromis par l'aplatissement, la saturation, le déséquilibre des sons. Les contrastes s'y perdant, la monotonie s'est installée. A l'exception du guitariste Marc Ducret, du saxophoniste ténor Eric Barret et du tromboniste Denis Leloup, qui ont dramatisé leurs solos comme il convient pour capter l'attention, les solistes se sont laissés gagner par le sentiment qui dominait ce concert : celui du sabotage généralisé d'une entreprise trop tôt interrompue. Le public a réagi par une vive sympathie, mais l'enthousiasme n'y était pas.

MICHEL CONTAT.

(1) *Le Monde* du 5 novembre.  
\* Discographie : Orchestre national de jazz, direction François Jeammau, 26, Label Bleu 6503/4, distr. Harmonia Mundi.

### Disques rock à offrir

#### Fièvres synthétiques

Traditionnellement, chaque année, le monde du rock se réveille pour les fêtes.

A tout seigneur, tout honneur, l'homme qui restera comme le héros des années 80, celui qui a mobilisé la planète contre la famine en Afrique, Bob Geldof, sort simultanément une autobiographie (*Adios, c'est moi*), aux éditions Le P'tit aux clercs et un 33 tours (*Deep in the Heart of Nowhere*), chez Phonogram). Les deux ont en commun honnêteté et dignité. Pour sa première signature en solo, l'ancien chanteur des Boomtown Rats a trouvé Rupert Hine à la production et quelques compagnons de fortune, parmi lesquels Dave Stewart et Annie Lennox. Des chansons bien calibrées, entre le son d'aujourd'hui et les mélodies de toujours; des textes qui sortent lot, chantés d'une voix fragile et carresante.

De plus en plus proche des Beatles (époque Sgt. Peppers), le nouveau XTC (« Skyarking », chez Virgin) est un modèle de pureté baroque, de mélodies fûtées et d'arrangements casse-cou. Le psychédéisme taillé dans les racines celtiques, l'excéntrisme de l'inspiration, la maîtrise parfaite de l'interprétation (les harmonies vocales, le traitement des violons) font de ces Anglais mieux qu'un groupe phare, une institution de référence. Côté américain, tout aussi ingénieux sur un terrain différent (rock mûr, de rythm'n blues), les Talking Heads (auxquels ils ont souvent été comparés à leurs débuts) sont revenus à

une écriture plus ramassée, avec « True Stories » (chez Pathé-Marconi), qui est aussi la bande originale du premier film de David Byrne, leur leader.

Ceux qui voyaient encore en Frankie Goes to Hollywood un coup monté par leur producteur (Trevor Horn), leur second album (« Liverpool » chez Phonogram) prouve le contraire : un son époustouflant, une dynamique du feu de Dieu, dans des chansons qui dépassent toujours le format habituel. Rayon classique à-tous-les-coups-l'ong-gage, la nouvelle formule des Proclaimers (pour cause de succès successifs du guitariste et du chanteur), réunit

gistrer deux albums dans l'année : « King of America » chez RCA) et « Blood and Chocolate » (non distribué en France mais disponible en importation).

Stan Ridgway, l'ancien chanteur des Wall of Voodoo, s'est révélé son premier album solo (« The Big Heat », chez CBS) comme le nouveau monstre, façon Tom Waits, versant country and Western mêlé d'électronique. Billy Idol confirme le succès de son album précédent avec cette manière particulièrement détonnante qu'il a de jeter sa hargne sur des mélodies raffinées (« Whiplash Smile », chez Phonogram). De même, Paul Young récidive dans



Princes

de Chrissie Hynde, porte toujours, guitares en avant, la grille de la chanteuse, poignante et tout en rage (« Got Close » chez WEA). Plus distancée, tout en restant sauvage, Grace Jones laisse à la moultitude de producteurs Nile Rodgers ses tempos métronomiques et déflagrations synthétiques dont la chanson vedette « Je ne suis pas parfaite mais je suis parfaite pour toi » (« Inside Story », chez Pathé Marconi). De plus en plus mélodiques, les Stranglers livrent avec « Dream time » chez CBS, le plus abouti de leurs albums (neufième en date). Proche de Lou Reed, le timbre de Hugh Cornwell gagne en patine. Puissants, sophistiqués et toujours rock.

BAD, le groupe de Mick Jones (ex-Clash) poursuit la voie bouillonnante d'un rock galvanisé en funk, mêlé de rap et pimenté de bidouillages néo-industriels sur un second album (« No. 10, Upping St » chez CBS) traversé d'électricité cinglante et produit par Joe Strummer (ex-Clash). Loin d'être verbeux, comme le laisse supposer son titre (« Blah Blah Blah », chez Polydor), Iggy Pop tient peut-être enfin d'album du succès qui le sortira du statut gratifiant mais peu lucratif de légende vivante. Steve Jones, l'ancien guitariste des Sex Pistols, a composé avec lui l'essentiel des chansons. Foudroyant mais posé, son chant évoque étrangement celui de David Bowie, qui signe d'ailleurs la production. Elvis Costello a réussi quant à lui la performance d'enre-

le créneau chanteur de charme avec ses romances frissonnantes teintées de soul (« Between Two Fires », chez CBS).

Parmi les révélations, deux groupes laissent à penser qu'il faut d'ores et déjà compter avec eux : les Woodentops avec leur rockabilly techno, nerveux et fulgurant dans des mélodies (« Giant », chez Virgin). Les Homeasque, péchissent entre pop et rhythm'n blues sur des chansons qui ont la saveur expédivite des années 60 tout en servant de support à un discours militant (« London 4, Hull 0 », chez Phonogram).

Il est donc bien sûr (« Parade », WEA), Eurythmics (« Revenge », RCA), et Peter Gabriel (« So », chez Virgin) qui ont enregistré les albums les plus marquants de l'année.

ALAIN WAIS.

**L'ÉVÉNEMENT**  
**KIRI TE KANAWA**  
c'est le 24 décembre 1986

Avant  
ALBUM  
PREMIERE  
SUR RTL  
Pendant  
GRAND  
ÉCHIQUIER  
DE JACQUES  
CHANCEL  
SUR Antenne 2  
Après

KIRI TE KANAWA  
Les Aïrs du Grand Echiquier

Retrouvez Kiri Te Kanawa dans  
Les Aïrs du Grand Echiquier  
sur Compact Disc, Disque et Musicassette

DECCA

théâtre  
de  
gennevilliers

centre dramatique national

**U  
B  
U  
R  
O  
I**

d'Alfred Jarry  
mise en scène :  
Jean-Louis Houdon

47 93 26 30

du 19 décembre au 21 janvier

### EXPOSITIONS

#### Dale Chihuly : objets de verre

Les « Objets de verre », de l'Américain Dale Chihuly, semblent somnoler en état d'apesanteur, surgis du fond des mers, de la nuit des temps. Après avoir débüté à la fin des années 60 par des environnements de Glace et néon, Dale Chihuly a fait le voyage de Murano, chez les maîtres verriers italiens. Il s'est laissé captiver par l'instabilité de la matière en fusion. Ses objets, de véritables sculptures, évoquent des coquillages, des formes matricielles. Couleur et forme se fondent dans un même souffle. Le musée des arts décoratifs, à Paris, lui hom-

★ Jusqu'au 18 janvier.



## Culture

## THÉÂTRE

« Soleil », de Henri Mitton

## L'œil au beurre noir

Une pièce politique sauvée par deux acteurs exceptionnels

L'homme est retenu prisonnier dans un hôpital psychiatrique. Afin que son délire soit, une fois de plus, manifeste, un médecin l'interroge.

« Nous vivons dans le noir », dit l'homme. Le médecin n'apparaît plus. Depuis le jour où le pays a changé entièrement, tout nous a été enlevé : nos parents, notre langage, nos habitudes, nos familles. La ville elle-même n'est plus là, les édifices séculaires ont disparu.

Vous m'êtes mes forces en m'injectant vos drogues, dit l'homme, mais je garde ma présence d'esprit. Je m'échapperais, j'irai à la place centrale et, à travers la foule, je transformerai le monde. Si je prononce le mot « soleil », dois-je être tenu pour fou ?

Henri Mitton, l'auteur de la pièce soleil, ne fait pas dans la dentelle. Il va tout droit à l'une des situations les plus « fortes », comme de tous aujourd'hui — celle d'Anatoli Markovitch, parmi d'autres — et il la traite violemment.

Les œuvres de cette nature, c'est-à-dire les reproductions telles qu'elles sont, soulignent les vécus, les monstruosités politiques ou autres, soulignent, aussi bien au théâtre qu'en peinture, dans le roman, au cinéma, une difficulté d'ordre moral très délicate à cerner.

C'est que l'acte de toucher à des choses si graves demande un tact, une rigueur, une hauteur d'imagination, une délicatesse d'esprit. A défaut de cela, les meilleures intentions de l'« artiste » se retournent contre elles-mêmes. Il n'y a plus opposition,

résistance : il y a, si l'on peut dire, profit.

C'est ce que Serge Eisenstein, qui a eu à connaître de cette contradiction lorsqu'il a réalisé un film sur les sautes de la collectivisation agricole, a appelé le syndrome de l'œil au beurre noir. Si le coup de poing n'a pas les qualités obligatoires, il atteint, non pas l'adversaire, mais le boxeur lui-même.

Henri Mitton, qui a fait ses débuts dans une agence de publicité, qui y a peut-être appris à frapper vite, gros et fort, réussit, avec soleil, d'avoir les deux yeux pochés. Deux acteurs lui évitent ce désagrément.

Le premier est Pierre Clémenti, qui interprète l'homme prisonnier. Clémenti est un acteur très rare, très « pur », très habité, qui fait complètement disparaître le « faire semblant » de son art. Il fait penser aux « anges » de Rainer Maria Rilke. Il incarne un mystère vrai. Il transforme la boue en can pare.

Le second est Madeleine Renaud. Elle n'apparaît pas sur la scène. Nous avons seulement sa voix. Elle interprète une inconnue que l'homme enfermé rencontre dans la rue, une femme d'avant, qui a juste survécu, et qui, dans ce nouveau régime, a eu pour lot la solitude, le dénuement, la peur, peut-être l'alcool. Invisible, par le seul génie du jeu de sa voix, Madeleine Renaud fait « voir » la femme, elle fait connaître dans le secret de sa conscience. C'est d'une maîtrise, d'une force et d'une générosité d'imagination, supérieure, à quatre-vingt-dix ans. Madeleine Renaud semble réinventer l'art du théâtre. La pièce a été mise en scène par son fils, Jean-Pierre Grunval.

MICHEL CURNOT.

★ Road-Police, 18 h 30.

## COMMUNICATION

Après l'annonce du dépôt de bilan de l'Unité

## Les salariés de l'hebdomadaire demandent au PS « d'assumer ses responsabilités »

Le Parti socialiste perd son dernier organe de presse. L'Unité, le numéro 672 de l'hebdomadaire l'Unité, para vendredi dernier, n'aura pas eu suite : un récent bureau exécutif du PS a en effet décidé — à l'unanimité, selon une source syndicale — d'en arrêter la publication. Le dépôt de bilan sera prononcé fin décembre.

Les vingt et un salariés du titre ont estimé, dans un communiqué commun, que cette « décision intervient après des années de tergiversations et d'indifférence de la part du PS à l'égard de sa presse » et a indiqué qu'ils étaient « déterminés à faire respecter la totalité de leurs droits ». Vendredi 19 décembre, l'intersyndicale — qui regroupe la CFTD, le Syndicat national des journalistes (SNJ) et le SNJ-CGT — a rencontré le directeur de cabinet de M. Lionel Jospin. Le premier secrétaire du PS est en effet actionnaire de l'hebdomadaire aux côtés de MM. André Laignel, secrétaire national du PS chargé de la trésorerie, Claude Estier, sénateur PS de Paris et directeur de l'hebdo-

maire et de M. Nicole Chaillot, directrice de la publication et rédactrice en chef. Le personnel du journal a demandé au PS « d'assumer ses responsabilités à l'occasion du dépôt de bilan ». « Entre la date de celui-ci et le versement de l'indemnité », a-t-il déclaré, « il s'écoulera un temps assez long durant lequel nous ne vivrons pas de l'air du temps », indiquent les salariés, pour lesquels « le PS doit faire « soudure » entre ces deux dates, en leur « avançant » la suite d'une réunion entre M. Claude Estier et le personnel du journal, le 23 décembre, le principe de cette « soudure » serait acquis.

Les difficultés de l'Unité, créée en 1972 et qui diffuse quotidiennement 40 000 exemplaires, sont notamment liées à l'érosion des abonnements. À la fin de l'année, depuis le 16 novembre, le refus de la direction de verser leur treizième mois aux salariés avait déclenché un premier conflit (le Monde du 13 novembre). Toutefois, aucune information concernant la situation financière de l'hebdomadaire ne leur aurait été donnée depuis.

Y.-M.L.

## M. Rupert Murdoch cherche à contrôler le plus puissant quotidien anglais de Hongkong

M. Rupert Murdoch, président du groupe de presse international News Corporation, vient de lancer une offre pour le South China Morning Post, situé à Hongkong, un groupe de presse réputé parmi les plus prospères au monde et évalué à plus de 300 millions de dollars américains.

M. Murdoch voudrait en acquérir 18,9 % des parts, lesquelles, jointes au paquet d'actions achetées il y a un mois (le Monde du 11 novembre), lui assureraient le contrôle du groupe. Cette nouvelle offre suit de l'OPA lancée par M. Murdoch sur l'un des trois plus gros groupes multimédias australiens, le Herald and Weekly Times de Melbourne (le Monde du 10 décembre).

« Pour M. Jacques Saint-Cricq, une réforme du statut de l'AFP est « inévitable ». — Dans une interview au journal le Croix, M. Jacques Saint-Cricq, président du directeur de la Nouvelle République du Centre-Ouest et administrateur depuis 1978 de l'Agence France Presse, estime que « la structure du conseil d'administration (de l'agence) n'est pas représentative de la réalité de son fonctionnement. Le rôle de base d'un conseil d'administration est que les forces économiques qui tiennent les rênes d'une société soient également en position dominante au sein de son conseil ». Or, remarque M. Saint-Cricq, c'est l'Etat qui, depuis des années, permet à l'agence de vivre, alors que la presse y est majoritaire au conseil d'administration.

## DIGRESSIONS par Bernard Frank

## Loin de Pasqua !

## 1 En Australie

Ma maison d'édition préférée, je vous en ai parlé, est Le Dilettante (11, rue Barrault, Paris 13<sup>e</sup>), dont les livres, quand le tirage n'est pas épuisé, sont en vente dans les bonnes librairies. Mais la vôtre n'a pas forcément démerdé si elle ne possède pas sur ses étagères l'un des quatorze ou quinze titres déjà publiés. C'est que ces livres ne sont tirés qu'à un nombre restreint d'exemplaires : 333, le plus souvent 666 et dans les grandes occasions 999 ! Autant dire que en ces jours de fête, ils peuvent vous tirer une fameuse épine du pied. Ils sont plaisants à regarder. Pas encombrants du tout : entre trente et soixante pages. Et à la portée de toutes les bourses. Ils n'ont pas ce défaut presque rédhibitoire des ouvrages rares : à force de craindre de les abîmer ou de les salir, on n'ose pas les toucher, les lire moins encore. Enfin, ce qui fait pour moi le charme de cette petite maison c'est que les textes qu'elle propose avec tant de modestie ne sont pas en tout point admirables ni indispensables : on aurait très bien pu s'en passer ! Et comme la lecture semble légère, facile, quand elle laisse choir les prix d'automne, les matières obligatoires, les œuvres nécessaires à la compréhension de notre temps !

Je ne suis pas sûr d'aimer si fort tous les auteurs que Le Dilettante a rassemblés, comme ça, à doses homéopathiques, ils m'ont paru tous supportables. Parmi les derniers ouvrages publiés, j'ai remarqué l'envers d'un journal d'Australie. Cousse, c'est son Journal d'Australie. Cousse va jouer là-bas une de ses pièces et assister à la première d'une autre. Ce se passe entre la vendredi 16 novembre 1984 et le samedi 8 décembre de la même année. C'est fou ce que Le Dilettante convient à Cousse. A son talent, à sa façon d'être. Cousse est un écrivain rude qui ne mêche pas ses mots, ni sa façon de voir les choses. Un cœur gros de haine et de pitié. Quelqu'un ne soit pas dans le manuel de littérature contemporaine, pourtant peu bacheliers et qui prédisent volontiers une politique « portes ouvertes » faute de jugement, Cousse est un auteur assez connu en France et à l'étranger (ce qui est rare) pour sa Stratégie pour deux jembes (Flammarion 1978, j'ai lu, 1985) et pour d'autres romans qu'il a adaptés pour la scène et joués lui-même.

Son dernier livre/pamphlet « A bas le critique et vive le Québec libre ! (Rupture, 1984), par son sujet exprimé avec clarté, avait attiré l'attention du milieu qu'il mettait en cause et aurait eu même plus de résonance si des problèmes d'intendance n'avaient pas gâché sa diffusion. Au Dilettante, avec un tirage de 666 exemplaires dont 33 numérotés sur vergé de 120 grammes, Cousse n'a plus à se poser de telles questions. D'autant qu'il a un vrai sens du terme, et qu'il n'a pas toujours le public de son rôle. Cousse, grâce à la librairie de la rue Barrault, se métamorphose démocratiquement en écrivain pour le happy few ».

Etant passé par là, mais mon régime était plus jockey que celui de Cousse — de mon temps on ne dépassait pas le 333 — je peux vous affirmer que c'est une sensation grisante pour un écrivain de pouvoir répondre au fâcheux amical qui lui demande un exemplaire : « Mais je n'en ai plus. » — « Où puis-je en trouver ? » — « Je n'en sais rien. Nulle part, je le crains ! » Le bonheur serait complet si, avec un tel tirage, on était invité chez Pivrot ou chez Garin. Et pour peu que l'on ait été sur le petit écran, drôle comme Monory, convaincant comme Davakout et beau comme... (j'ai juré de ne pas le nommer), on peut imaginer des scènes d'émeute devant les rares librairies possédant votre livre. Un marché noir aussi d'occu que sous l'Occupation où, dit-on, l'autant en emporte le vent et le Mousson se vendait presque plus cher que le kilo de beurre et la douzaine d'œufs. Comme

la plupart de ses confrères, Cousse a des défauts (il est parfois pesant, sentencieux), qui sont l'envers de ses qualités (une grande force, une drôlerie de bougon), mais ici, au Dilettante, on n'a pas le temps d'en souffrir. Tout va vite. J'ai aimé par exemple : « Sud de l'Inde. Rivière aux larges méandres, deltas, montagnes creusées par les lignes de crêtes courtes des himalayens. On dirait une carte en papier mâché grandeur nature. » Je préfère ne pas songer à ce que tant d'écrivains poseurs auraient fait de ce paysage.

Quand Cousse est interviewé par le principal quotidien australien, voici ce que ça donne : « Le journaliste est une nèce de Murdoch. (M. Murdoch est le super-héros de la presse anglo-saxonne.) Elle ne peut me poser une question sans me tripoter la main, le bras, et même le genou quand le bécot se fait pressant. Elle me triture ainsi jusqu'à ce qu'elle ait obtenu une réponse qui la satisfait. Au début, je me penchais timidement pour un traitement de faveur. Renseignement pris, elle se comporte ainsi avec tout le monde. »

## 2 Le canton de Vitoux

Par Cousse, vous pourrez suivre le filaire. Les morts : Boye, Vialette, Maurice Raphaël, etc. ; les très jeunes : Alain Bonnard (Les jembes d'Emilie ne mènent à rien que je vous recommande), Marc-Edouard Nabe (Chacun son goût), qui sera un écrivain quand il cessera de prendre des poses devant un objectif qui ne le fixe pas, et d'autres, les confirmés, Patrick Thévion (Une incantation alimentaire), les promoteurs : Jean-Pierre Martinet (Ceux qui n'en mènent pas large), qui publie également un roman à la Table ronde, et les érudits, qui sont parfois des morts (comme Gadenne et Paul Lafarge avec sa Légende de Victor Hugo).

A la réflexion, on peut dire qu'il y a deux façons de traiter l'œuvre d'un auteur : celle de « La Piéde », qui nous en livre la totalité, celle du Dilettante, qui nous en présente un échantillon pour nous donner l'envie d'en savoir davantage. Avant la fin de l'année, j'ai été content de recevoir coup sur coup huit autres poèmes de Frédéric Vitoux (Rivière nouvelle, La Souff, collection « Fiction et C » 78 F). Ce ne sont pas vraiment des nouvelles. Elles ne sont pas assez tendues, parfaites, pour l'appellation. Et d'ailleurs Vitoux est le premier à s'en douter, qui écrit dans sa présentation en quatrième de couverture : « Nouvelles » ou plutôt « histoires brèves », par analogie avec les short stories anglo-saxons ? Non, ce ne sont pas des histoires brèves. Il le dit d'ailleurs, ce que c'est : « J'ai eu envie de raconter des histoires, rien que des histoires (...) telles des photos de magazines ou de vieilles cartes postales aux teintes pastel, qui débordent les unes sur les autres. » A la fin, il avoue tout : « Comme si je pouvais, pour une fois, écrire imprudemment. » Je vois ce qu'il veut dire, qu'il se sent de tout. D'un ami disparu, le Dr Tourley, d'un fait divers qui a fait scandale en 1970 après les grandes incendies qui avaient ravagé le Var par deux fois (en juillet et en septembre) et où était impliqué le frère d'un député de la majorité, amateur de vodka, du WYK (le Whisky Yatch Club) de Sainte-Maxime où, au début des années 60, lorsque Vitoux n'était qu'un adolescent timide, nous allions fêter de tagline au jambon de Parme, après quelques parties de bowling que rendaient supportables d'innombrables whiskeys-sour, et aussi bien des joyeux pingouins de Sainte-Maxime.

Ecrire imprudemment ? Frédéric Vitoux, n'échappait pas pour une fois au péché mignon des originaires du Midi, se vante un peu ! La titre, Rivière, et l'allusion à Fitzgerald ne sont pas ce qu'il y a de plus évident dans

ce petit livre si délicieusement farci. Si ne l'avait pas déjà employé pour l'un de ses premiers romans, écrits par Gallinard, c'est à Cartes postales qui aurait mieux convenu. A la rigueur, Chroniques du Var. Mais déjà le Var, c'est presque trop vaste pour délimiter cet étroit canton où Vitoux nous fait humer ses souvenirs imaginaires. Certaines personnes penseraient que Fin de saison au Palazzo Pedrotti (Souff) était plus romanesque que Rivière, qu'un amour de chat (Ballard) ou si me semble désormais que Roger est en Italie (Aches Sud) étaient, eux, des récits plus achevés. Et pourquoi pas ? Ce qu'il y a de certain avec Vitoux, ce qui en fait un bon écrivain, c'est qu'il a su intégrer la déception à son talent. Les attachées de presse qui guettent nos pauvres phrases pour les accrocher pas les placards publicitaires ne trouvent rien à dire, encore à se capotter le son, vous avez été choisis pour reprendre, en main les chaînes de télévision, ces radios qui seraient truffées de nouveaux esprits. Le nouveau pouvoir n'ayant toujours pas débarrassé de ses prédispositions, lui-même, n'aurait pas compris les fameuses leçons du passé : en démocratie, loin de gagner les élections avec des chaînes que l'on croit droles, on cherche la médiane qui est l'un des sentiments les plus communément admis.

## 3 A l'attention de M. Han

On me dit, monsieur, que vous passez bien, que vos sympathies politiques vont vers le RPR, que, ainsi que vos confrères (Contaminé, Roland Faure, etc.) récemment déçus par cette hypothétique commission, vous n'avez pas encore à se capotter le son, vous avez été choisis pour reprendre, en main les chaînes de télévision, ces radios qui seraient truffées de nouveaux esprits. Le nouveau pouvoir n'ayant toujours pas débarrassé de ses prédispositions, lui-même, n'aurait pas compris les fameuses leçons du passé : en démocratie, loin de gagner les élections avec des chaînes que l'on croit droles, on cherche la médiane qui est l'un des sentiments les plus communément admis.

Avant même le chômage et les difficultés économiques, c'est d'abord l'absence de télévision que l'Etat de grâce s'est quelque peu perdu dans les sables. L'écoulement, l'entraîneur à l'heure des informations — pas sur votre chaîne. — M. Philippe Séguin, qui ne passe pas pour le plus sympathique des ministres de la nouvelle coalition, défendait son élection sur l'engagement de ne pas, de travail, se délecter au noir Remington qu'il est de l'habileté de son gouvernement, qui avait su — sommes-nous fâchés ? — contourner astucieusement le refus présidentiel, et je me disais : Comment cet homme aux mille tours ne s'aperçoit-il pas qu'en occupant si mesquinement l'écran, il a fait de bémol l'information ? Il dérange sans conviction ce que nous avons de plus sacré : nos habitudes.

Ce démontre sinistrement l'air de porter l'uniforme. Et le fait qu'un opposant ait été interviewé après lui ne faisait qu'accrocher notre malaise : c'est comme si la télévision était revenue vingt ans en arrière et dans ce qu'elle avait de plus comestible : l'information. Mais ce n'est pas pour ça que je m'adresse à vous, monsieur Han. J'ai une faveur à vous demander, et il vous sera beaucoup pardonné si vous me l'accordez. Par exemple, j'aimerais mon papier le samedi après-midi et le dimanche. Prenez une décision révolutionnaire : programmez l'admirable cycle Laispère, le samedi à 20 h 35. J'aime beaucoup Mickey. Je l'écoute chaque semaine. Mais le Disney Channel a peut-être bien passé entre 15 heures et 17 heures. Si quelques personnes de mon genre peuvent voir, écouter des chefs-d'œuvre ce samedi en général d'été, vous aurez plus fait pour la culture que MM. Guy, Lang et Léotard réunis, pour ne pas remonter au défilé !

C.G.

## Comédie-Française

L'assemblée générale des comédiens-français s'est tenue le 22 décembre. Ancien nouveau sociétaire n'a été désigné. Claude Winter a été élu « doyen ».

Yvonne Gaudem, après quarante ans de maison, Luchino, Michel et Jacques Destoop, après vingt ans, ont demandé leur mise à la retraite et demeurant « sociétaires honoraires » ainsi que Denise Guace, qui est partie en cours d'année.

Plusieurs pensionnaires, dont on ne connaît pas encore les noms, se verront par leur contrat reconduits. De nouveaux engagements sont en

## NOTES

## « Jumping Jack Flash » de Peter Marshall

Dans Color Purple, Whoopi Goldberg a fait pleurer le monde entier à la demande de Steven Spielberg. Mais c'est une marrante. Une clownesse tressée, une voix grasse, une rière dévastatrice, un vocabulaire à faire frémir. C'est d'ailleurs le vocabulaire qui fait l'essentiel du comique dans le film de Peter Marshall, Jumping Jack Flash, vaudville/ordinateur, dans lequel Whoopi Goldberg, employée de banque, entame un flirt télématique avec un espion anglais en difficulté chez les Soviétiques.

Il y a quelques gags visuels, l'effet détonant de la grande Whoopi, fagotée comme une trave, arrivant à l'ambassade de Grande-Bretagne pour le bal de la reine ou chez Elizabeth Arden, mais entre-temps ça

traîne. Personne ne participe à l'histoire, elle est trop ficelée gros, surtout à la fin, quand Whoopi découvre enfin qui est Jack et que l'on aperçoit le très fragile et déjà fatigué Jonathan Pryce.

## COLETTE GODARD. Les créateurs de mode

C'est un Italien, Sergio Milioni, qui a reçu le prix de la quatrième Concours international des jeunes créateurs, organisé par Air France, le journal japonais Yomiuri Shimbun, les marques Seiko et Brother, soit une bourse pour étudier un an à Paris, un voyage, une machine à coudre.

Quatre-vingts candidats de huit pays ont donc concouru (la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Japon, la Hongrie, les Etats-Unis,

l'Allemagne fédérale, l'Italie). Une première sélection a désigné huit lauréats, dix par pays. Leurs robes ont défilé devant un jury de professionnels et en présence de la secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, M<sup>me</sup> Nicole Châtel, « reine d'une petite robe sage et sans âge ».

Sur le podium, la tendance était nettement au noir, avec un peu de blanc, peu ou pas de couleurs, quelques strass et paillettes — peu appréciées semble-t-il — chez les Français, des effets de découpe en relief, des superpositions de court et de long, du transformisme.

La robe de Milioni est faite de pans bouillonnés, noirs, recourbés en anses, accrochés au buste et qui se défont pour former des volants à partir des hanches, tandis que le col haut, en miroirs, se défile, se pose en toque sur la tête. C'est drôle et même élégant. Un prix spécial a été attribué à Kerstin Ebert, laurée

d'Allemagne fédérale, pour une robe de jersey glissant, dans un gris foncé mais chaud, qui donne envie de toucher.

DEMAIN ON VOLE CHARLIE SPENCER !







## Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Mardi 23 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20.35 **Fénelon** : Le rite de Caïn. Dernier épisode : Les vivants et les morts.
- 21.35 **Théâtre** : La répétition ou l'amour pur. Pièce de Jean Anouilh, mise en scène Bernard Murat, réal. Yannick André.
- 22.55 **Série** : Avec Amy Duprey, Emmanuelle Béart, Pierre Arditi, Claude Brasseur, Nicole Jamet. Enregistrée au Théâtre Édouard VII.
- 0.10 **Journal**
- 0.25 **Destinations futures**

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20.35 **Mardi cinéma** : **Léopard** ■ Film français de Jean-Claude Sussfeld (1983), avec Claude Brasseur, Dominique Marais, Weyers, Nini Crepon, Max Mégy.
- 23.15 **Journal**

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20.35 **Cinéma** : **Superman II** ■ Film américain de Richard Donner (1983), avec Christopher Reeve, Richard Pryor, Jackie Cooper.
- 23.05 **Journal**

## CANAL PLUS

- 20.35 **Les trépassés** : 20.35 **Cinéma** : **Frankenstein Junior** ■ Film de Mel Brooks (1974). 22.15 **Flash d'informations**. 22.25 **Cinéma** : **Fureur apache** ■ Film de Robert Aldrich (1972, v.o.). 0.00 **Cinéma** : **Malgré et l'affaire Saint-Florent** ■ Film de Jean Delannoy (1959). 1.40 **Documentaire**

## LA « 5 »

- 20.00 **Rugby**, en direct de Toulouse. 21.55 **Série** : **Supercopter**. 22.55 **Série** : **Mike Hammer**. 23.45 **Série** : **Les Grands**. 0.45 **Série** : **Supercopter**. 1.40 **Série** : **Mike Hammer**. 2.35 **Série** : **Les Grands**.

## TV 6

- 20.30 **Cinéma** : **Chariot** ■ Film de Stanley Donen (1963). 0.10 **Tonit**.

## FRANCE-CULTURE

- 20.30 **Le journal du corps**. Émission spéciale : Le handicap à l'épreuve : les lieux où vivre.
- 21.30 **Musique** : **Diagonales**. Avec Charles Couture.
- 22.30 **Nuits magiques**. La nuit et le moment ; Les brigands.
- 0.10 **De jour en lendemain**.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 **Concert** (en direct de la salle Pleyel). La chœur-sœur, opéra en trois actes, de Johann Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. Marc Janssens ; chef des chœurs : Alain Boullé ; chef de chant : Monique Faubon ; 1<sup>er</sup> violon : Jacques Fraz ; 2<sup>es</sup> violons : Cheryl Studer, Kristina Laki, Hanna Schwarz, Marie-Thérèse Keller, Christel Bladin, Stephen Dickson, Helmut Bergmann, David Wilson-Johnson, Karlheinz Merker, Karlheinz Merker.
- 23.00 **Concert** (en direct de la salle Pleyel). La chœur-sœur, opéra en trois actes, de Johann Strauss, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les Chœurs de Radio-France, dir. Marc Janssens ; chef des chœurs : Alain Boullé ; chef de chant : Monique Faubon ; 1<sup>er</sup> violon : Jacques Fraz ; 2<sup>es</sup> violons : Cheryl Studer, Kristina Laki, Hanna Schwarz, Marie-Thérèse Keller, Christel Bladin, Stephen Dickson, Helmut Bergmann, David Wilson-Johnson, Karlheinz Merker, Karlheinz Merker.

## Mercredi 24 décembre

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 13.50 **Cinéma** : **La petite maison dans la prairie**.
- 14.40 **Croque-vivants**. Les luttes autour du père Noël ; Magie-Noël ; Dans une maison variée ; dans un monde.
- 16.30 **Variétés** : **Le mystère voyage** ■ Marie-Rose. Première partie. Spectacle musical de Jean-Jacques Debout. Avec Chantal Goya.
- 17.25 **Fénelon** : **Le mystère voyage**.
- 18.25 **Mini-journal** pour les jeunes.
- 18.40 **La vie des Botes**.
- 19.10 **Fénelon** : **Santa Barbara**.
- 19.40 **Croque-vivants**.
- 19.55 **Tirage du Téo-O-Tao**.
- 20.00 **Journal**.
- 20.30 **Tirage du Loto**.
- 20.35 **Variétés** : **Noël au cœur**. Troisième du soir. Émission de Jean-Claude Narcy. En direct du Palais des congrès. Avec Pierre Bachelet, Daniel Guichard, Michèle Torr, Gérard Lenormand, Carlos, Laurent Voulzy, Chantal Goya, Dorothy et Jacky, Pierre Perret.
- 21.35 **Variétés** : **Apocalypse ansée**. Un show Pierre Richard dans les saïges.
- 22.35 **Journal**.
- 23.55 **Messe de minuit**. En direct et en Eurovision de l'abbaye de Saint-Maurice (Valais).

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 13.50 **Cinéma** : **Nemo** ■ Film franco-anglais d'Armand Seligman (1986). Avec Seth Kibbe, Jason Connery, Mathilda May. Un petit garçon port en rêve dans un pays inconnu, rencontre la princesse de Yonderland et la capitale Nemo. Un très ambitieux, les souvenirs d'une bande dessinée américaine au début du siècle à un hommage à Jules Verne et à Lewis Carroll.
- 17.40 **Téléfilm** : **Réa**.
- 18.05 **Série** : **Ma sorcière bien-aimée**.
- 18.30 **Magazine** : **C'est la vie**.
- 18.50 **Jeu** : **Des chiffres et des lettres**.
- 19.10 **Documentaire** : **Le monde de la nuit**. Réalisation de l'opération lancée le 16 décembre pour l'enfance malheureuse.
- 20.00 **Journal**.
- 20.35 **Téléfilm** : **Les étonnements d'un couple moderne**. De Jean-Claude Carrière, réal. Pierre Boutron. Avec Dominique Serrin, Jean Carmet, Judith Magre.
- 22.00 **Journal**.
- 23.55 **Messe de minuit**. En direct et en Eurovision de l'abbaye de Saint-Maurice (Valais).

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 13.55 **Petit à petit passionnément**.
- 14.00 **Grâce à la musique** : **Vivendi**.
- 14.30 **Fénelon** : **Deux ans de vacances**.
- 17.00 **Mickey**, Donald et compagnie.
- 18.15 **Jour de l'information** (et 19.35).
- 19.15 **Actualités régionales**.
- 19.55 **Dessin animé** : **Les entrecroisés**.
- 20.35 **Variétés** : **Tous en piste**. Avec Danielle Mitterrand, Jacky Quart, Jean-Pierre Mader, Rondo Veneziano, Rita Zaral.
- 20.35 **Contes** : **La divine sœur de papa**. Quatre contes, d'après Maryse Wolinski : **Le fœtus**, **Ricardo Sisto**, **XR 315** gardien de la pla-

- 21.35 **Téléfilm** : **Le monde de Sébastien**. De Francis Ford Coppola. Avec J. Bonie, M. P. M. R. K. S. F. M.
- 22.30 **Journal**.
- 22.55 **Magazine** : **Thalassa**.
- 23.40 **Journal**.

## CANAL PLUS

- 14.00 **Cinéma** : **1639 Catch en folie**. 17.25 **Série** : **Le Vamp**. 18.00 **Flash d'informations**. 18.05 **Variétés** : **Le monde de Sébastien**. 18.15 **Jeu** : **Les chiffres et des lettres**. 18.45 **Top 50**. 19.15 **Zénith**. 19.55 **Flash d'informations**. 20.05 **Starlight**. 20.30 **Les trépassés**. 21.00 **Cinéma** : **Frankenstein Junior** ■ Film de Mel Brooks (1974). 22.15 **Flash d'informations**. 22.25 **Cinéma** : **Fureur apache** ■ Film de Robert Aldrich (1972, v.o.). 0.00 **Cinéma** : **Malgré et l'affaire Saint-Florent** ■ Film de Jean Delannoy (1959). 1.40 **Documentaire**

## LA « 5 »

- 13.40 **Série** : **Ripôle**. 14.30 **Mike Hammer**. 15.30 **Supercopter**. 16.20 **Série** : **Chips**. 17.15 **Série** : **Sheriff**, fais-moi peur. 18.10 **Série** : **K 2000**. 19.05 **Série** : **Happy days**. 19.35 **Série** : **Star trek**. 20.30 **Téléfilm** : **SOS-Père Noël**. 22.20 **Téléfilm** : **Un vrai petit ange**. 0.15 **Série** : **Les Grands**. 1.15 **Série** : **Mike Hammer**. 2.40 **Série** : **Les Grands**.

## TV 6

- 17.00 **Tonit**. 17.00 **Système 6**. 18.50 **NRI 6**. 19.40 **Série** : **Max la Menace**. 20.10 **Fénelon** : **Le temps des copains**. 20.30 **Série** : **La blonde et moi** ■ Film de Frank Tashila (1956) (v.o.).

## FRANCE-CULTURE

- 20.00 **Noël de Méditerranée aux Caraïbes**. Vaste panorama de la tradition de Noël aux Caraïbes. Échos de Noël de la région du sud de l'Europe : Athènes, Rome, Lisbonne.
- 21.30 **Musique** : **Le sacre d'Alceste** ou les chansons retrouvées, de Lewis Carroll.
- 22.30 **Nuits magiques**. La nuit et le moment ; Les brigands.
- 0.00 **Messe de minuit** à la cathédrale de Metz.
- 1.15 **Noël aux chœurs**.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 **Concert** (donné le 11 juin à Saint-Sébastien). Jephthé, oratorio de Händel, par les Musiciens du Louvre, Ensemble vocal François Herr (dir. François Herr) et les chœurs d'enfants Les petits anges, dir. Marc Minkowski ; sol. : William Knott, ténor ; Gloria Baidotti, mezzo-soprano ; Isabelle Pouletier, soprano ; Henri Ledroit, haute-contre ; Michael George, basse ; Jill Feldman, soprano.
- 23.55 **Les soirées de France-Musique** : à 24.00, **Nuit cosmique**. Trois étapes de musique vivante au cours de la nuit : **Gospel** pour Noël ; **Noël** par Jean Boyer sur l'orgue de Chambéry ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op. 17), **Messiaen** (Regard du silence), **Stockhausen** (Klavierstück n° 9) et **Scarlatti** (Vers la flamme, op. 72) ; **Voyages dans les États et empires de la lune et du soleil** : œuvres de Janacek, Dufour, Rimsky-Korsakov, Sukkhanov ; **Ensemble** de Luzzati et Luzzati ; **Schumann** (Fantaisie pour piano en ut majeur, op

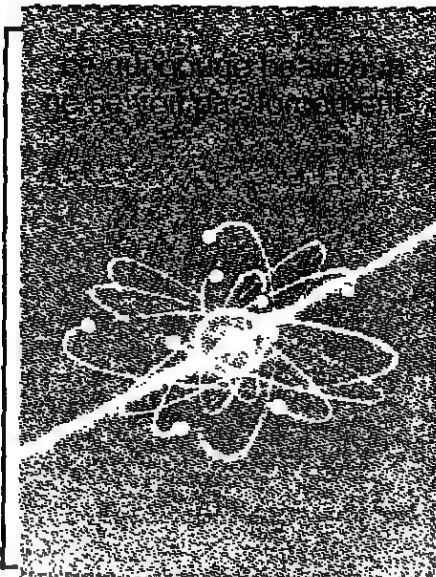






صحة من الامم

## SECTEURS DE POINTE



### coordonnez, animez notre service technique (sûreté nucléaire)

Nous sommes le spécialiste mondial pour la maîtrise de l'énergie électrique, un des grands constructeurs européens pour l'appareillage haute et basse tension. Dans leur recherche permanente du top niveau, les 5000 ingénieurs et cadres de Merlin Gerin travaillent tant en électrotechnique, électronique, informatique qu'en automatique. Nous avons acquis cette sagesse, la discipline, propre à ceux qui gagnent en équipe et couvrent à l'image de ces électrons autour d'un projet commun. Aujourd'hui nous recherchons un ingénieur responsable d'un service technique de 100 ingénieurs et techniciens de haut niveau travaillant dans le domaine de l'électronique de sûreté. Votre mission sera triple :

- supervision et coordination des études,
- management et animation de l'équipe,
- gestion prospective du portefeuille technologique.

Pour ce poste à très hautes responsabilités nous recherchons un ingénieur diplômé de grande école (Supélec, Télécom...) avec option automatique, ayant une solide expérience en électronique et informatique industrielles.

Ce sont vos qualités humaines qui feront la différence pour réussir dans un environnement privilégié de dialogue. Agé d'au moins 35 ans, vous aimez grande rigueur, sens stratégique et qualités reconnues d'animateur et de meneur d'hommes. L'anglais est bien sûr indispensable. Rejoignez la réussite discrète de Merlin Gerin et découvrez des procédures de recrutement qui insistent sur la compétence et du dialogue.

Nous vous remercions de nous adresser votre candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et présentons pour la relève de l'entreprise C.R. Merlin Gerin - Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - 38050 GRENOBLE Cedex.

En soutien de l'énergie électrique



Pour devenir un des leaders mondiaux de  
**L'INSTRUMENTATION RF ET HYPERFREQUENCES**  
sur le marché en forte croissance des  
Télécommunications, Radars, Satellites,  
une entreprise française, filiale d'un groupe international recherche des

### INGENIEURS D'ETUDES et CHEFS DE PROJET

Responsables du développement d'un produit, de l'analyse du cahier des charges à la mise en production :

- choix techniques (5 ou 18 GHz, IEEE, 32 bits, HYBRIDES, YIG, ASGA)
- prix de revient
- conduite d'équipes d'ingénieurs et techniciens.

Vous êtes ingénieur diplômé, débutez ou quelques années d'expérience sur postes vous intéressent, prenez contact en téléphonant à Michèle GUINETON - 30.51.29.72 ou envoyez votre candidature sous référence 63833 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre.

## L'envergure d'un manager pour que les grands comptes s'envolent

NCR FRANCE, 4<sup>ème</sup> constructeur mondial d'informatique propose la gamme la plus large du marché du mini au gros système. Aujourd'hui NCR affirme sa volonté de mettre le fruit de ses innovations au service des Grands Comptes. Assurer l'encadrement d'une équipe d'ingénieurs commerciaux, organiser la pénétration du marché et développer l'activité Grands Comptes sont les principales responsabilités du professionnel de la fonction qui saura rapidement atteindre des objectifs significatifs. Manager, leader, homme de communication, vous avez une formation supérieure et bien sûr une expérience commerciale Grands Comptes de plusieurs années. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. Le poste est basé Tour Neptune à Paris-La Défense. Adressez votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions sous référence 2767 à Francis ETIENNE, Service Recrutement, NCR, Tour Neptune, 20 place de Seine, Cedex 20, 92086 Paris-La Défense.

**NCR**



Groupe de 9000 personnes - 35 milliards de CA, recherche dans le cadre de la forte expansion des

### CHEF DE PROJET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (réf. M1)

Expérience minimum de 3 ans en Assembleur - Pascal - Moniteur temps réel multi-tâches multi-utilisateurs et automates (MG, SMC, TE, etc...)

### INGENIEURS D'AFFAIRES

Expérience exigée de 3 ans minimum dans la conduite d'affaires sur le plan technique (études, travaux, mises en service), commercial, financier et humain dans les domaines suivants :

- UN POSTE EN INSTRUMENTATION** (réf. M2)
- UN POSTE EN AUTOMATISMES ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE** (réf. M3)

### INGENIEUR D'AFFAIRES (réf. M4)

Expérience en électrotechnique. Expérience exigée de 3 ans minimum dans la conduite d'affaires sur le plan technique (études, travaux, mises en service), commercial, financier et humain de travaux d'électricité dans les secteurs industriel et tertiaire. Adressez votre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant expressément la référence du poste choisi à Monsieur Michel VINCENT - L'Entreprise Industrielle - BP 6419 - 69413 LYON CEDEX 06.

## Télécommunications et réseaux militaires : vos talents commerciaux pour la France et l'export.

Participez à l'expansion de la Direction Commerciale de TRT dans les domaines des télécommunications et des réseaux militaires. Ingénieurs technico-commerciaux, vous développerez en France et à l'export, des Radiocommunications militaires ou des Réseaux. Vous avez une expérience technique d'environ 10 ans dans ces domaines : VHF/UHF/HF ou commutation de données et réseaux. Une formation commerciale complémentaire vous sera assurée si nécessaire. Les postes sont à pourvoir à Paris 13<sup>ème</sup>.

Merci d'adresser votre candidature à TRT, Direction du Personnel, 5, Rueumart 92350 Le Plessis-Robinson.

**TRT** L'une des premières sociétés françaises d'électronique professionnelle.

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION  
pour développement en  
**ÉLECTRONIQUE**  
**1 INGENIEUR D'ETUDE**  
pour développement cartes  
analogiques et digitales à  
microprocesseurs  
expérience souhaitée :  
2 ans minimum  
BANQUE EST  
Mettre d'adresse C.V.  
PHOTO & PRÉTENTIONS  
sur les MULLER & C<sup>ie</sup>  
2, avenue de la Trinité  
B.P. 25 - 77600 CHelles.

BETUNE SETAME  
recherche  
pour St-Quentin-en-Yvelines

**INGENIEUR  
HYDROLICHIEN**  
GRANDE ÉCOLE

4/5 ans d'expérience en  
alimentation, eau potable  
et assainissement urbain  
Anglais, micro-informatique  
et logiciel Auto-Cad  
indispensables  
Envoyer C.V., photo et prêt.  
à SETUR SETAM  
2, rue Stephenson  
78181 St-Quentin-en-Yvelines.

## CHEFS de PROJETS EXPERIMENTES

- Vous avez une très bonne pratique du BANCAL
  - Vous avez envie de participer à la Gestion d'une SSIL... et aussi à ses résultats
  - Nous sommes une SSIL spécialisée en informatique bancaire et financière, axée sur un service de haute qualité !
- Si vous pensez que nos projets se renouvellent, et si vous "parlez" MERISE, laissez-nous vos expériences et en adressant votre dossier sous réf. CPM :
- 21, rue de Paradis - 75010 PARIS

**QUALIPLUS**  
METHODE ET BANQUE

### Le Groupement des Autorités Responsables de Transport

Association nationale des élus locaux  
responsables des transports publics

recherche

### DOCUMENTALISTE

Chargé(e) au sein d'une équipe pluridisciplinaire d'organiser la documentation pour l'association et ses adhérents, et de participer à l'animation d'un réseau de collecte et de traitement de données pour un système d'information sur les transports.

Adressez votre manuscrite, CV, photo et prétentions à  
M. le Président du GART, 77, bd de Montparnasse,  
75006 PARIS

AVANT LE 10 JANVIER 1987.

### Gabinet d'Expertise Comptable d'Implantation Nationale

recherche  
pour son bureau de Paris-Dé

### UN ASSISTANT CONFIRMÉ (H.F.)

243 ans d'expérience  
École de Commerce ou MSTCF ou DECS

Prérez d'adresser C.V., photo et prétentions  
à M. LE MONDE PUBLICITE  
11, rue de Montessy, Paris-7<sup>e</sup>.

**GRENOBLE**  
**CABINETS DENTAIRES**  
**MUTUALISTES**  
**CHERCHENT JANVIER 87**  
**PRATICIENS**

Thèses 5 ans mini-experience/  
statut salarié - Avantages  
sociaux - temps plein  
mi-temps

Adr. C.V. à M. le Directeur  
UMG 8 - 12, rue D'Alsace  
38028 GRENOBLE CEDEX

**JEUNE BUREAU D'ETUDE**  
**EXPORT**  
**RECHERCHE**  
**SECRETAIRE**  
**ADMINISTRATIVE**

**DYNAMIQUE - MOTIVÉE**  
**POSTE RESIDENTIEL**  
**EXPERIENCE 5 ANS MINIM.**  
**BON NIVEAU**  
**SECONDE LANGUE**  
Envoyer votre manuscrite +  
C.V. + photo  
sous le n° 6.240  
**LE MONDE PUBLICITE**  
8, rue de Montessy, Paris-7<sup>e</sup>

### BANQUE SUD INGENIEURS

- aérodynamique ;
  - turbo-machine ;
  - combustion thermique ;
  - mécanique ;
- pour étude ou étude  
avec contact sur pro-  
grammes informatiques.  
Formation école d'ingénieurs  
Exp. souhaitée : 1 à 2 ans  
de présenter QUALITRA  
84, rue ST-LAZARE  
Escalier D, r.-de-ch.  
Téléphone : 42-55-59-74.

**STÉ DE GESTION**  
**IMMOBILIERE**  
recherche pour  
**AGENCE PROXIE BANQUE**  
**GESTIONNAIRE**  
**D'IMMOBILIERES**

en copropriété, une  
bonne connaissance des tra-  
vaux de maintenance des  
immeubles

Tenue administrative générale  
Ecrite avec C.V. et prêt à  
LTA-S (réf. 154) 35, rue de  
l'Arade, Paris-6<sup>e</sup>.

Recherchez cadre commercial  
introduit ventes, dérivés pétro-  
chimiques, en outre, salaires  
importants

Téléphone : 47-38-25-26.

### DEMANDES D'EMPLOIS

Recht. adm. H. 34 ans, DECS,  
disc., temps partiel ou part.  
Téléphone : 40-06-18-50.

Jeune couple sérieux cherche à  
louer studio Paris 12<sup>e</sup> ou 13<sup>e</sup>  
ou environs. 2.500 F charges  
correspondantes

Ecrire sous le n° 6537  
poste 214, M<sup>re</sup> MACÉ

### ANIMATEUR DE VACATION

Possibilité de vacances  
(110 ans)

### PRODUITS FRAIS

attels à une connaissance cer-  
tain de tous les circuits GMS,  
recherche dans une société  
véritable à taille humaine re-  
sponsabilité des ventes France,  
dans une équipe de direction  
délégue d'élaborer un pro-  
fessionnel de la vente à sa struc-  
ture de production.

Ecrire sous le n° 6537  
poste 214, M<sup>re</sup> MACÉ

## - L'IMMOBILIER -

### appartements ventes

**15<sup>e</sup> arrdt**  
MONTFARVILLE. Vrai As-  
saut + 3 chambres en duplex  
Sud. 2 bns au vis-à-vis.  
APPELÉ PARIS. 2.120.000 F.  
42-22-61-55.

**18<sup>e</sup> arrdt**  
AVENUE JACOT - 64 m<sup>2</sup> - 4  
chbr., 12 ch. 72 m<sup>2</sup> r.-de-ch.  
790.000 F. 42-55-18-00.

**apptement  
meublé**  
Recherche 2 à 4 P. Paris  
15<sup>e</sup> arrdt RIVE GAUCHE  
avec ou sans travail  
PARCEC chez nous  
42-73-20-07, même 7<sup>e</sup> arrdt.

**Paris**  
**MONDIAL MERCURE**  
recherche 2 à 4 P.  
pour clientèle étrangère  
APPELÉ DE STANBING  
pour Ambassade et Société  
S'adr. : SERVICE ACQUIS.  
Tél. : 42-55-28-15.

**SERVICE AMBASSADE**  
Pour cadres mutés Paris  
recherche de STUDIO ou 5 P.  
LOYERS GARANTIS par l'Etat  
ou AMBASSADE. 42-55-18-00.

**immobilier  
information**  
**AGENCE NOTUELLE**  
**IMMOBILIERE**  
**L'ENTREPRISE NO 3-TYPE II**

Des honoraires moins chers  
200 % en moyenne !  
Une gamme de prix de  
loyers INTEGRALE à  
UNIQUE.

Toutes transactions  
immobilières :  
achats, ventes, locations  
gestion locative, etc.

**L'AMI**  
Ouvrez une NOUVELLE  
AGENCE A PARIS  
22, rue d'Aumale, 75008  
Téléphone : 40-16-00-00

Pour Ventes ou Achats  
Maison - Appartement  
Château - Propriété  
Terrain - Commerce  
sur toute la France -  
LABRANDE  
8, rue de Châtelet, 75017 Paris  
Tél. (19-3) 40-54-08-08.

### bureaux

**Locations**  
**DOMICILIATIONS**  
Foyer des Hautes Alpes  
Constitution de Société  
Tél. Secrétaire  
Téléphone : 40-55-18-12.

**VOTRE SIEGE SOCIAL**  
**DOMICILIATIONS**  
SARL - RC - RM  
Constitutions de Société  
Déclaration et tous services  
Prestations téléphoniques  
43-55-17-50.

Votre siège commercial ou  
**SIEGE SOCIAL**  
Bureaux, secrétariat, tél. sec.  
**CONSTITUTION STES**  
Prix compétitifs. Offres rapides  
**ASPAC 42-93-60-58 +**

**BUREAUX ÉQUIPÉS**  
de 15 à 100 m<sup>2</sup> - STANDARDS  
**OUVERT 24 H SUR 24**  
Loc. courte ou longue durée  
Tous services : Tél., télécopie,  
téléc. restaurant, parking  
secrétaire, etc. personnel  
**ACTE 43-80-90-10.**

**DOMICIL. DEPUIS 50**  
RUE ST-HONORE (CONCORD)  
RUE CHATELAIN 15<sup>e</sup>  
21 bis, RUE DE TOUL  
CONSTITUT. SAIL. 2.000 F HT  
INTER-DOM. Tél. 43-40-58-50.

**DOMICIL. CCIALE-9**  
Tél. Secrétaire, Bureaux  
**AGECO 42-94-95-28**  
(STATIONNEMENT AISEL)

**viagers**  
ÉTOILE, près avenue Carnot  
2 P. 12 ch. 60.000 ans +  
3700 F. Coudé 72/00 ans  
Viagers F. Cuz 42-55-18-00.

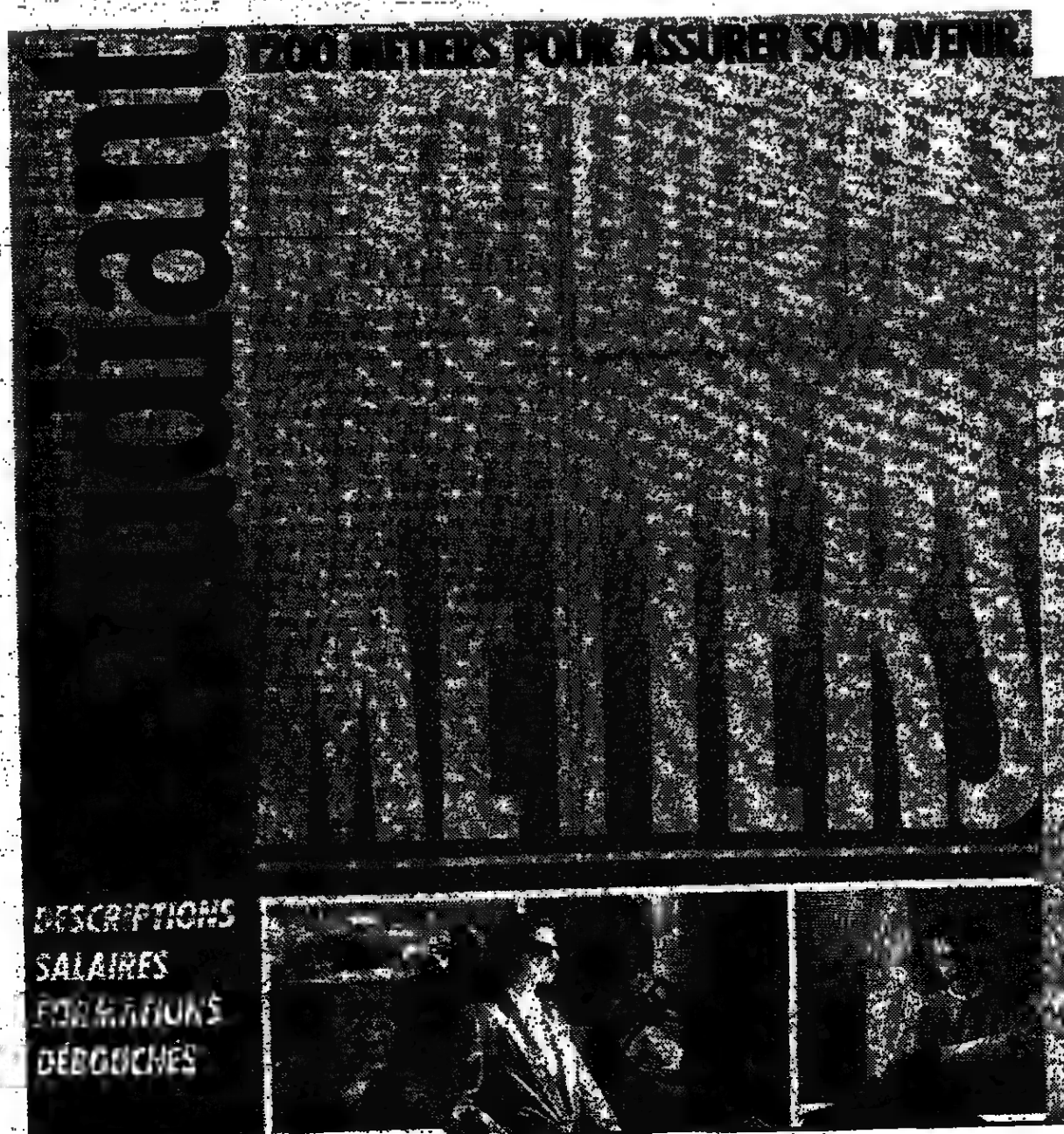
**AV. BUESNES RARE**  
3 P., occupé 75 ans. 528.000  
3 P., occupé 75 ans. 528.000  
Téléphone : 45-54-28-66.

17<sup>e</sup> - 2 P., 12 ch. 72.000 F  
+ 1.500 mans. occ. 78 ans  
Viagers F. Cuz 42-55-18-00.

**maisons  
de campagne**  
BULLION 75  
Vallée de Chevreuse  
Urgent : exceptionnel  
vente maison rurale, en parcs  
sur terrain 2.000 m<sup>2</sup>  
boisé, 4 pièces, cuis., véranda  
s. de bns, m.-c., granit.  
dépendance, cour. Prix :  
680.000 F. Poss. arrangement.  
Téléphone : 30-41-30-16.



# A FORCE DE FAIRE CROIRE QU'UN PETIT BOULOT C'EST UN METIER, ON VOUS DIRA QUE LE CHOMAGE C'EST DES VACANCES.



Un million de jeunes au chômage, 25 % d'une tranche d'âge et deux fois plus qu'en Allemagne. Quel gâchis !

Et pourtant, on oublie toujours qu'entre la formation et l'emploi, il y a le choix d'un métier. Le « Guide des Métiers » de l'Etudiant vient combler ce vide, en faisant connaître les métiers, il ouvre les « champs du possible » en matière d'emploi.

Car le gâchis, ce n'est pas qu'un jeune ne puisse pas faire certains métiers, c'est qu'il ignore que sa formation, ses goûts, ses capacités lui donnent la possibilité de les faire.

A ce stade, le gâchis collectif peut devenir drame individuel...

A tout cela, il n'y a qu'une solution : l'information, le reste n'étant que palliatif ou gadget.

Cette information est un devoir pour tous : centres de formation, entreprises, pouvoirs publics, médias, etc., ceux qui voudront s'y soustraire porteront une lourde responsabilité.

**1 200 METIERS POUR  
ASSURER SON AVENIR.  
300 PAGES - 49 F  
EN VENTE PARTOUT.**



سكنا من الامم

# Economie

## A TRAVERS LES ENTREPRISES

### Les pastilles Valda passent sous contrôle américain

Valda, entreprise nationale, devenue célèbre par ses fameuses pastilles contre la toux, cette affaire familiale, créée en 1902 à Paris, vient d'être rachetée par la firme américaine Sterling Drug (12,2 milliards de francs environ de chiffre d'affaires), troisième fabricant mondial d'acide acétylsalicylique (aspirine) avec une production de 7 000 tonnes/an.

Soucieuse de renforcer sa présence en Europe de l'Ouest, Sterling Drug a, pour faire bonne mesure, pris aussi le contrôle des laboratoires Furt, société bordelaise spécialisée dans la fabrication de laxatifs à base de fruits (marques Tamarine et Colarine). La PDG de Sterling Drug, M. John Pietruski, a refusé tout net de révéler le prix de ces acquisitions. Ensemble, Valda et Furt réalisent quelque 200 millions de francs de chiffre d'affaires. Outre intérêts français, Valda possède une filiale en Italie.

### Paribas : résultats en forte hausse

A quelques semaines de sa privatisation, la Compagnie financière de Paribas publie pour la première fois ses résultats semestriels consolidés. Ceux-ci font ressortir, pour les six premiers mois de 1986, un résultat net consolidé de « part du groupe » de 929 millions de francs, contre 1 354 millions pour l'ensemble de 1985.

La forte progression du résultat provient surtout des plus-values de cession. Le bénéfice net total du groupe (intérêts minoritaires inclus) qui s'élève à 1 518 millions de francs se décompose en 1 119 millions de francs de résultat des opérations en 1985 (2 225 pour l'année 1985) et 749 millions de résultat des opérations en capital (502 millions en 1985).

Par ailleurs, le ministère de l'économie a décidé que la part du capital de la Compagnie destinée à la souscription d'un bloc de contrôle serait de 18 %, et non de 20 % comme envisagé initialement. Les

candidats à participer à ce bloc ont 6 janvier pour connaître.

### Générale Sucrière : redressement confirmé

Saint-Louis-Bouchon, dont l'offre publique d'échange sur le groupe Lesieur a pris fin le 22 décembre (l'issue ne sera connue que le 22 janvier), confirme le spectaculaire redressement de sa filiale, la Générale Sucrière, numéro deux du sucre français. Pour l'exercice 1985-1986 clos en septembre, le résultat net s'élève à 123 millions de francs contre une perte de 7,3 millions. Les ventes de sucre ont progressé de 10 %, et surtout le coût de l'énergie s'est réduit (179 millions contre 247 millions). Les effectifs ont diminué de plus de six cents personnes pour atteindre deux mille cinq cents personnes en 1985. En revanche, Royal Champignon, autre filiale du groupe, aura un déficit, qualifié d'accidentel par les dirigeants de Saint-Louis-Bouchon, de 20 à 30 millions de francs, contre un bénéfice de 19,2 millions en 1985.

## AFFAIRES

### Les visées de Bouygues sur Spie Batignolles

Je te tiens, tu me tiens...

La partie de bras de fer que se livrent depuis des mois Francis Bouygues et le groupe Schneider, le premier pour accroître son emprise sur Spie Batignolles, le second pour en garder le contrôle effectif, a atteint son paroxysme le lundi 22 décembre.

Ce jour-là, M. Georges de Buffevant, PDG de Spie, avait convoqué une assemblée générale extraordinaire avec, à l'ordre du jour, sept résolutions de nature financière et juridique, apparemment classiques, puisqu'il s'agissait d'autoriser le conseil d'administration à faire passer le capital social de 240 millions à 1 milliard de francs au maximum, d'émettre des obligations remboursables en actions et des obligations de bons de souscription d'actions. Le conseil demandait aussi à l'assemblée que les actions détenues depuis plus de quatre ans par la même personne bénéficient d'un droit de vote double.

Comme on pouvait s'y attendre, les porteurs de parts représentant les intérêts de Bouygues à l'assemblée générale, par le biais de M. René Angereau, vice-président, se sont mis en travers des desseins des dirigeants de Spie. Ils ont voté contre les quatre premières résolutions les plus importantes (augmentation de capital, droit de vote double) et donné leur accord aux trois autres plus anodines. Ils ont toutefois fait connaître leur volonté d'apporter à Spie une collaboration active pour la prospérité des affaires sociales, espérant que « l'avenir permettra d'organiser une Spie et Bouygues une collaboration ».

Les dispositions soumises à l'assemblée étaient destinées officiellement à donner à la société les moyens de faire face à des évolutions stratégiques, mais plus immédiatement à contraindre ce que chez Spie on appelle l'agression du groupe Bouygues. Le magnat du bâtiment et des travaux publics (avec un chiffre d'affaires consolidé de 45,8 milliards en 1986, après le rachat de la SCREG et 440 millions de francs de résultat net) a, en effet, acquis en Bourse depuis deux ans, en dépensant plus de 800 millions de francs, un nombre de titres tel qu'il possède presque 34 % de Spie, Schneider en contrôlant un peu plus de 60 %.

Schneider a trouvé le procédé plus qu'inlégal de la part d'un concurrent, certes, mais néanmoins confrère. Spie Batignolles, en effet, se développe dans quatre grands secteurs d'activité : électricité et nucléaire ; pétrole et canalisation ; ingénierie industrielle et chimique ; et, enfin, génie civil, travaux publics et bâtiment, dans lequel il se heurte à la concurrence d'autres grands, comme SAE, Dumez, GTM et, bien sûr, Bouygues (1).

Bouygues est dans une passe ; même avec 34 % du capital, il ne peut imposer un administrateur au conseil d'administration, explique précisément le président de ce conseil, M. de Buffevant. Ses seuls droits sont ceux d'un actionnaire. On lui appliquera toute la loi, mais rien que la loi.

Il est donc. Mais si Bouygues est dans une impasse, Spie Batignolles

lui-même est en position difficile, car toutes les décisions importantes de cette société sont désormais bloquées. Toute modification des statuts, par exemple les droits de vote doubles, et toute augmentation de capital à l'avenir doivent être décidées à la majorité des deux tiers. Or Bouygues, avec 34 %, peut les contraindre totalement. Autrement dit, chacun des deux « adversaires » tient l'autre.

### « Schneider » à les moyens

M. Didier Pinaud-Valencienne, PDG de Schneider SA, s'est montré toutefois très confiant à l'issue de l'assemblée générale : « Nous avons de multiples façons de continuer à mener, contre nous les souhaits, la stratégie de l'entreprise et, par exemple, pourquoi pas, en augmentant les moyens financiers des filiales de Spie. La preuve est faite, en tout cas, que Bouygues ne veut pas souscrire à des augmentations de capital chez Spie, alors qu'il a eu recours à cette formule pour sa propre entreprise ».

Début octobre, M. Pinaud-Valencienne avait tenu, en écrivant à chacun des quelque trente-deux mille salariés de Spie, à les rassurer : « Sachez que le groupe Schneider, grâce à sa restructuration en cours et à la puissance de ses nouveaux chantiers, a les moyens de défendre Spie Batignolles contre toute agression extérieure et qu'il en a la ferme détermination ».

Avec Jean-Louis Schneider et Martin Gécin, Spie Batignolles est en effet l'un des fleurons industriels du groupe Schneider. 1986 s'est terminée sur un résultat net de quelque 150 millions, légèrement supérieur à celui de l'année précédente, et un chiffre d'affaires de 18,5 milliards. « Et ce, relève M. de Buffevant, en dépit de trois éléments négatifs qui ont pesé sur nos comptes : une perte de quelque 160 millions de notre

filiale Speichim, notamment sur une usine d'éthanol en Louisiane, le coût social d'importantes réductions d'effectifs, des difficultés dans plusieurs filiales étrangères, par exemple en Australie où il a fallu se désengager ou qu'il a fallu mettre en sommeil ».

En 1987, M. de Buffevant ne prévoit pas de restructuration profonde du groupe, mais il sera évidemment attentif aux éventuelles regroupements, voire fusions qui vont agiter le secteur des travaux publics. Globalement, la part du chiffre d'affaires réalisés en France (50 % actuellement) sera tendancieusement accrue, non seulement à cause de la réduction du nombre des grands contrats à l'étranger peu à peu remplacés par davantage d'affaires moyennes de 100 millions à 200 millions de francs, mais aussi d'un recentrage volontaire vers le cœur de métier : développement de la promotion immobilière en bordure de mer et la montagne, réalisation de parcs aquatiques de loisirs, création d'un département immobilier tertiaire avec la construction de bureaux dans les grandes technologies ou dans les parcs d'affaires de technologie.

En ce qui concerne l'étranger, 1986 s'est terminée sur une note optimiste, puisque en association avec des Japonais, Spie a obtenu le contrat de la raffinerie de pétrole de Port-Harcourt en Nigeria (4,5 milliards de francs, dont 2,2 milliards pour l'entreprise française). C'est ainsi avec des partenaires japonais qu'elle avait décroché le gazoduc indien (1 700 kilomètres), il y a quelques mois.

FRANÇOIS GROBICHARD et FRANÇOIS RENARD.

(1) Sur certains chantiers, Bouygues et Spie sont non pas concurrents mais associés. C'est le cas notamment de celui sur le Maréchal.

Nous sommes là pour que l'efficacité de vos employés n'augmente pas seulement quand vous leur dites bonjour.



Sans stimulation, un homme n'utilise que 15 % de son cerveau et de ses capacités. Motiver les hommes se fait naturellement dans les petites équipes. Dans les grandes équipes cela demande diagnostic et stratégie pointus. Depuis plus de 10 ans Bernard Krief en France et E.F. MacDonald aux Etats-Unis d'une recherche approfondie sur la motivation des hommes au travail. Les résultats sont étonnants. Par exemple, ces recherches démontrent qu'il n'y a aucune corrélation entre la satisfaction des employés et leur motivation au travail. On peut être insatisfait mais très motivé comme on peut être satisfait mais peu

motivé. Alors qu'est-ce qui motive ? Les consultants Bernard Krief Motivation vous le diront et plus particulièrement en fonction de votre plan de marketing ou de ressources humaines. La réussite de vos opérations de stimulation sera immédiate et complète car vous bénéficierez aussi des services d'une équipe pluridisciplinaire et expérimentée. Pour prendre rendez-vous avec l'un de nos consultants ou recevoir notre dossier "La motivation et les motivations", appelez Betty au : 45.44.38.29. PS : Si vos collaborateurs sont déjà un modèle d'efficacité, tant mieux ! Ils pourront encore plus facilement progresser.

BERNARD KRIEF MOTIVATION

### Accord des Douze sur les aides à la construction navale

BRUXELLES  
Communauté européenne  
de notre correspondant

Les ministres de l'Industrie de la CEE sont convenus, le 22 décembre, de limiter les aides à la construction navale à 20 % du prix de revient pour les petits navires et à 25 % pour les grands bâtiments. La nouvelle réglementation européenne, valable pour les quatre prochaines années, ne s'appliquera pas à l'Espagne et au Portugal en raison de leur récente entrée dans le Marché commun.

« Les chantiers français devront mieux démontrer leur compétitivité », a déclaré M. Alain Madelin à l'issue des travaux des Douze. Le ministre français a expliqué que la réglementation communautaire manifeste la volonté de la Communauté d'assurer la « transparence » des subventions.

Selon M. Madelin, les dispositions arrêtées empêcheront à l'avenir tout incident du genre de celui qui a permis à l'entreprise italienne Fincaueri de « souffler » récemment à Alstom Atlantique la commande d'un paquebot destiné à une compagnie américaine. En cas de différend, la Commission de Bruxelles pourra être saisie et trancher grâce aux mesures arrêtées lundi.

Les « plafonds » fixés par les Douze incluent toutes les formes d'aides à la construction, y compris celles consenties aux armateurs. Le taux de 20 % — qui concerne essentiellement la concurrence entre chantiers européens — vise les bateaux d'un prix inférieur à 6 millions d'ECU (42 millions de francs). Le pourcentage de 25 % a été fixé par rapport à la compétition féroce que font à l'Europe les chantiers japonais et sud-coréens dans la construction de grands navires.

MARCEL SCOTTO.

### AGRICULTURE

La CEE manque une occasion de dégonfler ses stocks de beurre. — Parce qu'elle est en panne de crédits, la Communauté européenne a dû repousser, lundi 21 décembre, les adjudications pour la vente de 200 000 tonnes de beurre de plus de deux ans à l'URSS. Les restitutions (aides) demandées par les négociants (181,45 ECU par 100 kg) n'étaient pas exceptionnellement élevées. Mais le total représentait une charge pour le budget de la CEE de 363 millions d'ECU (autour de 2,8 milliards de francs). En outre, il aurait fallu inscrire une perte en valeur de stocks considérable. Malgré la dérogation accordée par le GATT (accord sur les tarifs douaniers et le commerce), la CEE n'a expédié jusqu'à présent que 137 500 tonnes de beurre au-dessous du cours mondial, à l'URSS précisément. A Bruxelles, on indique qu'il ne s'agit dans ce cas de 200 000 tonnes que d'un problème de trésorerie, et qu'il n'y a

pas de contradiction avec le principe de liquidation accélérée des stocks (1,3 million de tonnes) adopté par le conseil des ministres le 16 décembre.

Des jeunes agriculteurs creusent un fossé symbolique. — Sous les yeux des CRS, des membres du CDJA du Finistère ont, lundi 22 décembre, creusé des tranchées pour empêcher l'accès à la direction départementale de l'Agriculture à Quimper. Ils ont invité les salariés de la chambre d'agriculture à quitter leur lieu de travail et enchaîné les entrées du Crédit agricole et de la direction des services vétérinaires. Motif de ces actions : « La conférence annuelle a été un échec, et les administrations auront beaucoup de travail pour peu de résultats. Ces tranchées symbolisent aussi le rejet des mesures adoptées qui ne règlent en rien le fond du problème », a déclaré M. François Pallu, président du CDJA.

Le Monde  
sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE  
PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos valeurs grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPÉZ LEMONDE



## Social

# Durcissement du conflit à la SNCF après la rupture des négociations

Les transports ferroviaires ont été fortement perturbés dans l'ensemble de la France, lundi 22 décembre, et les perturbations devraient continuer ce mardi 23 et mercredi 24. La SNCF, dans la nuit de lundi à mardi, a lancé l'appel à la reprise du travail lancé le mardi matin par les syndicats FO, CFTC, CGC et FMC (cadres et matières auto-motrices).

À la SNCF, la circulation des trains a été très réduite dans la journée de lundi. La SNCF avait appliqué le service de « première urgence », permettant la circulation d'un train sur quatre. Mais les perturbations ont été particulièrement importantes dans le Nord et dans le Sud-Est. Dans la région marseillaise, par exemple, les agents de conduite étaient tous en grève. En outre, de nouvelles catégories de personnel se sont jointes au mouvement, notamment parmi les agents sédentaires.

Dans le Nord, le trafic régional a été net, et les trains en provenance de Paris ou à destination de la capitale ont été bloqués par les grévistes. Dans le Sud-Est, la circulation des trains a été totalement paralysée dans les gares de la région lyonnaise, notamment celle des TGV, habituellement relativement préservées, à la suite de l'occupation par les cheminots des postes de régulation du trafic au nord et au sud de Lyon (les postes ont cependant été évacués dans la soirée par les occupants). La SNCF a mis des autocars en service dans cette région comme

dans le Nord. Les gares d'accès aux Alpes ont aussi été paralysées par la grève. Le trafic régional aussi a été quasiment nul à Marseille, à Montpellier et à Toulouse. Toutefois, des trains grandes lignes ont circulé en dépit de l'occupation de Bordeaux, mais la grève s'est étendue dans la région bordelaise aux conducteurs CGT et CFTC.

Dans le Centre aussi, le mouvement des conducteurs a été appuyé par le débrayage des conducteurs, agents de service ou personnel d'exploitation. Dans l'Est, le Métrolor, qui avait fonctionné jusqu'ici, a été bloqué en milieu d'après-midi dans la gare de Metz.

Les négociations engagées entre la direction de la SNCF et les syndicats n'ont pas abouti, les trois principales organisations (représentant près de 75 % des cheminots), CGT, CFTC et FGAAC (Fédération générale autonome des agents de conduite), ayant quitté la réunion à 2 heures du matin, mardi, estimant « insuffisantes » les propositions de la direction en matière salariale, et ne voulant pas attendre les rendez-vous proposés au janvier et au mars, respectivement pour discuter de la nouvelle grille de salaire et des conditions de travail. Seuls les syndicats FO, CFTC, CGC et FMC ont signé, ce mardi, l'accord salarial et appelé à la reprise du travail.

À la RATP, le trafic de métro et de RER a aussi été perturbé dans la journée de lundi, à la suite de l'appel lancé par le syndicat autonome des

conducteurs. Deux rames sur cinq en moyenne ont circulé, à l'exception du milieu de journée où la proportion a été d'une sur deux. Mais la situation a été très variable selon les lignes. Ainsi, sur la ligne 11, le trafic a été presque normal une grande partie de la journée (sauf en soirée), tandis que sur les lignes 4 et 13, il a été extrêmement réduit, et même interrompu totalement dans le courant de la matinée. Allant, il a fortement fluctué selon les moments, en fonction de la prise de service des équipes de conducteurs : ainsi, sur les lignes 6, 8 et 9, où il y a eu au moins un train sur deux.

En revanche, les lignes d'autobus ont fonctionné pratiquement normalement. Les perturbations du métro ont amené nombre de Parisiens à prendre leur voiture, ce qui a entraîné de sérieux embouteillages en fin de journée. La situation devait être la même ce mardi.

Dans le conflit de la marine marchande et des ports, M. Ambroise Guédel, secrétaire d'État à la mer, a annoncé un recul le 22 décembre. Il a accepté de fixer à trente au maximum le nombre des navires qui pourraient être immobilisés aux Kerguelen, à bord desquels les armateurs pourraient donc embarquer des marins dérangés. À propos de la couverture sociale des marins en cas de maladie, il a aussi les pouvoirs publics ont fait un geste, assurant que les navigateurs bénéficieraient du versement intégral de leurs salaires pendant quatre mois.

Le gouvernement, par la voix de M. Jacques Chirac, à l'issue d'une réunion des ministres, a « mis en garde les agents du secteur public et nationalisé contre les grèves qui engendrent la désorganisation des services ». M. Jacques Douffaigne, ministre délégué chargé des transports, a, de son côté, déclaré qu'il espérait que « la raison l'emporterait » et a incité les cheminots à la solidarité avec les cheminots, « même la SNCF et eux seront victimes de leur propre conflit ». De son côté, M. Alain Juppé, ministre du budget, a mis en valeur la progression de la masse salariale en 1986 : « 3,06 % pour EDF, 3,03 % pour la SNCF et 4,11 % dans la fonction publique », alors que la hausse des prix sera limitée à 2,3 %.

En revanche, pour la CGT, M. Louis Vismet, numéro deux de la Confédération, a indiqué que celle-ci « soutient en grand et à fond » les mouvements revendicatifs, et qu'elle « fera tout pour créer les conditions obligent le gouvernement à désemparer le carreau de ses directives salariales ». Selon la CGT, « la profondeur du mécontentement, l'effraction de la combativité, la conscience grandissante de la possibilité d'imposer des reculs peuvent et doivent favoriser le développement des luttes de masse ». Si la CGT se démarque des revendications strictement catégorielles des conducteurs du métro, elle va conseiller le personnel de la RATP sur des revendications sur les salaires, l'emploi et l'avenir de l'entreprise.

## Le pouvoir se dit résolu à ne pas céder

(Suite de la première page.)

Ce serait en même temps l'un des héritages les plus importants de la gestion socialiste — la désindexation des salaires sur les prix — qui serait mis en cause. Un tel résultat serait d'autant plus paradoxal — et économiquement dangereux — que les salaires sont globalement gagnés avec la déflation. En 1986, les salaires horaires ouvriers ont progressé plus vite que les prix. Il en résulte une hausse, en moyenne, du pouvoir d'achat de 2 % (contre 0,4 % en 1985). Les fruits de la rigueur...

Pour le gouvernement, — sur ce point minime — qui joue visiblement sur l'impopulisme et le pourrissement des grèves, le mot d'ordre coule donc de source : fermés, fermés, fermés, M.M. Balladur et Girard ayant été les plus en pointe sur ce thème lors de la réunion à Matignon, le 22 décembre. L'objectif est de s'en tenir à la recommandation salariale du 12 novembre de M. Chirac, aujourd'hui à la SNCF, comme hier à EGF et demain dans la fonction publique (où les négociations devraient s'ouvrir à la mi-janvier).

Cette recommandation débouche toutefois sur deux hypothèses : l'une basse, celle d'une évolution en 1987

de 2 % de la masse salariale (comme pour la moyenne des prix) ; l'autre, haute, pouvant aller au plus à une hausse de la masse salariale de 3 %. Ces progressions, bien sûr, sont comprises en tenant compte de tout ce qui compose une masse salariale, qu'il s'agisse des augmentations générales pour tous les agents de l'entreprise, mais aussi de « glissements vieillesse, technicité » (GVT), qui mesurent les mécanismes automatiques d'ancienneté et de promotion. L'ensemble des salariés payant ainsi — compte tenu des blocages des évolutions — les promotions et le « vieillissement » d'une partie du personnel. Si un GVT de 2 % par an ne fait pas problème quand l'inflation est à 14 % ou 15 %, il en va évidemment différemment quand elle n'est plus que de 2 %.

À la SNCF, les partenaires sociaux ont ainsi joué au chat et à la souris en s'abandonnant pas, directement la question de GVT, alors qu'ils étaient présents dans tous les esprits. Comme à EGF, la direction a raisoné sur une progression de la masse salariale de 3 % (avec 1,8 % de GVT) sans que l'accord prévoit explicitement, comme le demandait M. Chirac dans ses recommandations, des contreparties à savoir : « une amélioration supplémentaire

de la productivité ou une meilleure utilisation des équipements ». On a joué sur le non-dit... (1).

Après que la CFTC, la CGT et la FGAAC ont refusé les propositions de la direction de la SNCF, qui déjà s'était montrée moins stricte que celle d'EGF, à encore « améliorer » ses propositions finalement retenues par les quatre syndicats minoritaires qui vont probablement signer. Les salaires seront augmentés au niveau pour l'ensemble des agents de 1,7 % (1 % au 1<sup>er</sup> juin et 0,7 % au 1<sup>er</sup> octobre). Dès le 1<sup>er</sup> janvier, tous les cheminots touchent une prime de 250 F assortie d'une part hiérarchisée représentant 2,8 % du salaire mensuel (soit au total une prime de 400 francs à 800 francs). Une part d'indemnité de résidence sera intégrée (en deux étapes au 1<sup>er</sup> janvier et au 1<sup>er</sup> octobre) dans le traitement pour le calcul des retraites.

Enfin, cinq mille promotions supplémentaires (au lieu de trois mille cinq cents au départ) seront engagées en 1987. Sur un des principaux points du litige — la mise en place d'une nouvelle grille au 1<sup>er</sup> janvier 1988 — la direction va procéder à une « étude complémentaire » et s'engage à financer ce nouveau système sur un budget spécifique

« hors masse salariale ». Des négociations s'ouvriront « rapidement » sur les conditions de travail.

An total, la SNCF a été jusqu'à la limite extrême de la marge de manœuvre laissée par le gouvernement (la masse salariale augmentera de 3,08 %...). Mais en refusant à aborder dès maintenant ce qui n'a pas trait aux salaires, elle a pris le risque de rompre les discussions avec les syndicats engagés dans la grève. C'est-à-dire, désormais, le choix entre la poursuite d'un mouvement qui en s'étendant va pénaliser de plus en plus les usagers et la recherche d'une porte de sortie honorable. La sagesse voudrait qu'ils optent pour la deuxième solution. Mais le pourront-ils ? Nombre de grévistes mettent en cause les syndicats eux-mêmes. Ceux-ci sont plus à la traîne qu'à la tête de la grève. Avec le conflit de la SNCF, les syndicats présentent au gouvernement la facture de leur affaiblissement.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Si l'accord s'abstient d'ajuster de la masse salariale, le budget 1987 de la SNCF (qui prévoit de réduire le déficit de 3 milliards à 3,5 milliards en 1986 à 2,1 milliards en 1987) est basé sur une nouvelle amélioration de la productivité.

## Et nous, et nous...

(Suite de la première page.)

Mais si la répartition de certaines injustices passe fort bien la rampe, le phénomène de tache d'huile, l'extension à tous d'augmentations salariales incompatibles avec les contraintes de l'équilibre économique, le bousculement des « grilles » à l'heure où l'on sort à peine du trou, par rapport aux voisins, ce trop classique appel au « il n'y a qu'à... », portant en eux les germes d'une infection dont la nation, à nouveau, mettra des mois, voire des années, à se remettre, si on la laisse aller.

La France n'a pas recouvré la santé. Ce n'est pas seulement la faute de ses gouvernements. Elle a une nature fragile, prompt à croire que tout est gagné quand trois indices favorables se suivent. Sa mémoire n'est pas excellente, comme celle des Allemands, qui n'ont jamais oublié les ravages effroyables causés par l'inflation qui a suivi la première guerre mondiale. Elle a moins que d'autres pays le sens de la compétition internationale, alors que le maintien de l'agressivité sur ce terrain est le seul moyen de maintenir à la nation son niveau de

vie, ce fameux pouvoir d'achat dont la progression est le ressort des actions sociales du jour.

Le drame est que, précisément, la prolongation et l'extension des grèves — ou le lâchage du gouvernement — trait exactement à l'encontre des chances de donner satisfaction aux travailleurs.

## Réaction en chaîne

Faire repartir l'inflation, abaisser notre garde face à nos concurrents, et l'on peut être sûr que non seulement l'emploi sera moins encore sauvegardé mais que ceux qui ont la chance de travailler verront leur pouvoir d'achat se réduire.

Voulons-nous vraiment entrer dans la cohorte des pays sous-développés ? Il n'est pour les services publics qu'à continuer à vouloir imposer des vues jusqu'au-boutistes, pendant que l'industrie et le commerce privé travaillent, mais de moins en moins aisément du fait des perturbations qui gagnent comme une réaction en chaîne.

PIERRE DROUIN.

## La feuille de paie des conducteurs

Selon qu'il est débutant ou en fin de carrière, un agent de conduite de la SNCF gagne de 8 000 à 12 000 F (salaire brut) par mois. Ce faisant, il se situe dans la partie supérieure de la grille des salaires en vigueur à la SNCF puisque, sur 240 000 agents au total, 128 842 avaient touché mensuellement moins de 8 000 F en 1985, d'après le bilan social. Entre 7 000 et 8 000 F par mois, on compte 55 260 cheminots, dont des conducteurs.

Ces dernières années, ces revenus ont évolué faiblement, au regard de l'augmentation de l'indice des prix et, surtout, de la progression des salaires horaires ouvriers moyens.

En 1986, il n'y a eu aucune revalorisation des salaires. Elle a été de 4,5 % en 1985, de 5 % en 1984, de 3 % en 1983, de 2,75 % en 1982. Sauf en 1984, ces hausses ont correspondu à celles de la fonction publique, qui avait alors été de 3 %.

Pendant la même période, le salaire horaire ouvrier avait progressé de 12,5 % en 1982, de 8,8 % en 1983, de 6,4 % en 1984 et de 5,2 % en 1985. Pour les trois premiers trimestres de 1986, l'augmentation est de 2,7 %. Quant à l'indice des prix, il avait enregistré une hausse moyenne de 9,7 % en 1982, de 9,3 % en 1983, de 6,7 % en 1984 et de 4,7 % en 1985. Pour les neuf premiers mois de 1986, il a augmenté de 1,8 %.

À la RATP, le salaire moyen était de 6 490 F en novembre 1980. Il est passé à 8 800 F en novembre 1983 et à 9 950 F en novembre 1986. Entre 1983 et 1986, il a augmenté de 18 %. En moyenne de 13 %, les ouvriers qualifiés bénéficient « d'un coup de pouce », alors que les conducteurs de rame ne voient leurs revenus ne progresser que de 11,8 %. Ce les conducteurs entraînent l'ancienneté maximale après seize années de carrière, et leurs salaires évoluent moins vite que pour d'autres personnels de la RATP. En 1980, un conducteur gagnait 6 710 F ; en 1983, 9 150 F. En novembre 1986, il touche 10 230 F en salaire brut et primes.

## ÉNERGIE

Après l'accord intervenu au sein de l'OPEP

- Sensible hausse du prix du pétrole sur les marchés libres
- Augmentation de l'essence d'environ 20 centimes dès janvier

Les cours du pétrole brut ont vivement augmenté, lundi 22 décembre, sur les marchés internationaux, favorablement impressionnés par l'accord conclu pendant le week-end à Genève par l'OPEP afin de reprendre en main le marché mondial et d'imposer un prix de 18 dollars le baril. Le pétrole de référence britannique a même atteint en cours de journée le niveau symbolique de 18 dollars par baril, le plus haut depuis dix mois et 3 dollars de plus qu'avant l'ouverture de la conférence de Genève. Les cours se sont un peu effrités en fin de séance, du fait notamment de l'approche des fêtes de fin d'année qui limitent les échanges. Le brut britannique a clôturé à 17,22 dollars, le brut américain à 17,45 dollars, soit leur plus haut niveau depuis le mois de février dernier et respectivement 1 dollar et 0,83 dollar de plus que vendredi dernier.

Cette réaction du marché était attendue. Reste à savoir si la reprise des cours peut se maintenir aux yeux de l'OPEP d'imposer aux compagnies, comme ils l'ont décidé, des contrats à prix fixe, dont la moyenne atteindrait 18 dollars. Pour ce faire, compte tenu notamment des différentiels de qualité et du coût de transport, il faudrait que les cours du marché au jour le jour restent durablement autour de 19 à 20 dollars par baril.

La plupart des observateurs s'attendent que les cours fluctuent quelques jours au niveau actuel — 16 à 18 dollars, — avant que le marché ne reprenne en janvier son activité normale et que les négociants aient eu le temps de se faire une opinion sur les chances de succès de l'OPEP. Quel qu'il en

soit, les consommateurs devraient déjà subir les conséquences des hausses récentes des cours : en France, les prix des carburants risquent ainsi d'augmenter de près de 20 centimes par litre en janvier, du fait du renchérissement du coût des approvisionnements, mais aussi, il est vrai, du relèvement des taxes prélevées par l'État. Mais le pari tenté par l'OPEP est ambitieux. Les compagnies pétrolières devraient, en effet, opposer une vive résistance au retour à des contrats à prix fixes. Les modalités de ventes appliquées depuis un an, indexées sur les cours de produits au jour le jour, les mettaient à l'abri des risques de fluctuation des cours, ce qui n'est pas le cas des nouveaux contrats.

« Au cours des prochains mois, le marché va mettre durablement à l'épreuve notre accord », a déclaré le ministre koweïtien du pétrole à l'issue de la conférence de Genève. « Mais au fur et à mesure que les stocks diminueront, les prix se raffermiront et s'approcheront des prix officiels », a-t-il ajouté, soulignant que l'organisation avait volontairement sous-estimé la demande prévue au cours du premier trimestre, afin d'être certaine d'assécher le marché.

Soutien des producteurs concurrents

En dépit des difficultés prévisibles, plusieurs faits positifs per-

mettent de penser que l'organisation pourra, au moins au cours des premiers mois de l'année, atteindre ses objectifs et redresser les prix. Un certain nombre de pays producteurs non membres de l'organisation ont ainsi fait savoir qu'ils n'augmenteraient pas leurs exportations afin de soutenir ces efforts. C'est notamment le cas de la Malaisie, du Mexique, de l'Égypte et du sultanat d'Oman. La Norvège ainsi que l'Angola devaient également prendre des décisions en ce sens. Par ailleurs, l'Arabie saoudite, après avoir averti ses clients qu'elle devrait réduire leurs enlèvements de 10 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier, a, selon la revue spécialisée *Petroleum Intelligence Weekly*, décidé de réduire les stocks qu'elle avait accumulés en dehors du Golfe, et dont l'existence pesait sur le marché depuis des mois.

## Les nouveaux quotas

Voici la liste des nouveaux quotas de production fixés par l'OPEP pour le 1<sup>er</sup> semestre 1987 (en millions de barils/jour).

PAYS	QUOTA Décembre 1986	QUOTA 1 <sup>er</sup> semestre 1987	BAISSE (en %)
Algérie	0,669	0,635	-5,1
Émirats	0,221	0,210	-4,9
Gabon	0,169	0,152	-5
Indonésie	1,193	1,133	-5
Irak	2,317	2,255	-2,7
Irak (*)	(1,600)	1,466	-
Koweït	0,999	0,948	-5,1
Libye	0,999	0,948	-5,1
Nigérie	1,394	1,238	-11,2
Qatar	0,390	0,285	-26,4
Arabie saoudite	4,353	4,133	-5
Émirats arabes unis	0,959	0,902	-5
Venezuela	1,574	1,495	-5
Total	(16,639)	15,880	-5

(\*) L'Irak, qui était dispensé de quota jusqu'à la fin de l'année, produit environ 1,6 million de barils/jour, qu'il fallait donc ajouter au plafond officiel (15,039) pour obtenir le plafond réel de l'OPEP. De même pour 1987, l'Irak ayant refusé ses quotas, il faut rajouter environ 0,2 million de barils par jour pour obtenir la production réelle de l'organisation.

VÉRONIQUE MAURUS.

## Le gouvernement « met en garde les agents du secteur public et du secteur nationalisé »

« Le gouvernement tient à mettre en garde les agents du secteur public et du secteur nationalisé contre les grèves qui engendrent la désorganisation des services », a indiqué lundi 22 décembre un communiqué de l'Élysée. M. Jacques Chirac, après avoir reçu les ministres chargés du secteur public.

« Le gouvernement fait confiance à l'esprit de service public qui les anime pour que l'ensemble des Français n'en supportent pas le poids », ajoute le communiqué.

« La France est en ce moment au début d'une politique de redressement, poursuit-il, cette politique devait être remise en cause, ce sont tous nos efforts en faveur de l'emploi qui seraient compromis. Si, en revanche, elle est poursuivie avec courage et obstination, c'est l'ensemble des Français qui en recueilleront les fruits ».

Les participants à la réunion ministérielle ont souligné qu'il est impératif, pour gagner la bataille du redressement de notre économie et de sa désinflation, que l'augmentation des prix et des salaires en 1987 soit contenue dans des limites strictement définies, faute de quoi ce serait la compétitivité de nos entreprises, l'équilibre et la situation même de la croissance et de l'emploi qui seraient gravement touchés.

« Dans cet esprit, ajoute le communiqué, le gouvernement a fixé pour 1987 une norme de progression des salaires dans le secteur public et dans le secteur nationalisé, compatible avec la poursuite de cette politique économique et qui assure à l'ensemble des salariés concernés le maintien de leur pouvoir d'achat moyen ».

À la cours de cette réunion, précise-t-il, le premier ministre a tenu à souligner son attachement aux principes de la politique contractuelle, et il a rappelé que, dans le cadre des directives gouvernementales, c'est l'entreprise qui doit être conduite ».

LA BIBLIOTHEQUE DES ARTS

Les Flacons de la Séduction

L'art du parfum au XVIII<sup>e</sup> siècle

Relié pleine toile, 24 x 31 cm, 168 p. 200 reproductions dont plus de 150 en couleurs - 450 F

3 place de l'Odéon - 75006 Paris  
Tél: (1) 46 33 18 18

Le Monde  
VOTRE PORTABLE  
PERSONNEL  
LEND



## Social

## La grève des transports

## La commune de Val-d'Isère s'efforce de mettre en place des transports de substitution

BOURG-SAINT-MAURICE  
de notre correspondant

Peu garnies de neige au cours des quatre précédents Noël, les stations de sports d'hiver des Alpes subissent cette année le contrecoup de ce phénomène météorologique qui accentue en ce moment la paralysie du réseau de la SNCF. Les skieurs ne sont pas venus en très grand nombre dans les Alpes, alors que la « manne blanche » est, cet hiver, au rendez-vous. Toutefois, les villages de montagne devaient se remplir à partir du vendredi 26 décembre. Mais la désorganisation du réseau SNCF, qui achève environ 35 % des skieurs se rendant dans les stations savoyardes, va rendre extrêmement difficile l'accès à leur lieu de vacances.

Depuis le dimanche 21 décembre, la descente de la vallée de la Tarentaise et de ses deux cent vingt mille lits touristiques ne peut se faire qu'en voiture ou par des cars que la SNCF affrète à partir de la gare d'Aix-les-Bains, où arrivent parfois quelques TGV.

A l'initiative de la commune de Val-d'Isère, plusieurs stations ont décidé, mardi matin, de mettre en place des moyens de transport de substitution. Des contacts pris la veille avec des compagnies de cars de plusieurs grandes villes, notamment Nice, Marseille, Toulon, Strasbourg, Lyon, Paris, Lille, devraient permettre à celles-ci d'acheminer des skieurs jusqu'au pied des pistes. « Les offices de tourisme de ces villes devraient servir de relais et de lieux de rendez-vous », affirme M. Claude Régis, directeur de la station de Val-d'Isère. Il faut que nous puissions acheminer chez nous les gens qui veulent venir malgré que coule la neige. — Ceux-ci participeront naturellement aux frais de transport qui correspondront approximativement aux billets SNCF de deuxième classe. « On pourra nous accuser de vouloir briser la grève. Mais si des gens défendent leur intérêt sur leurs rails, d'autres défendent le leur sur la neige », ajoute M. Régis.

Quant au président de l'association Ski-France, M. Jean-Guy Cupillard, maire de la station de l'Alpe d'Huez, il s'élève contre « une grève fâcheuse, au moment où la SNCF lance une campagne nationale de promotion, et inadmissible car elle prive les stations d'une partie de leur clientèle ».

CLAUDE FRANCILLON.

● Trois délégués mis à pied chez Bousset pour une interview. — Trois syndicalistes de l'usine Bousset de Nemexy (Vosges), M. Jean-Claude Sergent (CGT), secrétaire du comité d'entreprise; M. André Guyot (CGT), secrétaire du comité d'hygiène et de sécurité, et M. Marcel Marie (CFDT), secrétaire de l'union régionale Haut-Rhin, viennent d'être mis à pied par la direction de l'entreprise pour avoir dit publiquement « leur pessimisme » quant à l'avenir de la société, dans une interview accordée le 8 décembre au quotidien régional l'Est républicain. Ils ont reçu, le 19 décembre, une lettre leur notifiant « une mise à pied conservatoire jusqu'à la décision définitive qui découlera d'un entretien avec la direction fixé le 23 décembre prochain ». L'inspecteur du travail, venu sur les lieux, a dressé « un constat de délit d'entrave au fonctionnement du comité d'entreprise ». — (Corresp.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GROUPE REDOUTE

Extraits de la lettre aux actionnaires  
de M. Patrick Poillet, Président Directeur Général

Lors de la dernière assemblée générale, je vous avais annoncé que l'exercice 1986-1987 serait celui de l'assainissement et du repositionnement.

J'ai le plaisir de vous faire savoir que

les six premiers mois de l'exercice en cours, tant sur le plan de l'activité que sur celui des résultats, ont bien dans ce sens et que nous voudrions maintenant, pour l'ensemble de l'exercice, correction faite du grave incident « Confort Familial » de l'an dernier, les progrès enregistrés à fin août.

Globalement, et pour ce premier semestre, le groupe REDOUTE a réalisé un chiffre d'affaires de 5 386 millions (+10,3 % à données comparables) et un bénéfice net de 30,3 millions (+9,6 %), avec notamment pour les secteurs suivants :

**Ensemble REDOUTE Catalogue :**  
C.A. 3 866 millions de francs +10,6 %; bénéfice net (avant impôts des minoritaires) 35,5 millions +10,1 %.

**Ensemble PRÉMANAM :**  
C.A. 426 millions +11,2 %; perte (hors SIAD) 182 000 F contre 1 448 800 F au 31 août 1985.

**Ensemble SIAD :**  
C.A. 92 millions de francs +10,1 %; bénéfice (hors SIAD) 49 millions de francs contre 67 millions au 31 août 1985.

**Ensemble SLAD :**  
C.A. 1 100 millions de francs +18,6 %; bénéfice net 548 millions +19 %.

**FINAREP :**  
Financements (au 30 juin) 1 291 millions +26,6 %; bénéfice net semestriel 10,3 millions +21 %.

En ce qui concerne les Editions ROM-BALDI et les Sociétés DANS UN JARDIN, les coûts d'assainissement seront contenus dans les estimations annuelles.

Dans l'ensemble, le démarrage de la saison automne-hiver a été plus ternes que celui escompté. Au 30 novembre 1986, les ventes cumulées atteignent 8 900 millions (+11,5 %), ce qui nous permet d'espérer maintenir une progression de ventes de 10 % sur l'exercice et surtout retrouver le profil de rentabilité des années précédentes.

Je demeure résolument confiant dans le devenir du Groupe REDOUTE. L'équipe de collaborateurs qui m'entourent et ceux qui sont à la tête des filiales partagent cette résolution.

**MAJORETTE**

Projet d'implantation d'une usine de production en Extrême-Orient

Pour donner une nouvelle dimension à son développement, à l'étranger notamment, la société a décidé d'étudier un projet d'implantation d'une unité de production de voitures miniatures en Extrême-Orient.

Ce projet sera intégralement financé par la société mère et bénéficiera de la technologie, des automatismes et de l'organisation de « Majorette ».

Il permettra au groupe de bénéficier de coûts de production peu élevés et viendra renforcer les quatre usines de Caluire et Rillieux près de Lyon.

En France, les activités et les investissements de la société porteront désormais davantage encore sur la production, la créativité, les nouveaux produits et le développement d'une qualité supérieure donnant une forte valeur ajoutée.

## Conjoncture

## L'OCDE appelle les Etats-Unis à s'atteler à la « tâche gigantesque » du redressement des déficits

La reprise américaine se poursuit depuis près de quatre ans et, même si elle s'est ralentie depuis la mi-1984, elle devrait perdurer en 1987. Mais si les dirigeants de la première puissance occidentale sont parvenus, par un nouveau dosage entre une politique monétaire plus souple et une politique budgétaire plus stricte, à sauvegarder les chances d'une croissance estimée par les experts de l'OCDE à 3 % en 1987 contre 2,7 % en 1986, les risques et les incertitudes sont tels qu'ils plaident en faveur d'un pragmatisme extrêmement prudent.

Par son ampleur, la liste des atouts et des handicaps, dressée par l'Organisation de coopération et de développement économique dans son dernier rapport sur les Etats-Unis, illustre la perplexité des spécialistes confrontés à une situation parfois inconnue dans un pays dont l'évolution passe inmanquablement sur celle de l'ensemble de la planète.

Parmi les facteurs positifs figurent bien évidemment la loi Gramm-Rudman visant à rétablir l'équilibre budgétaire et la capacité de résistance aux pressions protectionnistes du Congrès dont l'équipe Reagan a fait preuve. Ont également joué dans le sens de l'assainissement le recul de 25 % du dollar au regard des monnaies des autres pays de l'OCDE depuis son point culminant de mars 1985, la baisse des taux d'intérêt, une plus grande convergence entre les croissances des pays industrialisés et, au total, la chute de 40 % des prix du pétrole libellés en dollars.

Ces forces « qui s'exercent dans le sens de l'expansion » devraient, selon les experts du château de la Muette, l'emporter au cours des huit prochains mois sur les éléments défavorables : faiblesse des investissements, qui n'ont progressé hors

secteur pétrolier que de 1,25 % en 1986 et ont baissé de 2,5 % à l'été 1986 compte des industries de transformation et d'extraction du pétrole; plafonnement probable de la consommation, le taux d'épargne des ménages étant tombé au niveau exceptionnellement faible de 4,4 % au second semestre 1986; persistance des difficultés de l'agriculture illustrée par le fait que 40 % des banques jugées « problématiques » par les autorités fédérales de tutelle sont des instituts de crédit agricole; contrecoup subi par un secteur pétrolier de taille.

Malgré ces handicaps, les Etats-Unis se voient promis une expansion sans dérapage inflationniste puisque la hausse des prix, une fois passé le temps de la « manne pétrolière », est estimée à 3 % pour 1987 contre 2,2 % en 1986.

En outre, l'aptitude des Américains à créer des emplois n'a cessé de se confirmer. Depuis 1970, treize millions de postes ont été créés, onze millions depuis 1962. Un tour de force attribué par les auteurs du rapport à une grande mobilité de la main-d'œuvre, à une flexibilité des salaires allant jusqu'à une baisse des rémunérations offertes aux nouveaux arrivants sur le marché du travail, à de faibles réglementations et à un système de prestations sociales moins généreux que dans les autres pays industrialisés.

## « Dans des eaux inconnues... »

Ce tableau serait, somme toute encourageant s'il n'était assombri par deux déficits majeurs, celui du budget comme celui de la balance des comptes courants, dont les redressements constituent des « tâches gigantesques » et pourtant primordiales pour l'équilibre économique mondial. Pour l'OCDE, la réduction du déficit budgétaire doit constituer « une toute première priorité ».

Les compressions réalisées n'ont pas permis de ramener ce déficit en dépit de 222 milliards de dollars pour l'exercice 1986, alors que la dette publique américaine, équivalente à 50 % du produit national brut, a pris de telles proportions que le remboursement des échéances a absorbé 18,5 % des recettes fédérales 1986. Inverser cette tendance paraît essentiel à un allègement des taux d'intérêt à long terme, mais aussi à la crédibilité d'un pays qui finance ses déficits grâce aux investissements étrangers.

Les auteurs du rapport estiment toutefois qu'au-delà de 1988 l'objectif d'un retour à l'équilibre pour la fin de la décennie fixé par la loi Gramm-Rudman ne pourra être atteint sans mesures complémentaires délicates.

Autre défi, dont dépend cette fois la reprise de l'économie mondiale et la sauvegarde du libre-échange, la correction du déficit de la balance des paiements courants. De 138 milliards de dollars en 1986, ce dernier mettra du temps à se redresser et pourrait dépasser encore le cap des 100 milliards de dollars, soit 2,5 % du PNB, en 1988, lorsque toutes les retombées de la dépréciation du dollar se seront fait sentir. Les raisons de cette lente amélioration sont connues : le dollar ne s'est pas déprécié au regard des monnaies de nombre de partenaires des Etats-Unis notamment les nouveaux pays industrialisés d'Asie du Sud-Est; les exportations américaines ont été brisées par la crise de la dette traversée par les pays du tiers-monde contraints de peser sur leurs achats à l'étranger; la diminution des avoirs américains à l'étranger entre le début et la fin des années 80 pour atteindre 700 milliards de dollars laisse un pays débiteur de fraîche date avec une dette extérieure nette de quelque... 500 milliards de dollars.

L'ensemble de ces contraintes plonge l'économie américaine, et par là même ses partenaires, « dans des eaux inconnues », de l'avis même de l'OCDE. Au fil des mois à venir, la concertation internationale sera de ce fait mise à rude épreuve. Le choix sera en effet dévolu pour chacun : accepter une nouvelle dépréciation, coordonnée si possible, du dollar, pour accélérer le processus de redressement du commerce extérieur américain afin de désamorcer la bombe protectionniste du Congrès, ou tirer les conclusions du rapport de l'OCDE et accélérer la croissance des autres pays industriels pour que la rigueur budgétaire américaine ne tire pas vers le bas toute la croissance mondiale. Une troisième voie n'est guère plus aisée puisqu'elle conjugue ces deux types d'ajustement.

F. Cr.

## Marchés financiers

PARIS, 22 décembre ↑

## Une bonne liquidation

L'année boursière s'est bien terminée lundi rue Vienne. La douzième et dernière liquidation s'est déroulée dans des conditions satisfaisantes. Indécis le matin, le marché s'est un peu raffermi au cours de la séance principale et, déjà largement gagnant (+9,56 %) d'un mois sur l'autre à la veille du week-end, il a encore légèrement avancé son péché. En clôture, l'indicateur instantané enregistrait une modeste avance de 0,16 %.

La tâche n'a pas été aisée. De nouvelles ventes bénéficiaires ont rendu la tendance très irrégulière, passant notamment sur l'Europe 1, l'Europe 2, l'Europe 3, l'Europe 4, l'Europe 5, l'Europe 6, l'Europe 7, l'Europe 8, l'Europe 9, l'Europe 10, l'Europe 11, l'Europe 12, l'Europe 13, l'Europe 14, l'Europe 15, l'Europe 16, l'Europe 17, l'Europe 18, l'Europe 19, l'Europe 20, l'Europe 21, l'Europe 22, l'Europe 23, l'Europe 24, l'Europe 25, l'Europe 26, l'Europe 27, l'Europe 28, l'Europe 29, l'Europe 30, l'Europe 31, l'Europe 32, l'Europe 33, l'Europe 34, l'Europe 35, l'Europe 36, l'Europe 37, l'Europe 38, l'Europe 39, l'Europe 40, l'Europe 41, l'Europe 42, l'Europe 43, l'Europe 44, l'Europe 45, l'Europe 46, l'Europe 47, l'Europe 48, l'Europe 49, l'Europe 50, l'Europe 51, l'Europe 52, l'Europe 53, l'Europe 54, l'Europe 55, l'Europe 56, l'Europe 57, l'Europe 58, l'Europe 59, l'Europe 60, l'Europe 61, l'Europe 62, l'Europe 63, l'Europe 64, l'Europe 65, l'Europe 66, l'Europe 67, l'Europe 68, l'Europe 69, l'Europe 70, l'Europe 71, l'Europe 72, l'Europe 73, l'Europe 74, l'Europe 75, l'Europe 76, l'Europe 77, l'Europe 78, l'Europe 79, l'Europe 80, l'Europe 81, l'Europe 82, l'Europe 83, l'Europe 84, l'Europe 85, l'Europe 86, l'Europe 87, l'Europe 88, l'Europe 89, l'Europe 90, l'Europe 91, l'Europe 92, l'Europe 93, l'Europe 94, l'Europe 95, l'Europe 96, l'Europe 97, l'Europe 98, l'Europe 99, l'Europe 100, l'Europe 101, l'Europe 102, l'Europe 103, l'Europe 104, l'Europe 105, l'Europe 106, l'Europe 107, l'Europe 108, l'Europe 109, l'Europe 110, l'Europe 111, l'Europe 112, l'Europe 113, l'Europe 114, l'Europe 115, l'Europe 116, l'Europe 117, l'Europe 118, l'Europe 119, l'Europe 120, l'Europe 121, l'Europe 122, l'Europe 123, l'Europe 124, l'Europe 125, l'Europe 126, l'Europe 127, l'Europe 128, l'Europe 129, l'Europe 130, l'Europe 131, l'Europe 132, l'Europe 133, l'Europe 134, l'Europe 135, l'Europe 136, l'Europe 137, l'Europe 138, l'Europe 139, l'Europe 140, l'Europe 141, l'Europe 142, l'Europe 143, l'Europe 144, l'Europe 145, l'Europe 146, l'Europe 147, l'Europe 148, l'Europe 149, l'Europe 150, l'Europe 151, l'Europe 152, l'Europe 153, l'Europe 154, l'Europe 155, l'Europe 156, l'Europe 157, l'Europe 158, l'Europe 159, l'Europe 160, l'Europe 161, l'Europe 162, l'Europe 163, l'Europe 164, l'Europe 165, l'Europe 166, l'Europe 167, l'Europe 168, l'Europe 169, l'Europe 170, l'Europe 171, l'Europe 172, l'Europe 173, l'Europe 174, l'Europe 175, l'Europe 176, l'Europe 177, l'Europe 178, l'Europe 179, l'Europe 180, l'Europe 181, l'Europe 182, l'Europe 183, l'Europe 184, l'Europe 185, l'Europe 186, l'Europe 187, l'Europe 188, l'Europe 189, l'Europe 190, l'Europe 191, l'Europe 192, l'Europe 193, l'Europe 194, l'Europe 195, l'Europe 196, l'Europe 197, l'Europe 198, l'Europe 199, l'Europe 200, l'Europe 201, l'Europe 202, l'Europe 203, l'Europe 204, l'Europe 205, l'Europe 206, l'Europe 207, l'Europe 208, l'Europe 209, l'Europe 210, l'Europe 211, l'Europe 212, l'Europe 213, l'Europe 214, l'Europe 215, l'Europe 216, l'Europe 217, l'Europe 218, l'Europe 219, l'Europe 220, l'Europe 221, l'Europe 222, l'Europe 223, l'Europe 224, l'Europe 225, l'Europe 226, l'Europe 227, l'Europe 228, l'Europe 229, l'Europe 230, l'Europe 231, l'Europe 232, l'Europe 233, l'Europe 234, l'Europe 235, l'Europe 236, l'Europe 237, l'Europe 238, l'Europe 239, l'Europe 240, l'Europe 241, l'Europe 242, l'Europe 243, l'Europe 244, l'Europe 245, l'Europe 246, l'Europe 247, l'Europe 248, l'Europe 249, l'Europe 250, l'Europe 251, l'Europe 252, l'Europe 253, l'Europe 254, l'Europe 255, l'Europe 256, l'Europe 257, l'Europe 258, l'Europe 259, l'Europe 260, l'Europe 261, l'Europe 262, l'Europe 263, l'Europe 264, l'Europe 265, l'Europe 266, l'Europe 267, l'Europe 268, l'Europe 269, l'Europe 270, l'Europe 271, l'Europe 272, l'Europe 273, l'Europe 274, l'Europe 275, l'Europe 276, l'Europe 277, l'Europe 278, l'Europe 279, l'Europe 280, l'Europe 281, l'Europe 282, l'Europe 283, l'Europe 284, l'Europe 285, l'Europe 286, l'Europe 287, l'Europe 288, l'Europe 289, l'Europe 290, l'Europe 291, l'Europe 292, l'Europe 293, l'Europe 294, l'Europe 295, l'Europe 296, l'Europe 297, l'Europe 298, l'Europe 299, l'Europe 300, l'Europe 301, l'Europe 302, l'Europe 303, l'Europe 304, l'Europe 305, l'Europe 306, l'Europe 307, l'Europe 308, l'Europe 309, l'Europe 310, l'Europe 311, l'Europe 312, l'Europe 313, l'Europe 314, l'Europe 315, l'Europe 316, l'Europe 317, l'Europe 318, l'Europe 319, l'Europe 320, l'Europe 321, l'Europe 322, l'Europe 323, l'Europe 324, l'Europe 325, l'Europe 326, l'Europe 327, l'Europe 328, l'Europe 329, l'Europe 330, l'Europe 331, l'Europe 332, l'Europe 333, l'Europe 334, l'Europe 335, l'Europe 336, l'Europe 337, l'Europe 338, l'Europe 339, l'Europe 340, l'Europe 341, l'Europe 342, l'Europe 343, l'Europe 344, l'Europe 345, l'Europe 346, l'Europe 347, l'Europe 348, l'Europe 349, l'Europe 350, l'Europe 351, l'Europe 352, l'Europe 353, l'Europe 354, l'Europe 355, l'Europe 356, l'Europe 357, l'Europe 358, l'Europe 359, l'Europe 360, l'Europe 361, l'Europe 362, l'Europe 363, l'Europe 364, l'Europe 365, l'Europe 366, l'Europe 367, l'Europe 368, l'Europe 369, l'Europe 370, l'Europe 371, l'Europe 372, l'Europe 373, l'Europe 374, l'Europe 375, l'Europe 376, l'Europe 377, l'Europe 378, l'Europe 379, l'Europe 380, l'Europe 381, l'Europe 382, l'Europe 383, l'Europe 384, l'Europe 385, l'Europe 386, l'Europe 387, l'Europe 388, l'Europe 389, l'Europe 390, l'Europe 391, l'Europe 392, l'Europe 393, l'Europe 394, l'Europe 395, l'Europe 396, l'Europe 397, l'Europe 398, l'Europe 399, l'Europe 400, l'Europe 401, l'Europe 402, l'Europe 403, l'Europe 404, l'Europe 405, l'Europe 406, l'Europe 407, l'Europe 408, l'Europe 409, l'Europe 410, l'Europe 411, l'Europe 412, l'Europe 413, l'Europe 414, l'Europe 415, l'Europe 416, l'Europe 417, l'Europe 418, l'Europe 419, l'Europe 420, l'Europe 421, l'Europe 422, l'Europe 423, l'Europe 424, l'Europe 425, l'Europe 426, l'Europe 427, l'Europe 428, l'Europe 429, l'Europe 430, l'Europe 431, l'Europe 432, l'Europe 433, l'Europe 434, l'Europe 435, l'Europe 436, l'Europe 437, l'Europe 438, l'Europe 439, l'Europe 440, l'Europe 441, l'Europe 442, l'Europe 443, l'Europe 444, l'Europe 445, l'Europe 446, l'Europe 447, l'Europe 448, l'Europe 449, l'Europe 450, l'Europe 451, l'Europe 452, l'Europe 453, l'Europe 454, l'Europe 455, l'Europe 456, l'Europe 457, l'Europe 458, l'Europe 459, l'Europe 460, l'Europe 461, l'Europe 462, l'Europe 463, l'Europe 464, l'Europe 465, l'Europe 466, l'Europe 467, l'Europe 468, l'Europe 469, l'Europe 470, l'Europe 471, l'Europe 472, l'Europe 473, l'Europe 474, l'Europe 475, l'Europe 476, l'Europe 477, l'Europe 478, l'Europe 479, l'Europe 480, l'Europe 481, l'Europe 482, l'Europe 483, l'Europe 484, l'Europe 485, l'Europe 486, l'Europe 487, l'Europe 488, l'Europe 489, l'Europe 490, l'Europe 491, l'Europe 492, l'Europe 493, l'Europe 494, l'Europe 495, l'Europe 496, l'Europe 497, l'Europe 498, l'Europe 499, l'Europe 500, l'Europe 501, l'Europe 502, l'Europe 503, l'Europe 504, l'Europe 505, l'Europe 506, l'Europe 507, l'Europe 508, l'Europe 509, l'Europe 510, l'Europe 511, l'Europe 512, l'Europe 513, l'Europe 514, l'Europe 515, l'Europe 516, l'Europe 517, l'Europe 518, l'Europe 519, l'Europe 520, l'Europe 521, l'Europe 522, l'Europe 523, l'Europe 524, l'Europe 525, l'Europe 526, l'Europe 527, l'Europe 528, l'Europe 529, l'Europe 530, l'Europe 531, l'Europe 532, l'Europe 533, l'Europe 534, l'Europe 535, l'Europe 536, l'Europe 537, l'Europe 538, l'Europe 539, l'Europe 540, l'Europe 541, l'Europe 542, l'Europe 543, l'Europe 544, l'Europe 545, l'Europe 546, l'Europe 547, l'Europe 548, l'Europe 549, l'Europe 550, l'Europe 551, l'Europe 552, l'Europe 553, l'Europe 554, l'Europe 555, l'Europe 556, l'Europe 557, l'Europe 558, l'Europe 559, l'Europe 560, l'Europe 561, l'Europe 562, l'Europe 563, l'Europe 564, l'Europe 565, l'Europe 566, l'Europe 567, l'Europe 568, l'Europe 569, l'Europe 570, l'Europe 571, l'Europe 572, l'Europe 573, l'Europe 574, l'Europe 575, l'Europe 576, l'Europe 577, l'Europe 578, l'Europe 579, l'Europe 580, l'Europe 581, l'Europe 582, l'Europe 583, l'Europe 584, l'Europe 585, l'Europe 586, l'Europe 587, l'Europe 588, l'Europe 589, l'Europe 590, l'Europe 591, l'Europe 592, l'Europe 593, l'Europe 594, l'Europe 595, l'Europe 596, l'Europe 597, l'Europe 598, l'Europe 599, l'Europe 600, l'Europe 601, l'Europe 602, l'Europe 603, l'Europe 604, l'Europe 605, l'Europe 606, l'Europe 607, l'Europe 608, l'Europe 609, l'Europe 610, l'Europe 611, l'Europe 612, l'Europe 613, l'Europe 614, l'Europe 615, l'Europe 616, l'Europe 617, l'Europe 618, l'Europe 619, l'Europe 620, l'Europe 621, l'Europe 622, l'Europe 623, l'Europe 624, l'Europe 625, l'Europe 626, l'Europe 627, l'Europe 628, l'Europe 629, l'Europe 630, l'Europe 631, l'Europe 632, l'Europe 633, l'Europe 634, l'Europe 635, l'Europe 636, l'Europe 637, l'Europe 638, l'Europe 639, l'Europe 640, l'Europe 641, l'Europe 642, l'Europe 643, l'Europe 644, l'Europe 645, l'Europe 646, l'Europe 647, l'Europe 648, l'Europe 649, l'Europe 650, l'Europe 651, l'Europe 652, l'Europe 653, l'Europe 654, l'Europe 655, l'Europe 656, l'Europe 657, l'Europe 658, l'Europe 659, l'Europe 660, l'Europe 661, l'Europe 662, l'Europe 663, l'Europe 664, l'Europe 665, l'Europe 666, l'Europe 667, l'Europe 668, l'Europe 669, l'Europe 670, l'Europe 671, l'Europe 672, l'Europe 673, l'Europe 674, l'Europe 675, l'Europe 676, l'Europe 677, l'Europe 678, l'Europe 679, l'Europe 680, l'Europe 681, l'Europe 682, l'Europe 683, l'Europe 684, l'Europe 685, l'Europe 686, l'Europe 687, l'Europe 688, l'Europe 689, l'Europe 690, l'Europe 691, l'Europe 692, l'Europe 693, l'Europe 694, l'Europe 695, l'Europe 696, l'Europe 697, l'Europe 698, l'Europe 699, l'Europe 700, l'Europe 701, l'Europe 702, l'Europe 703, l'Europe 704, l'Europe 705, l'Europe 706, l'Europe 707, l'Europe 708, l'Europe 709, l'Europe 710, l'Europe 711, l'Europe 712, l'Europe 713, l'Europe 714, l'Europe 715, l'Europe 716, l'Europe 717, l'Europe 718, l'Europe 719, l'Europe 720, l'Europe 721, l'Europe 722, l'Europe 723, l'Europe 724, l'Europe 725, l'Europe 726, l'Europe 727, l'Europe 728, l'Europe 729, l'Europe 730, l'Europe 731, l'Europe 732, l'Europe 733, l'Europe 734, l'Europe 735, l'Europe 736, l'Europe 737, l'Europe 738, l'Europe 739, l'Europe 740, l'Europe 741, l'Europe 742, l'Europe 743, l'Europe 744, l'Europe 745, l'Europe 746, l'Europe 747, l'Europe 748, l'Europe 749, l'Europe 750, l'Europe 751, l'Europe 752, l'Europe 753, l'Europe 754, l'Europe 755, l'Europe 756, l'Europe 757, l'Europe 758, l'Europe 759, l'Europe 760, l'Europe 761, l'Europe 762, l'Europe 763, l'Europe 764, l'Europe 765, l'Europe 766, l'Europe 767, l'Europe 768, l'Europe 769, l'Europe 770, l'Europe 771, l'Europe 772, l'Europe 773, l'Europe 774, l'Europe 775, l'Europe 776, l'Europe 777, l'Europe 778, l'Europe 779, l'Europe 780, l'Europe 781, l'Europe 782, l'Europe 783, l'Europe 784, l'Europe 785, l'Europe 786, l'Europe 787, l'Europe 788, l'Europe 789, l'Europe 790, l'Europe 791, l'Europe 792, l'Europe 793, l'Europe 794, l'Europe 795, l'Europe 796, l'Europe 797, l'Europe 798, l'Europe 799, l'Europe 800, l'Europe 801, l'Europe 802, l'Europe 803, l'Europe 804, l'Europe 805, l'Europe 806, l'Europe 807, l'Europe 808, l'Europe 809, l'Europe 810, l'Europe 811, l'Europe 812, l'Europe 813, l'Europe 814, l'Europe 815, l'Europe 816, l'Europe 817, l'Europe 818, l'Europe 819, l'Europe 820, l'Europe 821, l'Europe 822, l'Europe 823, l'Europe 824, l'Europe 825, l'Europe 826, l'Europe 827, l'Europe 828, l'Europe 829, l'Europe 830, l'Europe 831, l'Europe 832, l'Europe 833, l'Europe 834, l'Europe 835, l'Europe 836, l'Europe 837, l'Europe 838, l'Europe 839, l'Europe 840, l'Europe 841, l'Europe 842, l'Europe 843, l'Europe 844, l'Europe 845, l'Europe 846, l'Europe 847, l'Europe 848, l'Europe 849, l'Europe 850, l'Europe 851, l'Europe 852, l'Europe 853, l'Europe 854, l'Europe 855, l'Europe 856, l'Europe 857, l'Europe 858, l'Europe 859, l'Europe 860, l'Europe 861, l'Europe 862, l'Europe 863, l'Europe 864, l'Europe 865, l'Europe 866, l'Europe 867, l'Europe 868, l'Europe 869, l'Europe 870, l'Europe 871, l'Europe 872, l'Europe 873, l'Europe 874, l'Europe 875, l'Europe 876, l'Europe 877, l'Europe 878, l'Europe 879, l'Europe 880, l'Europe 881, l'Europe 882, l'Europe 883, l'Europe 884, l'Europe 885, l'Europe 886, l'Europe 887, l'Europe 888, l'Europe 889, l'Europe 890, l'Europe 891, l'Europe 892, l'Europe 893, l'Europe 894, l'Europe 895, l'Europe 896, l'Europe 897, l'Europe 898, l'Europe 899, l'Europe 900, l'Europe 901, l'Europe 902, l'Europe 903, l'Europe 904, l'Europe 905, l'Europe 906, l'Europe 907, l'Europe 908, l'Europe 909, l'Europe 910, l'Europe 911, l'Europe 912, l'Europe 913, l'Europe 914, l'Europe 915, l'Europe 916, l'Europe 917, l'Europe 918, l'Europe 919, l'Europe 920, l'Europe 9



## Marchés financiers

## BOURSE DE PARIS

## 22 DECEMBRE

**Cours relevé:**  
1.451.00

## Règlement mensuel

[illegible]

**Comptant** (collection)

Obligations			Actions		
VALEURS	% de m.	% de coupon	VALEURS	Cours pfc.	Dernier cours
Emp. 7.5 1973	8836		Chen (B)	388 80	482 40
Emp. 8.25 1977	122 80	3 388	Chen (C)	3920	1030
8.50 5 78/83	105 60	3 400	Chen (D)	1700	1700
12.25 5 80/83	307 10	3 389	Colgate (E)	8785	921
12.50 5 80/87	304 18	2 871	Colgate (F)	700	60
12.50 5 81/88	309 30	3 039	Colgate (G)	2827	3045
12.50 5 81/89	309 42	2 775	Com. Lysol (H)	900	804
12.50 5 82/89	106 62	3 086	Com. Lysol (I)	1180	1180
15 5 Jan 82	14 90	6 508	Com. Lysol (J)	600	600
14 5 Jan 84	11 90	12 200	Com. Lysol (K)	622	580
12 5 Jan 85	122 30	9 023	Com. Lysol (L)	622	580
12 5 Jan 86	114 30	2 840	Com. Lysol (M)	622	580
11 5 Jan 88	144 78	3 182	Com. Lysol (N)	622	580
10 5 Jan 88	168	3 088	Com. Lysol (O)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (P)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Q)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (R)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (S)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (T)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (U)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (V)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (W)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (X)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Y)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Z)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (A)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (B)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (C)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (D)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (E)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (F)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (G)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (H)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (I)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (J)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (K)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (L)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (M)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (N)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (O)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (P)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Q)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (R)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (S)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (T)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (U)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (V)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (W)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (X)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Y)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Z)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (A)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (B)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (C)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (D)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (E)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (F)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (G)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (H)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (I)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (J)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (K)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (L)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (M)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (N)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (O)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (P)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Q)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (R)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (S)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (T)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (U)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (V)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (W)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (X)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Y)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Z)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (A)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (B)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (C)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (D)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (E)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (F)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (G)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (H)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (I)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (J)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (K)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (L)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (M)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (N)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (O)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (P)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Q)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (R)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (S)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (T)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (U)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (V)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (W)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (X)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Y)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Z)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (A)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (B)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (C)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (D)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (E)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (F)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (G)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (H)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (I)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (J)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (K)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (L)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (M)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (N)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (O)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (P)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Q)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (R)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (S)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (T)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (U)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (V)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (W)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (X)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Y)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Z)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (A)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (B)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (C)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (D)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (E)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (F)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (G)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (H)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (I)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (J)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (K)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (L)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (M)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (N)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (O)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (P)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Q)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (R)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (S)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (T)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (U)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (V)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (W)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (X)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Y)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Z)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (A)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (B)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (C)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (D)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (E)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (F)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (G)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (H)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (I)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (J)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (K)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (L)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (M)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (N)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (O)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (P)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Q)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (R)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (S)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (T)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (U)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (V)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (W)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (X)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Y)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Z)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (A)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (B)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (C)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (D)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (E)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (F)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (G)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (H)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (I)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (J)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (K)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (L)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (M)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (N)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (O)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (P)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Q)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (R)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (S)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (T)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (U)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (V)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (W)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (X)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Y)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (Z)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (A)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (B)	622	580
10 5 Jan 88	1700		Com. Lysol (C)	622	580</

## Second marché (collection)

[illegible]**SICAV** (collection)[illegible]

## Droits et bons

VALEURS	Cours prix.	Cours nouveau
<b>Attribution</b>		
Air Liquide .....	88 10	.....
Cadeco .....	250	249
Cofid. Fonder France .....	251	.....
Financ. Ricard .....	251	.....
Total .....	7	7

**MINITEL**

La gestion en direct  
de votre portefeuille personnel  
sur 15 Termes LEMONDE plus BOURN

## Cote des changes

[illegible]

## Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 22/12
Or du Baie au laurier	83160	82750
Or du Baie au laurier	83300	82950
Pièce Souverain (20 g)	519	519
Pièce Souverain (10 g)	266	
Pièce Souverain (5 g)	131	
Pièce Souverain (2 g)	485	485
Souverain	407	410
Pièce de 20 francs	6107	1600
Pièce de 10 francs	2905	2900
Pièce de 5 francs	1330	
Pièce de 2 francs	591	592
Pièce de 1 franc	394 15	392 5
Or de laurier	394 15	392 5
Or de laurier	394 15	392 5
Or de laurier	394 15	392 5
Argent de laurier	5 37	5 4

- c : coupon détaché
- o : offert
- : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu



سكنا من الامل

# Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES
2 Afrique : la Libye utilisait du napalm au Tchad. 3 Europe : le retour à Moscou de Sakharov. — Proche-Orient. 4 Amériques : en Argentine, M. Alfonsín à la recherche d'un difficile consensus démocratique.	6 La fin de la session parlementaire. — Les travaux du Conseil constitutionnel. 7 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie. — Les budgets régionaux. — Le communiqué officiel du conseil des ministres.	8 L'instruction sur les attentats commis par les FARL. — Les colloques et les états généraux sur l'avenir de l'Université. — Les budgets régionaux.	13 Musique : Le Château, d'André Laporte, à Bruxelles. — Disques rock à offrir. 14 Théâtre : Soleil, de Henri Mitton. — Digressions par Bernard Frank. — Communication.	20 Les visées de Bouygues sur Spie Satgrolles. 21 La grève dans les transports. 22-23 Les marchés financiers.	Radio-télévision ..... 16 Annonces classées ..... 18 Carnet ..... 17 Météorologie ..... 17 Programmes des spectacles ..... 18 Offices religieux de Noël ..... 16 Services ouverts et fermés ..... 16

## Dans un communiqué diffusé à Beyrouth

### L'Organisation de la justice révolutionnaire annonce la libération d'un otage français pour Noël

L'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) a annoncé son intention de libérer, à l'occasion de la fête de Noël, l'un des deux otages français qu'elle détient, « à la suite de modifications enregistrées dans la politique [étrangère] de la France ».

Dans un communiqué manuscrit distribué dans la nuit du lundi 22 décembre à la presse libanaise, l'OJR a exprimé l'espoir que la France adopterait une attitude qui « nous encourage à relâcher tous les otages français que nous détenons ».

Le communiqué est accompagné de photos polaroid couleur de l'ingénieur du son de la chaîne de télévision Antenne 2, M. Ansel Cornes (cinquante-quatre ans), et de l'éclairagiste, M. Jean-Louis Normandin (trente-quatre ans), portant tous deux une barbe et ayant les traits tirés. Ils avaient été enlevés le 8 mars avec les deux autres membres de l'équipe, le journaliste Philippe Rochot et le cameraman Georges Hansen. L'OJR avait relâché les deux derniers le 21 juin.

L'OJR affirme que son « initiative fait suite aux efforts sérieux menés par le gouvernement de M. Jacques Chirac, et après qu'il soit apparu clairement que ce gouvernement est décidé à corriger les erreurs commises dans les domaines politique et économique par ses prédécesseurs ».

Elle appelle en outre le gouvernement français à « mettre un terme à son appui et à son aide à l'Irak et au régime sanguinaire du [président] Saddam Hussein qui a poussé à l'exode [en Iran] près de six millions d'Irakiens et qui continue à livrer à l'Iran la guerre la plus féroce de ce siècle ».

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 23 décembre

#### Baisse

Rendue inquiète par le renchérissement des prix du pétrole et l'extension des grèves dans les transports, la Bourse de Paris s'est franchement orientée à la baisse mardi matin pour le premier jour de la nouvelle liquidation à fin janvier. En clôture, l'indice instantané accusait un repli de 0,91 %.

Trois hausses égales ou supérieures à 1 % ont été enregistrées : Cetelem, Ecco, Moulinex, Alstom, Michelin, Pernod, CSF, Peugeot, Châteauneuf, notamment, se sont alourdis (entre 1,5 % et 2,8 %).

Valeurs françaises	Cours	Précéd.	Dernier
Accor	500	492	486
Agropar	2110	2086	2100
Alcatel	1720	1720	1718
Alstom	1190	1153	1151
Banque	2500	2515	2515
Bouygues	1270	1270	1265
B.S.M.	4655	4500	4500
Carrefour	3675	3675	3650
Châteauneuf	1953	1925	1925
Cofinor	725	725	723
Crédit National	1480	1480	1475
Elf	1342	1335	1338
Elf-Aquitaine	3117	3117	3115
Elf-Paris	3720	3720	3720
Elf-Lorraine	1390	1380	1375
Elf-Midi	2590	2550	2540
Elf-Nord	1670	1672	1670
Elf-Ouest	2630	2610	2610
Elf-Sud	1028	1025	1025
Elf-Territoires	4015	4015	4015
Elf-Transport	1020	1020	1020
Elf-Union	1281	1228	1228
Elf-Val	722	777	777
Elf-Verdun	725	802	788
Elf-Vis	2040	2040	2040
Elf-World	1610	1590	1585
Elf-ZP	415 50	415 50	415 30
Elf-ZP	2375	2300	2320
Elf-ZP	525	521	525

**le spécialiste**  
MATÉRIEL  
10%  
AMERICAN  
golf

A B C D E F G

## Avant la privatisation de TF 1

### Quatre candidats au rachat rencontrent le comité d'entreprise de la chaîne

Il n'y a pas que dans les hautes sphères que l'on s'active autour de la privatisation de TF 1. Le comité d'entreprise de la chaîne a décidé, lui aussi, de mener sa propre mission d'information. Il a ainsi créé, il y a plusieurs mois, une Commission de privatisation et de défense de la chaîne. Les membres qui la composent, issus de « toutes les sensibilités syndicales », viennent de rencontrer les représentants de quatre des grands groupes candidats au rachat de TF 1 : Bouygues, Berlusconi, Hachette et Hersant.

Ces rencontres, qui ont eu lieu à la demande de la commission, étaient, semble-t-il, également motivées par les quatre groupes concernés. On s'est interrogé sur ces entretiens échelonnés sur un mois ?

Un thème a recueilli une sorte de consensus : le maintien de l'emploi. Les interlocuteurs de la commission se sont « tous vus rassurés » : les uns comme les autres ont affirmé qu'il n'était pas dans leur intention de provoquer « un affrontement social » avec les licenciements « inévitables », dans la mesure où la masse salariale « ne passe que pour 13 % à 15 % dans le budget de TF 1 ».

« Ce serait risquer de casser la machine en vain », auraient même suréchérit certains. Une convergence de vues dont la commission a « évidemment » pris « bonne note ». En d'autres domaines, les objectifs et les analyses présentés par les candidats reprennent se sont, en revanche, révélés sensiblement différents.

#### « Une adaptation en douceur »

Le porte-parole du groupe Hersant, M. Philippe Ramond, est volontairement mystérieux. Il se veut « très discret » devant la Commission nationale de la communication des libertés (CNCL). Une chose est sûre : M. Hersant veut être l'opérateur principal de la chaîne si sa candidature est retenue.

Telle est aussi l'exigence de Hachette, MM. Yves Sabourin, Jean-Louis Guillaud et Étienne Hachette, qui prévoient « une adaptation en douceur » de la valeur des moyens de production internes de TF 1 et de la qualité de son audience que l'on juge « primordial » de conserver, le groupe projetant de « développer fortement » l'information dans les émissions de la matinée, mais se refuse à bouleverser de fond en comble la grille actuelle.

Abordant le financement de TF 1, le directeur de Hachette, s'est dit peu favorable au parrainage, estimant que ce système « ne ferait que du tort » à la régulation publique de la chaîne et qui lui sera propre (aucune passerelle avec Europe 1 n'est envisagée). La thèse du groupe en la matière : un message publicitaire « doit être clair et placé dans les créneaux précis ». Parmi ces créneaux, les « coupures » des films.

Jugeant que « le gisement publicitaire, en France, n'est pas aussi riche qu'on le pense », les représentants de M. Lagardère estiment que TF 1 privatisée sera, sans doute, déficitaire pendant un an ou deux. Le groupe serait prêt à faire un « apport de garantie » sur ces éventuels déficits, sans avoir recours à l'État.

Pour Bouygues, les choses sont sans ambiguïté : TF 1 est « l'occasion du siècle ». Le PDG de la société de bâtiment et de travaux publics, qui a confié à son directeur

de la diversification, M. Lelay, et à sa propre fille, Francine, le soin de recevoir la délégation du CE, affirme vouloir être le leader de l'opération, mais établit « une différence très nette » entre le rôle de détenteur principal du capital de la chaîne et celui d'opérateur. M. Bouygues ne se considérant pas comme un « spécialiste » de télévision, son projet serait de conserver « à peu près la même équipe » qu'aujourd'hui à la tête de TF 1. A charge pour cette équipe de faire ses preuves : « C'est sur les résultats de sa gestion » que M. Bouygues la jugera.

Son diagnostic sur TF 1 : « Un ensemble très cohérent ». Ses projets pour la chaîne : « conserver son image pour préserver une audience » qu'il juge « plus qu'honorable ». Peu de confidences supplémentaires, si ce n'est que M. Bouygues a mis en place un « solide conseil » de spécialistes de télévision chargé de préparer le dossier qui sera soumis à la CNCL.

Quant au mandataire du groupe Berlusconi, M. Alberto Codignoni, il n'a fait que confirmer l'un de ses objectifs essentiels : être présent dans les images financières d'une chaîne de télévision française privée. Et TF 1 représenterait un « précieux débouché » pour le consortium européen du patron de la Fininvest.

Après ce premier tour d'horizon, les membres de la commission ad hoc du CE de TF 1 sont prêts à reprendre leur rôle de médiateur pour rapprocher d'autres candidats au rachat de leur chaîne.

AMTA RND.

### La France touchée par la grippe

« Présomption d'épidémie » : prédisent, le bulletin épidémiologique hebdomadaire de la direction générale de la santé (DGS) peut provoquer des alertes dans les services de soins de la région de la capitale. On observe, en effet, actuellement une augmentation du nombre des syndromes grippaux (0,95 cas par médecin). Cette augmentation concerne essentiellement les régions Midi-Pyrénées, Franche-Comté, Champagne-Ardenne, Picardie et Haute-Normandie. Pour la première fois depuis le début de la saison, les moins de seize ans sont également touchés. Les spécialistes de la DGS indiquent que les sujets à risque (personnes âgées, personnes souffrant d'une maladie chronique...) ont encore le temps de se faire vacciner.

### La fausse sortie de Shakespeare

Les téléspectateurs anglophiles peuvent respirer à nouveau. Ils ont vu la soufflée coupée, samedi 20 décembre, après leur dose habituelle et hebdomadaire du plus grand poète et dramaturge du monde : William Shakespeare. La diffusion intégrale par FR 3 de son œuvre théâtrale, dans la version magistrale réalisée par le BBC, leur avait été imposée par la chaîne, qui, à la fin de la soirée, leur avait fait passer la tasse de thé de 5 heures.

A la fin de la Tragedie de Coriolan, quelle n'avait pas été leur stupeur d'entendre la présentatrice les remercier d'avoir « assisté à la dernière émission... incroyablement et indignation... ».

Renseignements pris, il s'agit d'un malentendu. La série sera interrompue pendant les fêtes, pour reprendre du plus belle le samedi 10 janvier. Pour le nouveau directeur des programmes, M. Yves Jaigu, « non seulement il n'est pas question d'arrêter la série, mais lorsqu'elle sera épuisée, nous chercherons à diffuser d'autres classiques du même niveau ». « To be or not to be ? », la réponse est oui. Nous voilà rassurés !

A. W.

Le Monde Infos-Spectacles  
sur Minitel  
36-15 151LM

## Sur le vif

### Racket

J'en ai vraiment marre des services publics. Si encore ils faisaient que de foutre en l'air nos vacances, nos achats de Noël et de nous ennuyer avec leurs grèves, bon, ça, on est habitué. Mais, en plus, ils arrêtent pas de nous trahir. Regardez ce qui est arrivé à une copine du journal. Elle achète son ticket de carte orange : 340 balles ? OK, merci, au revoir madame. Elle se glisse dans le portillon. Ça fait bip. Ça s'ouvre pas. Elle retourne au guichet : il marche pas votre ticket. Alors, la dame, elle vient de lui refiler, oubliez pas : Forcément, il est pas bon. C'est un ticket du mois dernier.

— Faut me le changer, alors !

Ah ! non, ça je peux pas. D'ailleurs, j'en ai pas d'autres. Ils se sont trompés, ils m'ont donné ce ticket-là. Z'avez qu'à leur téléphoner, vous verrez bien ce qu'ils vous diront.

Elle le fait. Marie-Christine, elle téléphone à la RATP. Alors, eux : Z'avez qu'à en racheter un de ticket. On fera une enquête et on vous dira. Elle obtient, bien obligée, et elle attend, confiante, d'être remboursée. Tirée. Ils se sont renseignés et, en ce qui les concerne, c'est marqué noir sur blanc, c'est elle qui est dans son tort. Ils lui donneront pas un nouveau : Z'avez qu'à

regarder ce qui était marqué sur le ticket !

Pas mal, non ? Mais voilà mieux. Là, c'est un copain de la photocopieuse. Ça se passe à Sète. Il gère sa bagnole devant un parc. Il colle le ticket derrière son pare-brise. Il revient vingt minutes après. Il a un PV ! Il force son commissaire. On refuse d'enregistrer sa plainte. Il se retrouve sur le trottoir où il se fend. Le papillard appuyé sur le pare-brise, d'une bafouille au commissaire, d'une autre au maire. En retour, il reçoit un « avis de notification ». Prière de passer à la caisse. Faut la payer votre amende. Il s'exécute, lui aussi, furibard. Et il me rapporte cette réflexion d'un fils débâulé : Ah ! évidemment, si vous avez des relations haut placées !

Vous me direz : Bon, en voilà une histoire ! A côté de ce qu'on déguise en ce moment ! Ben, justement, ça nous expliquerait peut-être mieux si on n'avait pas l'impression d'être exploités, rackettés à longueur d'année. Une vraie mafia, il nous font perdre notre fric et ils nous prennent en otage. Pourquoi on ferait pas la grève, nous aussi ? La grève des impôts. Au moins, comme ça, on payerait pas deux fois.

CLAUDE SARRAUTE.

## Les difficultés du « Matin de Paris »

### Le personnel refuse les licenciements

Le Matin de Paris n'est pas encore entré dans une zone de calme. Malgré sa nouvelle maquette lancée en septembre, ses suppléments régionaux - Antilles, Ile-de-France - et sa réorganisation rédactionnelle, le quotidien n'a pas encore « décollé ». Sa diffusion sur Paris est en moyenne de 15 300 exemplaires par jour en 1986, soit 6,9 % de moins que l'année précédente, et la vente totale en France atteindrait 100 000 exemplaires. La baisse de ses ventes est pourtant bien moindre qu'en 1985, année où le journal avait perdu 40 000 exemplaires. Mais les ressources publicitaires du titre sont aussi moins abondantes que prévu et ne font pas la soudure. Bref, la perte cumulée du Matin pour 1986, est de 52 millions de francs.

M. Jean-François Pertus, PDG du journal, a donc décidé de mettre en place un plan d'économie de 12 millions de francs : 5 millions de francs seraient économisés grâce à un réglage technique qui réduirait le nombre d'impressions, et 7 millions de francs devraient être économisés sur la masse salariale, par la suppression de trente-deux emplois.

Des départs en préretraite, des départs avec indemnités, des modifications de statut - ainsi deux correspondants seront désormais payés - à la page - et des mutations dans le filial du groupe qui fabriquent des programmes de radio et de télévision.

doivent aboutir à une économie de 5,1 millions de francs. Il reste environ 2 millions d'économie à réaliser. La direction du Matin a proposé de procéder à quatre licenciements « sans » en s'aidant de l'administration et de la rédaction.

Mais les cent cinquante-dix salariés du Matin (dont cent vingt-six journalistes), ainsi que leurs syndicats (CGT, CFT, SUD) les ont refusés. De nouvelles négociations doivent avoir lieu entre la direction et les syndicats afin de trouver la solution permettant de « boucler » le plan d'économie. « La direction ne peut pas provoquer une nouvelle crise du journal alors que celui-ci a redonné son image et retrouvé sa crédibilité », assure un délégué syndical.

Y.-M. L.

### Offrez the Glenlivet la fierté des Ecossais.

Un pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky, venu de la plus vieille distillerie d'Ecosse. Un cadeau à découvrir chez quelques rares spécialistes amoureux de vieux whiskies comme : La Maison du Whisky 48, av. de Saxe, Paris 7.

**ROLEX**  
GENÈVE

Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.

La collection complète Rolex Oyster, chez:

**Aldebert**

PARIS: 16, place Vendôme - 1, bd de la Madeleine  
70, fg Saint-Honoré - Palais des Congrès, Porte Maillot  
CANNES: 19, La Croisette